

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO
Unité – Progrès – Justice

Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2024, au 30 juin

Juillet 2024

NOTE SYNTHETIQUE SUR L'EXECUTION DU BUDGET ET DE LA TRESORERIE DE L'ETAT EXERCICE 2024, AU 30 JUIN 2024

Le budget de l'Etat, exercice 2024, s'exécute dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et le maintien du resserrement des politiques monétaires. Dans un tel contexte, les perspectives de croissance économique sont modérées. La croissance économique mondiale se stabiliserait à 3,2% en 2024 comme en 2023.

Dans l'UEMOA, l'activité économique demeurerait vigoureuse avec un taux de croissance attendu de 6,5% en 2024 après 5,6% en 2023. Le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité reste toujours suspendu dans le cadre des mesures de soutien de l'Institution aux Etats membres face aux effets de la COVID-19.

Au niveau national, l'exécution du budget se poursuit dans un environnement sécuritaire toujours préoccupant. Toutefois, l'activité économique nationale poursuivrait son expansion en ressortant à 5,5% en 2024 après 3,6% en 2023, tirée par l'ensemble des secteurs.

En matière de finances publiques, la gestion budgétaire est marquée par le déroulement du Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD). Les priorités budgétaires demeurent axées sur les défis sécuritaires, économiques et humanitaires actuels.

A ce titre, le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat à fin juin 2024 s'établit à **1 398,64 milliards FCFA** pour une prévision de la Loi de Finances Initiale (LFI) de **3 144,12 milliards FCFA**¹, soit un niveau de réalisation de **44,48%**. Comparativement à la même période en 2023 (1 399,93 milliards FCFA recouverts, soit 51,26%), le niveau de réalisation affiche une baisse de 6,78 points de pourcentage.

Les recettes propres et les recettes extraordinaires ont été recouvrées respectivement à hauteur de **1 304,12 milliards FCFA** et **94,52 milliards FCFA** à fin juin 2024 contre 1 232,10 milliards FCFA et 167,83 milliards FCFA à la même période en 2023, soient des variations respectives de 72,02 milliards FCFA et - 73,31 milliards FCFA entre les deux périodes.

Les dépenses engagées comptabilisées à fin juin 2024 s'élèvent à **1 731,00 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **3 694,59 milliards FCFA** en crédits de paiement, soit un taux d'exécution de **46,85%**. Comparativement à la même période en 2023 (1 846,22 milliards FCFA exécutés, soit 57,05%), le niveau d'exécution connaît une baisse de 10,20 points de pourcentage. En prenant en compte les régulations de crédits budgétaires en cours, le taux d'exécution du budget de l'Etat ressortirait à 49,37% pour une prévision de 3 505,85 milliards FCFA.

Au titre de la gestion de la trésorerie à fin juin 2024, il a été décaissé **1 834,57 milliards FCFA** contre des encaissements constatés de **1 831,58 milliards FCFA**. Il se dégage un solde débiteur de **2,99 milliards FCFA** sous la période qui est entièrement couvert par les disponibilités de début de période de l'ordre de 16,26 milliards FCFA.

Au 30 juin 2024, il se dégage une épargne budgétaire de -5,80 milliards FCFA et un solde budgétaire global déficitaire de 437,87 milliards FCFA contre des soldes prévisionnels respectifs de 509,69 milliards FCFA et -675,48 milliards FCFA après les différents ajustements. Ce niveau de déficit s'explique par la forte propension des dépenses courantes par rapport à la mobilisation des ressources propres.

Au regard de l'incertitude liée à la mobilisation des appuis budgétaires, il sied de recourir à leur annulation dans le cadre des ajustements à opérer dans la Loi de finances rectificative en cours d'élaboration. Par ailleurs, une certaine prudence devrait être observée dans l'exécution des dépenses au regard de l'épargne budgétaire déficitaire.

¹ En prenant en compte les prévisions du CAST, « Remboursement des crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA.

TABLE DES MATIERES

NOTE SYNTHETIQUE SUR L'EXECUTION DU BUDGET ET DE LA TRESORERIE DE L'ETAT EXERCICE 2024, AU 30 JUIN 2024	A
TABLEAUX	D
LISTE DES GRAPHIQUES	D
LISTE DES ANNEXES	E
SIGLES ET ABBREVIATIONS	F
INTRODUCTION	1
I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL, SOUS REGIONAL ET NATIONAL	2
I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL	2
I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE	3
I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2024.....	4
I.3.1. Rappel des priorités du budget 2024	4
I.3.2. Mesures pour l'exécution du budget 2024	5
I.4. CONFIGURATION DU BUDGET AU 30 JUIN 2024.....	5
II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	7
II.1. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU DEUXIEME TRIMESTRE 7	
II.1.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires du 2ème trimestre 2024.....	8
II.1.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires du 2ème trimestre 2024	
10	
II.2. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2024....	10
II.2.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires au titre du 1er semestre.....	11
II.2.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires au titre du premier	
semestre	21
III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	23
III.1. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE... 25	
III.1.1. Dépenses ordinaires	26
A. Charges financières de la dette.....	27
B. Dépenses de personnel	27
C. Dépenses d'acquisition de biens et services.....	28
D. Dépenses de transferts courants.....	29
E. Dépenses en atténuations des recettes	29
III.1.2. Dépenses en capital.....	30
A. Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat.....	30
B. Transferts en capital.....	31
III.2. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME ET DOTATION	
BUDGETAIRE.....	32
III.2.1. Situation d'exécution des crédits de paiement par programme et dotation	
budgétaire	32
III.2.2. Situation d'exécution des autorisations d'engagement par programme et	
dotation budgétaire	32
III.3. SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DELEGUES	33
III.4. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SPECIFIQUES.....	33
III.4.1. Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté	33
III.4.2. Situation d'exécution des dépenses spécifiques pour prendre en charge les	
effets de la COVID-19.....	34

III.4.3. Situation d'exécution du fonds de soutien patriotique (FSP).....	34
A. Situation de mobilisation des ressources financières.....	34
B. Situation d'exécution des dépenses	34
C. Situation des disponibilités du FSP	35
III.5. SITUATION DES DEPENSES DE CONSOMMATIONS D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE AU 30 JUIN 2024.....	35
III.5.1. Actions de rationalisation des dépenses en eau, électricité et de téléphone.....	35
III.5.2. Analyse des dépenses de consommation d'eau	36
III.5.3. Analyse des dépenses de consommation d'électricité.....	37
III.5.4. Analyse des dépenses de consommation de téléphone.....	37
III.5.5. Au titre des difficultés rencontrées et des perspectives	38
IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS.....	39
IV.1. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP18 »	39
IV.2. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP19 »	39
V. SITUATION DES REMISES DE PENALITES DE RETARD ET DE PAIEMENT D'INTERETS MORATOIRES.	40
VI. EVOLUTION DU DELAI DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE	40
VI.1. DELAIS DE PAIEMENT AU NIVEAU CENTRAL.....	41
VI.2. DELAIS DE PAIEMENT AU NIVEAU DECONCENTRE	41
VII. GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT	41
VII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS.....	41
VII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS.....	42
VII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENT ET DE DECAISSEMENT	42
VII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENT	42
VII.5. SITUATION DES DISPONIBILITES DE TRESORERIE	42
VII.6. EVOLUTION MENSUELLE DES SOLDES DES COMPTES DE DEPOTS AU 30 JUIN 2024	42
VII.7. PRINCIPALES DIFFICULTES	43
VIII. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE	43
VIII.1. SOLDES BUDGETAIRES	43
VIII.2. EPARGNE BUDGETAIRE ET LE SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL.....	44
IX. RECOMMANDATIONS.....	44
CONCLUSION	45
ANNEXES	I

TABLEAUX

Tableau 1: Croissance du PIB, de l'inflation et poids des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2021-2024.....	4
Tableau 2 : Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 2 ^{ème} trimestre 2023, des 1 ^{er} et 2 ^{ème} trimestres 2024 (en milliards FCFA).....	9
Tableau 3 : Etat de recouvrement des recettes ordinaires par régie des 2 ^{ème} trimestre 2023, 1 ^{er} et 2 ^{ème} trimestres 2024 (en milliards FCFA)	10
Tableau 4 : Etat de recouvrement des recettes au 30 juin 2023 et 2024 et perspectives au 31 décembre 2024 (en milliards FCFA).....	11
Tableau 5 : Situation des recettes ordinaires par régie à fin juin 2023 et 2024 (en milliards FCFA)	20
Tableau 6 : Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 30 juin 2024 (en milliards FCFA)	21
Tableau 7: Situation des décaissements des dons projets et programmes par groupe de donateur au 30 juin 2023 et 2024 (en milliards FCFA)	22
Tableau 8: Situation d'exécution des dépenses par nature au 30 juin 2023 et 2024 (en milliards FCFA).....	24
Tableau 9 : Situation des dépenses exécutées par nature aux 1 ^{er} et 2 ^{ème} trimestres 2024 (en milliards FCFA).....	25
Tableau 10 : : Situation des disponibilités du FSP au 30 juin 2024 (en FCFA)	35
Tableau 11 : Situation des soldes au 30 juin 2024 (en milliards FCFA)	43

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: perspectives de croissance économique du PIB en Afrique (en %)	2
Graphique 2 : évolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles	4
Graphique 3 : recouvrements des recettes des 2 ^{èmes} trimestres 2023 et 2024 par catégorie.....	8
Graphique 4 : recouvrements des recettes ordinaires à fin juin 2023 et 2024.....	12
Graphique 5 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin juin 2023 et 2024	12
Graphique 6 : recouvrements de quelques taxes leaders à fin juin 2023 et 2024	15
Graphique 7 : évolution des dépenses par nature entre 2023 et 2024 à fin juin (en milliards FCFA).....	26
Graphique 8 : situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, au 30 juin (en milliards FCFA et en %)..	26
Graphique 9 : évolution des soldes des correspondants du Trésor au 30 juin 2024 (en milliards FCFA)	42

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution hors financements extérieurs au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)	I
Annexe 2: Situation d'exécution des dépenses de personnel, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA) ...	II
Annexe 3: Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et service, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)	III
Annexe 4: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA).....	IV
Annexe 5: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté sur ressources propres par l'Etat, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)	V
Annexe 6: Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs au 30 juin 2024 (en milliers FCFA).....	VI
Annexe 7: Situation d'exécution des autorisations d'engagement par ministères et institutions et par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)	X
Annexe 8: Situation d'exécution des CP des crédits délégués au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)	XII
Annexe 9 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales au 30 juin 2024 (en milliers FCFA).....	XII
Annexe 10 : Situation des consommations d'eau de 2023 et 2024 à fin juin (en milliers FCFA).....	XIII
Annexe 11 : Situation des consommations d'électricité de 2023 et 2024 à fin juin (en milliers FCFA).....	XIV
Annexe 12 : Situation des consommations de téléphone de 2023 et 2024 à fin juin (en milliers FCFA).....	XV
Annexe 13 : Situation des lignes téléphoniques suspendues par ministère au 30 juin 2024 (en FCFA).....	XVI
Annexe 14 Situation des encaissements au Fonds de Soutien Patriotique au 30 juin 2024 (en FCFA)	XVII
Annexe 15 Situation d'exécution par catégorie de dépenses après régulation au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)	XVIII
Annexe 16 Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et service après régulation, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA).....	XVIII
Annexe 17: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants après régulation, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)	XX
Annexe 18: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté sur ressources propres par l'Etat après régulation, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)	XXI
Annexe 19: Situation d'exécution des Crédits de paiement après régulation, par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs, au 30 juin 2024 (en milliers FCFA).....	XXII
Annexe 20: Situation d'exécution des autorisations d'engagement après régulation par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)	XXVI
Annexe 21: Situation d'exécution des CP des crédits délégués après régulation au 30 juin 2024 (en milliers FCFA).....	XXVIII
Annexe 22: Situation d'exécution des CP des dépenses sociales après régulation par programme au 30 juin 2024 (en milliers FCFA).....	XXVIII
Annexe 23: Situation des soldes après régulation au 30 juin 2024 (en milliards FCFA)	XXIX

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACCT	: Agence Comptable Centrale du Trésor
ADE	: Autres Droits d'Enregistrement
AE	: Autorisation d'Engagement
ALT	: Assemblée Législative de Transition
ARCEP	: Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes
BAD/FAD	: Banque Africaine de Développement/Fonds Africain de Développement
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDT	: Banque des Dépôts du Trésor
BM/IDA	: Banque Mondiale/Association Internationale de Développement
CAST	: Compte d'Affectation Spéciale du Trésor
CNT	: Conseil National de Transition
CODEP-MP	: Comité de Suivi des délais d'Exécution des Dépenses Publics et des Marchés Publics
CP	: Crédit de Paiement
CPVI	: Contribution au programme de vérification des importations
DC-BR	: Dépositaire Central/Banque de Règlement
DCIM	: Dépenses Communes Interministérielles
DD	: Droits de Douanes
DGB	: Direction Générale du Budget
DG-CMEF	: Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGF	: Direction de la Gestion des Finances
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DOC	: Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité
DT	: Droits de Timbre
FEC	: Facilité Elargie de crédits
FED/UE	: Fonds Européen de Développement/Union Européenne
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FMI	: Fonds Monétaire International
IAP	: Instrument Automatisé de Prévisions
IBICA	: Impôt sur les Bénéfices Industriels, Commerciaux et Agricoles
IBNC	: Impôt sur les Bénéfices des Professions non Commerciales
IFU	: Identifiant Financier Unique
IP	: Indicateur de Performance
IPC	: Indice Prix Consommation
IRCM	: Impôts sur le Revenu des Capitaux Mobiliers
IS	: Impôt sur les Sociétés
IUTS	: Impôt Unique sur les Traitements et Salaires
LFI	: Loi de finances Initiale
LFR	: Loi de finances rectificative
LOLF	: Loi Organique relative aux Lois de Finances
MEFP	: Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective
MOD	: Maîtrise d'Ouvrage Déléguée
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques

ONATEL	: Office National des Télécommunications
ONEA	: Office National de l'Eau et de l'Assainissement
PA-SD	: Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement
PCS	: Prélèvement Communautaire de Solidarité
PDF	: Plan de Déblocage des Fonds
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PRES	: Présidence
PRM/DMP	: Personne Responsable des Marchés/Directeur des Marchés Publics
PSUT	Programme Socio-économique d'Urgence de la Transition
RS	: Redevance Statistique
SIGASPE	: Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat
SIMP	: Système d'Information Intégré des Marchés Publics
SI-N@folo	: Système Intégré de gestion des finances publiques
SONABEL	: Société Nationale d'Electricité du Burkina
SYDONIA	: Système Douanier Automatisé
SYLVIE	: Système de Liaison Virtuelle des opérations d'Importation et d'Exportation
TAF	: Taxe sur les Activités Financières
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TPA	: Taxe Patronal d'Apprentissage
TPP	: Taxe sur les Produits Pétroliers
TRANS	: Transition
TR	: Trésorerie Régionale
TSB	: Taxe sur les Boissons
TST	: Taxe sur les Tabacs
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UR	: Unités de Recouvrement
US	: United States

INTRODUCTION

Le budget de l'Etat, exercice 2024 a été adopté par la Loi n°042-2023/ALT du 15 décembre 2023 portant Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 et promulguée par le décret n°2023-1803/PRES-TRANS du 28 décembre 2023.

Dans le cadre du suivi de l'exécution de ladite loi, le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (MEFP) a produit ce présent rapport qui fait la synthèse de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 au 30 juin tant en recettes qu'en dépenses.

Il répond aux exigences édictées dans la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances (LOLF) qui dispose en son article 94 que : « le gouvernement transmet trimestriellement au Parlement, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget et l'application du texte de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public ».

Le présent rapport comprend :

- le contexte d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 ;
- la situation de la mobilisation des recettes budgétaires ;
- la situation de l'exécution des dépenses budgétaires ;
- l'analyse des indicateurs de bonne gouvernance des marchés publics ;
- la situation des remises de pénalités et de paiement des intérêts moratoires ;
- l'évolution des délais de paiement des dépenses publiques ;
- la gestion de la trésorerie de l'Etat ;
- les principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire ;
- les principales recommandations.

I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL, SOUS REGIONAL ET NATIONAL

Le budget de l'Etat, exercice 2024 s'est exécuté, au deuxième trimestre, dans un environnement international marqué par la persistance des tensions géopolitiques et le maintien du durcissement de la politique monétaire par les banques centrales pour faire face à l'inflation qui demeure à un niveau élevé. L'environnement national reste marqué par une situation sociopolitique et sécuritaire fragile et la poursuite des efforts de reconquête de l'intégralité du territoire national.

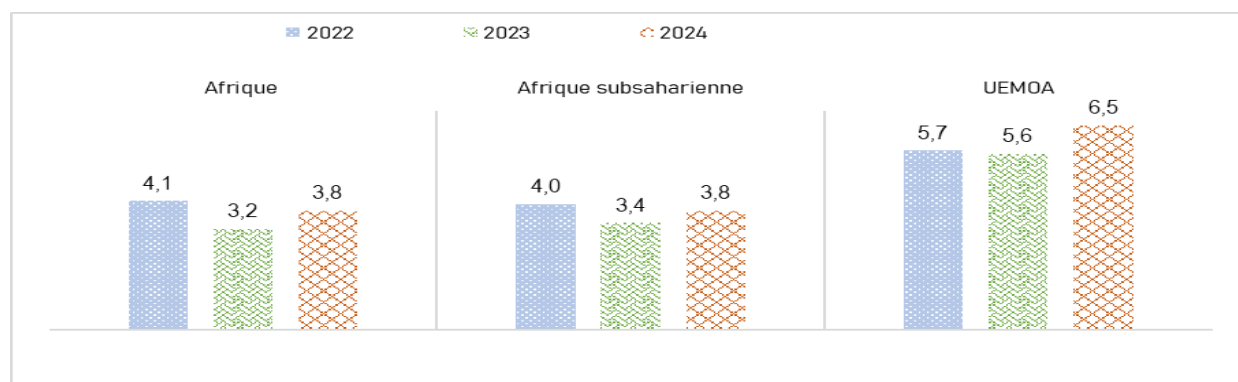
I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL

Au niveau mondial, la croissance économique² se stabiliserait à 3,2% en 2024 comme en 2023, en raison notamment du recul de l'inflation et la baisse attendue des taux directeurs des principales banques centrales. Dans les « pays avancés », la croissance s'établirait à 1,7% en 2024 après 1,6% en 2023. Dans les « pays émergents et pays en développement », elle ralentirait à 4,2% en 2024 après 4,3% en 2023. L'inflation mondiale continuerait de régresser pour s'établir à 5,9% en 2024 après 6,8% en 2023. Dans les « économies avancées » et les « économies émergentes et en développement », l'inflation poursuivrait son fléchissement pour s'établir, respectivement à 2,6% et à 8,3% en 2024.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique se renforcerait pour ressortir à 3,8% en 2024 après 3,4% en 2023, notamment grâce au ralentissement de l'inflation et en raison de la relance de la demande. Cependant, un certain nombre de risques pourraient entraver les perspectives de croissance. Il s'agit, notamment du renchérissement des charges de financement, de l'impact climatique et des risques extérieurs. L'inflation resterait élevée à 15,3% en 2024 contre 16,2% en 2023, sous l'effet d'un resserrement des politiques monétaires.

Dans l'UEMOA³, la croissance économique resterait forte en progressant de 6,5% en 2024 après 5,6% en 2023. Cette croissance serait en lien avec la bonne tenue de l'ensemble des secteurs d'activités dont le secteur secondaire qui devrait se revigorer avec la production pétrolière au Niger et au Sénégal. L'inflation dans l'Union s'établirait à 2,8% en 2024 après 3,7% en 2023, en lien avec la détente des prix des denrées alimentaires et des produits énergétiques.

Graphique 1: perspectives de croissance économique du PIB en Afrique (en %)



Source : DGEP, à partir des données de la BAD, janvier 2024, de l'UEMOA, juin 2024 et du FMI, avril 2024

² FMI, Perspectives de l'économie mondiale (PEM), avril 2024

³ UEMOA : Note de cadrage macroéconomique 2024-2028 de l'Union, 5^e édition, avril 2024

Sur le marché des changes, le cours du dollar US par rapport au FCFA s'est établi en moyenne à 609,3 FCFA au second trimestre 2024 contre 604,2 FCFA au trimestre précédent, soit une appréciation de 0,8%. Comparé à sa valeur moyenne au second trimestre 2023 (602,3 FCFA), l'appréciation est de 1,2%.

Sur le marché des matières premières, le cours moyen de l'or au second trimestre 2024 s'est affiché à 2 337,7 dollars US l'once, en hausse de 12,8% par rapport à son niveau moyen au premier trimestre. Ce niveau moyen du cours de l'once d'or a augmenté de 18,2% par rapport au 2^{ème} trimestre de 2023.

Concernant le **cours du coton**, il s'est établi à 1 910,5 dollars US en moyenne au second trimestre 2024 après 2 138,9 dollars US au premier trimestre, soit une baisse de 10,7%. Comparé à son niveau moyen au second trimestre 2023 (2 070,1 dollars US), la baisse est de 7,7%.

Pour ce qui est du **cours du baril de pétrole**, il a atteint 84,9 dollars US en moyenne au second trimestre 2024 après 83,1 dollars US au premier trimestre, soit une augmentation de 2,2%. Comparativement à son niveau moyen au deuxième trimestre 2023 (78,2 dollars US), l'augmentation est de 8,6%.

I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE

L'activité économique poursuivrait son expansion en progressant à 5,5% en 2024 après une estimation de 3,6% en 2023, sous l'hypothèse, notamment d'une maîtrise de la situation sécuritaire nationale, d'une reprise du rythme normal de production aurifère et d'une évolution favorable des cours des matières premières. La croissance serait tirée par l'ensemble des secteurs, soutenue notamment par des initiatives majeures pour l'amélioration de la production agricole et la sécurité alimentaire.

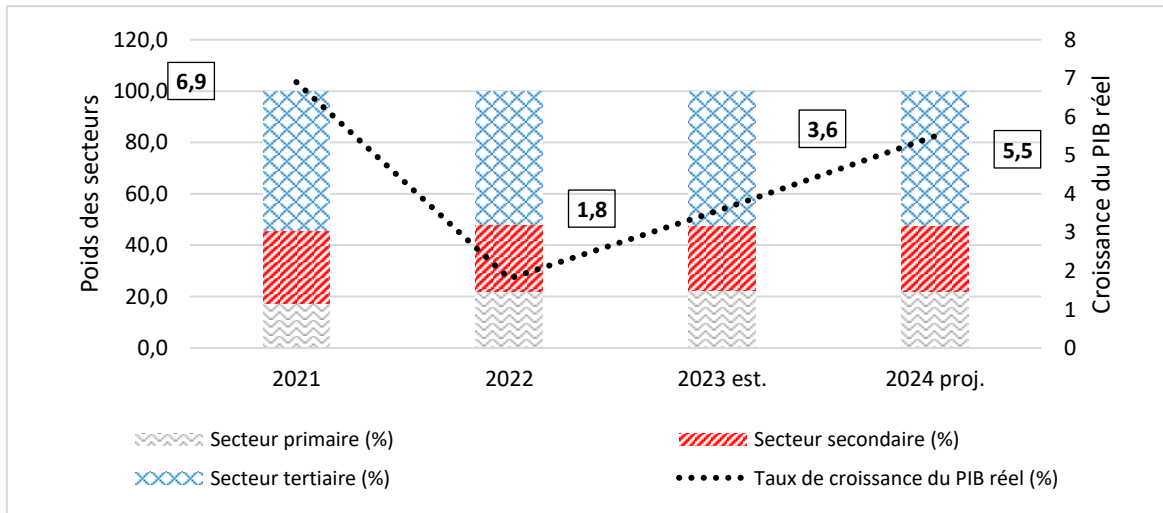
Concernant le **secteur primaire**, sa valeur ajoutée croîtrait de 5,9%. Cette performance serait imprimée principalement par les branches « agriculture vivrière » (+8,3%), « sylviculture-chasse-pêche » (+5,2%) et « Elevage et activités annexes à l'élevage » (+4,7%), sous l'effet, notamment de la poursuite des grands chantiers de modernisation de l'agriculture et de l'opérationnalisation de l'Offensive agropastorale et halieutique.

S'agissant du **secteur secondaire**, il enregistrerait une accélération de son rythme de croissance. Sa valeur ajoutée ressortirait à 4,6%, expliquée essentiellement par la progression des branches des « autres activités extractives » (+7,5%) sous l'effet de la reprise du rythme normal de la production minière. Aussi, l'activité dans le secteur serait soutenue par la progression des branches « Electricité, Eau et Assainissement » (+6,2%), « Activités manufacturières » (+4,9%) et « travaux de construction » (+4,8%).

Quant au **secteur tertiaire**, sa valeur ajoutée connaîtrait une hausse de 6,0% en 2024, impulsée principalement par les branches « services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels » (+7,2%) et « hébergement et restauration » (+5,7%).

L'inflation ressortirait à 2,0% en 2024 contre 0,7% en 2023.

Graphique 2 : évolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles



Source : DGEP, données cadrage macroéconomique, mars 2024

Tableau 1: Croissance du PIB, de l'inflation et poids des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2021-2024

Rubrique	2021	2022	2023 estimation	2024 projection
Taux de croissance du PIB réel (%)	6,9	1,8	3,6	5,5
Secteur primaire (%)	17,3	22,1	22,3	22,1
Secteur secondaire (%)	28,6	25,8	25,3	25,6
Secteur tertiaire (%)	54,1	52,1	52,4	52,3
PIB Nominal en milliards de FCFA	10 892,7	11 752,8	12 425,7	13 385,4
Taux d'inflation en moyenne annuelle (%)	3,9%	14,1%	0,7%	2,0%

Source : DGEP, données cadrage macroéconomique, mars 2024

I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2024

I.3.1. Rappel des priorités du budget 2024

Les orientations et choix stratégiques budgétaires pour l'élaboration du Budget de l'Etat, exercice 2024 ont été faits en lien avec les piliers, axes et actions prioritaires du Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD) et les défis liés au contexte économique et social actuel. Ces piliers se déclinent comme suit :

- Pilier 1 : lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité du territoire ;
- Pilier 2 : répondre à la crise humanitaire ;
- Pilier 3 : refonder l'Etat et améliorer la gouvernance ;
- Pilier 4 : œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

Pour faire face à ces priorités, les choix stratégiques budgétaires s'inscrivent dans la dynamique d'une amélioration significative de la mobilisation des ressources propres et d'une optimisation de leur allocation pour une plus grande efficacité de la politique budgétaire dans le cadre de la mise en œuvre des actions prioritaires du Gouvernement.

I.3.2. Mesures pour l'exécution du budget 2024

Des orientations pour une meilleure exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, ont été adoptées en Conseil des Ministres et diffusées par une circulaire de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre sous le numéro 2024-015 du 25 mars 2024. Ces orientations visent à améliorer la mobilisation des ressources d'une part, et à assurer une plus grande efficacité dans l'exécution des dépenses, d'autre part. Ainsi :

En matière de mobilisation de ressources propres, le gouvernement poursuivra les efforts de modernisation des procédures entamées au niveau des régies de recettes afin d'optimiser le rendement de l'impôt. Ainsi, les téléprocédures seront progressivement élargies aux autres catégories de contribuables. Par ailleurs, les autres réformes visant à élargir de manière substantielle l'assiette fiscale, notamment la mise en place du cadastre fiscal, seront poursuivies. Aussi, les ministères et institutions sont invités à accompagner et soutenir convenablement les percepteurs spécialisés dans leurs efforts de mobilisation des recettes en plus de poursuivre les activités de prospection de nouvelles niches de recettes de service.

En matière d'exécution des dépenses, la gestion budgétaire sera toujours marquée par la poursuite d'une part, des actions de réforme du budget programme (l'implication effective des Responsables de programme dans l'exécution des activités des différents programmes budgétaires, la mise en place effective des Directions de la solde et de l'ordonnancement dans les différents ministères et institutions) et d'autre part, des actions de rationalisation des charges de fonctionnement en vue de dégager plus d'espace budgétaire pour financer les dépenses d'investissement.

Aussi, les différents acteurs sont appelés à une application stricte des règles en matière d'exécution de la dépense publique, notamment la programmation de l'exécution budgétaire à travers les outils habituels que sont le Plan de passation des marchés (PPM), le Plan de déblocage des fonds (PDF) et le Plan d'engagement des dépenses sectoriel (PES).

I.4. CONFIGURATION DU BUDGET AU 30 JUIN 2024

Le budget de l'Etat, exercice 2024 a été adopté en recettes et en dépenses (crédits de paiement) respectivement à **3019,12 milliards FCFA** et à **3 694,59 milliards FCFA** avec une épargne budgétaire de 509,69 milliards FCFA et un besoin de financement de 675,48 milliards FCFA représentant 4,6% du PIB nominal. En prenant en compte les prévisions du CAST, « Remboursement crédits TVA » d'un montant de **125 milliards FCFA**, le montant des recettes s'établit à **3 144,12 milliards FCFA**.

Par nature de recettes, la situation se présente comme suit :

- **Recettes ordinaires : 2 791,79 milliards FCFA** dont 2 528,52 milliards FCFA pour les recettes fiscales et 263,27 milliards FCFA pour les Recettes non fiscales ;
- **Ressources extraordinaires : 227,32 milliards FCFA** dont 179,59 milliards FCFA de dons projets et 47,73 milliards FCFA de dons programmes.

Par nature de dépenses, la situation se présente comme suit :

- **Dépenses ordinaires : 2 282,11 milliards FCFA** dont :
 - charges financières de la dette : 292,77 milliards FCFA ;
 - dépenses de personnel : 1 202,22 milliards FCFA ;
 - dépenses d'acquisition de biens et services : 235,97 milliards FCFA ;
 - dépenses de transferts courants : 550,15 milliards FCFA ;
 - dépenses en atténuation des recettes : 1 milliard FCFA.
- **Dépenses en capital : 1 412, 49 milliards FCFA** dont :
 - investissements exécutés par l'Etat : 1 402,49 milliards FCFA répartis comme suit :
 - ✓ Etat : 1 017,60 milliards FCFA ;
 - ✓ Subventions : 179,59 milliards FCFA ;
 - ✓ Prêts : 205,29 milliards FCFA.
 - transferts en capital : 10 milliards FCFA.

Au 30 juin 2024, les grandes natures de dépenses ont connu une sensible évolution due aux réaménagements budgétaires opérés au sein des ministères et institutions. Ainsi, les dépenses ordinaires sont passées de 2 282,11 milliards FCFA à **2 280,49 milliards FCFA**, soit une baisse de 1,62 milliard FCFA. A contrario, les dépenses en capital ont connu une hausse de 1,62 milliard FCFA passant ainsi de 1 412 ,49 milliards FCFA à **1414,11 milliards FCFA**. A l'intérieur des natures de dépenses, des mouvements de crédits ont été opérés dans le cadre de la fongibilité asymétrique.

La configuration actuelle du budget prenant en compte ces mouvements de crédits se présente comme suit :

- **Dépenses ordinaires : 2 280,49 milliards FCFA** dont :
 - charges financières de la dette : 292,77 milliards FCFA ;
 - dépenses de personnel : 1 202,22 milliards FCFA ;
 - dépenses d'acquisition de biens et services : 246,39 milliards FCFA ;
 - dépenses de transferts courants : 537,81 milliards FCFA ;
 - dépenses en atténuation des recettes : 1,30 milliard FCFA .
- **Dépenses en capital : 1 414,11 milliards FCFA** dont :
 - investissements exécutés par l'Etat : 1 404,11 milliards FCFA répartis comme suit :
 - ✓ Etat : 1 019,22 milliards FCFA ;
 - ✓ Subventions : 179,59 milliards FCFA ;
 - ✓ Prêts : 205,29 milliards FCFA.
 - transferts en capital : 10 milliards FCFA.

II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Les prévisions de recettes du budget de l'Etat, exercice 2024 se chiffrent à **3 144,12 milliards FCFA**⁴, dont **2 916,79 milliards FCFA** de recettes ordinaires et **227,32 milliards FCFA** au titre des recettes extraordinaires. Ces prévisions prennent en compte le montant de **125 milliards FCFA** destiné à alimenter le compte d'affectation spécial « remboursement crédits TVA ».

En matière de remboursement de crédits TVA, la Loi n°039-2018/AN du 13 novembre 2018 portant loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2018 a institué un compte d'affectation spécial du trésor intitulé « remboursement crédits TVA ». L'arrêté N°2019-128/MINEFID/SG/DGI du 05 avril 2019 fixe les modalités d'alimentation dudit compte comme suit :

- **20%** de la TVA recouvrée par les recettes de la DGI ;
- **100%** de la TVA perçue par la DGD lors de la mise à la consommation des marchandises importées par les sociétés minières, leurs sous-traitants ainsi que les entreprises exportatrices.

II.1. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU DEUXIEME TRIMESTRE

Au cours du 2^{ème} trimestre, les recettes totales ont été recouvrées à hauteur de 733,38 milliards FCFA sur un montant attendu de 797,23 milliards FCFA, soit un taux trimestriel de 91,99%

Par rapport aux réalisations du 1^{er} trimestre qui s'élevaient à 665,26 milliards FCFA avec un taux de recouvrement trimestriel de 96,95%, il ressort une baisse de la performance trimestrielle de 4,96 points de pourcentage.

Comparativement au recouvrement du 2^{ème} trimestre 2023 qui s'est chiffré à 704,19 milliards FCFA avec un taux de recouvrement trimestriel de 101,94%, il est enregistré une hausse de 29,18 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de la performance trimestrielle de 9,95 points de pourcentage.

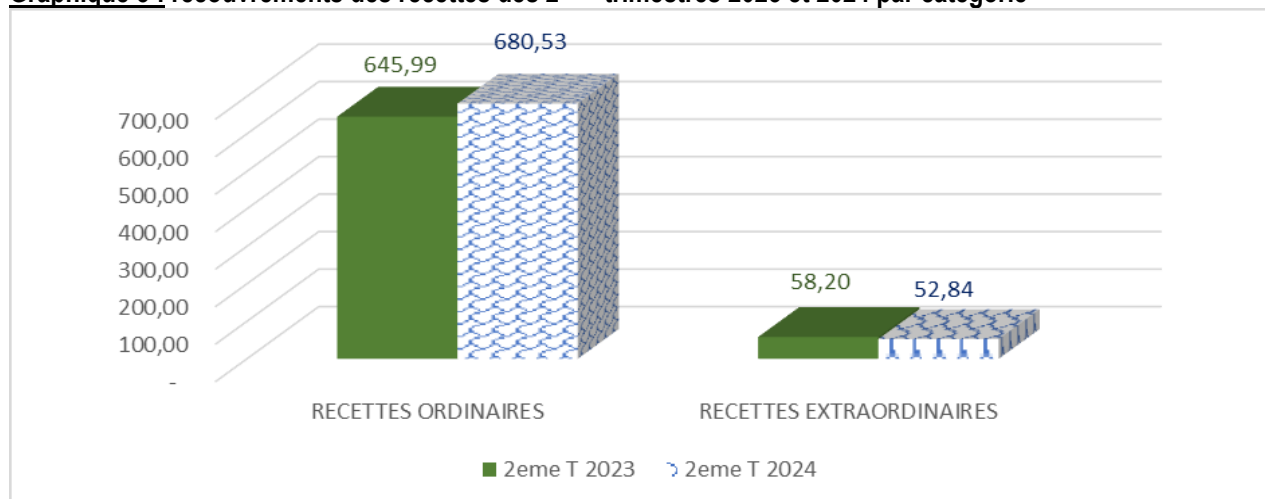
Les réalisations des recettes ordinaires (680,53 milliards FCFA) constituent 92,79% des ressources du trimestre contre 93,74% au 1^{er} trimestre 2024 (623,59 milliards FCFA) et 91,73% au 2^{ème} trimestre 2023 (645,99 milliards FCFA).

Les encaissements au titre des recettes extraordinaires (52,84 milliards FCFA) enregistrent une hausse de 11,17 milliards FCFA par rapport au 1^{er} trimestre 2024 (41,68 milliards FCFA) et une baisse de 5,36 milliards FCFA au 2^{ème} trimestre 2023 (58,20 milliards FCFA).

Le graphique ci-dessous illustre les recouvrements des recettes des 2^{èmes} trimestres 2023 et 2024 par catégorie.

⁴ Le montant total des recettes du budget de l'Etat intègre le montant des recettes recouvrées au profit du compte affectation spéciale du Trésor (CAST) « remboursement crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA.

Graphique 3 : recouvrements des recettes des 2^{èmes} trimestres 2023 et 2024 par catégorie



Source : DGB

II.1.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires du 2^{ème} trimestre 2024

Les réalisations des recettes ordinaires au titre du 2^{ème} trimestre se sont chiffrées à 680,53 milliards FCFA sur un montant attendu de 744,39 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de l'objectif périodique de 91,42%.

Comparé au 1^{er} trimestre où les réalisations étaient de 623,59 milliards FCFA avec un taux de recouvrement trimestriel de 96,75%, il ressort une hausse en volume de 56,95 milliards FCFA et une baisse de la performance trimestrielle de 5,33 points de pourcentage.

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2023 qui enregistrait un volume de 645,99 milliards FCFA avec un taux de recouvrement trimestriel de 102,12%, les réalisations trimestrielles sont en hausse de 34,54 milliards FCFA et en baisse en termes de performance de 10,69 points de pourcentage.

A. Analyse par nature de recettes

L'analyse par nature des recettes ordinaires fait ressortir la répartition suivante :

- ✓ **recettes fiscales :** sur une prévision trimestrielle de 685,16 milliards FCFA, les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 596,64 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 87,08%. Par rapport aux réalisations de 550,43 milliards FCFA et un taux trimestriel de 92,28% pour le 1^{er} trimestre, il ressort un accroissement de 46,22 milliards FCFA et une baisse de la performance de recouvrement de 5,20 points de pourcentage. Comparativement au recouvrement du 2^{ème} trimestre 2023 qui s'était chiffré à 567,05 milliards FCFA avec un taux trimestriel de 99,41%, on note une hausse de 29,59 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de la performance de recouvrement de 12,33 points de pourcentage ;
- ✓ **recettes non fiscales :** sur une prévision trimestrielle de 59,23 milliards FCFA, les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de 83,89 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 141,64%. Par rapport aux réalisations du 1^{er} trimestre de 73,16 milliards FCFA avec un taux trimestriel de 152,25%, il ressort un accroissement de 10,73 milliards FCFA. Comparativement au recouvrement du 2^{ème} trimestre 2023 qui s'était chiffré à 77,44 milliards FCFA avec un taux trimestriel de 124,49%, il est enregistré une hausse de 6,45 milliards FCFA en valeur absolue et de 8,33% en valeur relative ;

En somme, on note que les recettes fiscales constituent 87,67% des recouvrements des recettes ordinaires du 2^{ème} trimestre.

Le tableau ci-dessous récapitule par nature de recettes, l'évolution des recouvrements des recettes ordinaires entre les 2^{ème} trimestre 2023, 1^{er} trimestre 2024 et 2^{ème} trimestre 2024.

Tableau 2 : Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 2^{ème} trimestre 2023, des 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2024 (en milliards FCFA)

Nature de recette	2 ^{ème} trimestre 2023			1 ^{er} trimestre 2024			2 ^{ème} trimestre 2024			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	(h-b)/b	(h-e)/e
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g		
Recettes fiscales	570,40	567,05	99,41%	596,49	550,43	92,28%	685,16	596,64	87,08%	5,22%	8,40%
Recettes non fiscales	62,21	77,44	124,49%	48,05	73,16	152,25%	59,23	83,89	141,64%	8,33%	14,66%
Total	632,61	645,99	102,12%	644,55	623,59	96,75%	744,39	680,53	91,42%	5,35%	9,13%

Source : DGB

B. Analyse des recouvrements par régie de recettes

La situation des recouvrements du trimestre par régie de recettes se présente comme suit :

- ✓ **Direction Générale des Impôts (DGI) :** sur un objectif de recouvrements du trimestre de 434,16 milliards FCFA, les réalisations se chiffrent à 340,50 milliards FCFA, soit un taux de 78,43%. Les performances de la DGI au cours du 2^{ème} trimestre ont baissé de 7,63 points de pourcentage par rapport au 1^{er} trimestre 2024 et de 16,62 points de pourcentage par rapport au 2^{ème} trimestre 2023. Ces réalisations constituent 50,03% de la réalisation totale des recettes ordinaires contre 46,79% au 1^{er} trimestre 2024 et 51,01% au 2^{ème} trimestre 2023.
- ✓ **Direction Générale des Douanes (DGD) :** sur un objectif de recouvrements du trimestre de 254,56 milliards FCFA, les réalisations se chiffrent à 261,69 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 102,80%. Ces réalisations constituent 38,45% de la réalisation totale des recettes ordinaires contre 42,05% au 1^{er} trimestre 2024 et 36,67% au 2^{ème} trimestre 2023.
- ✓ **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) :** sur un objectif de recouvrements du trimestre de 55,66 milliards FCFA, les réalisations se chiffrent à 78,35 milliards FCFA, soit un taux de 140,75%. Cette performance de la DGTCP se justifie principalement par le reversement de la dévolution des résultats de l'ARCEP de 2024 et 2025 par anticipation dont 23,48 milliards FCFA ont été encaissés à fin juin 2024. Ces réalisations constituent 11,51% de la réalisation totale des recettes ordinaires contre 11,16% au 1^{er} trimestre 2024 et 12,32% au 2^{ème} trimestre 2023.

Le tableau ci-dessous récapitule par régie l'évolution du recouvrement des recettes ordinaires entre les 2^{ème} trimestre 2023, 1^{er} trimestre 2024 et 2^{ème} trimestre 2024.

Tableau 3 : Etat de recouvrement des recettes ordinaires par régie des 2^{ème} trimestre 2023, 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2024 (en milliards FCFA)

Régie de recette	2 ^{ème} trimestre 2023			1 ^{er} trimestre 2024			2 ^{ème} trimestre 2024			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	(h-b)/b	(h-e)/e
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g		
DGI	346,68	329,50	95,04%	339,03	291,76	86,06%	434,16	340,50	78,43%	3,34%	16,70%
DGD	228,02	236,90	103,89%	261,22	262,22	100,38%	254,56	261,69	102,80%	10,46%	-0,20%
DGTCP	57,91	79,60	137,46%	44,29	69,60	157,14%	55,66	78,35	140,75%	-1,57%	12,56%
Total	632,61	645,99	102,12%	644,55	623,59	96,75%	744,39	680,53	91,42%	5,35%	9,13%

Source : DGB

II.1.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires du 2^{ème} trimestre 2024

L'analyse de la situation des mobilisations de recettes budgétaires extraordinaires du trimestre, fait ressortir le constat suivant :

- ✓ **Au titre des dons programmes** : aucun décaissement n'a été effectué au cours de ce trimestre du fait qu'aucune prévision de décaissement n'avait été faite pour cette période. Aucun décaissement n'avait été effectué au 1^{er} trimestre 2024 et 2^{ème} trimestre 2023 ;
- ✓ **Au titre des dons projets** : les décaissements effectifs du trimestre se chiffrent à 52,84 milliards FCFA. Par rapport aux décaissements du 1^{er} trimestre 2024 qui se chiffraient à 41,68 milliards FCFA, il ressort une hausse de 11,17 milliards FCFA. Comparés aux décaissements du 2^{ème} trimestre 2023 qui s'étaient élevés à 58,20 milliards FCFA, il ressort une baisse de 5,36 milliards FCFA.

II.2. REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES AU TITRE DU 1^{ER} SEMESTRE 2024

La mobilisation des recettes budgétaires se chiffre à **1 398,64 milliards FCFA** au 30 juin 2024 pour un objectif semestriel de 1 483,46 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 94,28%. Ces réalisations représentent **44,48%** de l'objectif annuel.

Comparé au niveau des recouvrements au 30 juin 2023 où il était de 1 399,93 milliards FCFA avec une performance de 105,42%, il ressort une régression de 1,29 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de la performance de recouvrement de 11,17 points de pourcentage.

Le tableau ci-après fait ressortir l'état de réalisation des recettes à fin juin 2023 et 2024, et les perspectives de recouvrement pour le reste de l'année 2024.

Tableau 4 : Etat de recouvrement des recettes au 30 juin 2023 et 2024 et perspectives au 31 décembre 2024 (en milliards FCFA)

Nature de recettes	2023			2024						Variations 2023-2024	
	Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 30 juin		Prévisions annuelles LFI	Prévisions à fin juin LFI	Recouvrements au 30 juin			Perspective de recouvrement cumulé du 1 ^{er} juillet au 31 décembre	Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)			Montant	Taux LFI (%)	Taux à fin juin (%)			
	a	b	c=b/a	g	h	i	j=i/g	k=i/h	r	s=i-b	t=s/b
RECETTES ORDINAIRES	2 447,80	1 232,10	50,33	2 916,79	1 388,93	1 304,12	44,71	93,89	1 507,54	72,02	5,85
Recettes fiscales	2 207,31	1 110,99	50,33	2 653,52	1 281,65	1 147,07	43,23	89,50	1 375,18	36,08	3,25
Recettes non fiscales	240,49	119,61	49,74	263,27	107,28	157,05	59,65	146,39	132,35	37,44	31,30
RECETTES EXTRAORDINAIRES	283,46	167,83	59,21	227,32	94,52	94,52	41,58	100,00	132,80	-73,31	-43,68
Dons programmes	43,87	0,00	0,00	47,73	0,00	0,00	0,00	-	47,73	0,00	0,00
Dons projets	239,59	167,83	70,05	179,59	94,52	94,52	52,63	100,00	85,07	-73,31	-43,68
TOTAL	2 731,26	1 399,93	51,26	3 144,12	1 483,46	1 398,64	44,48	94,28	1 640,337	-1,29	-0,09

Source : DGB

II.2.1. Analyse des réalisations des recettes ordinaires au titre du 1er semestre

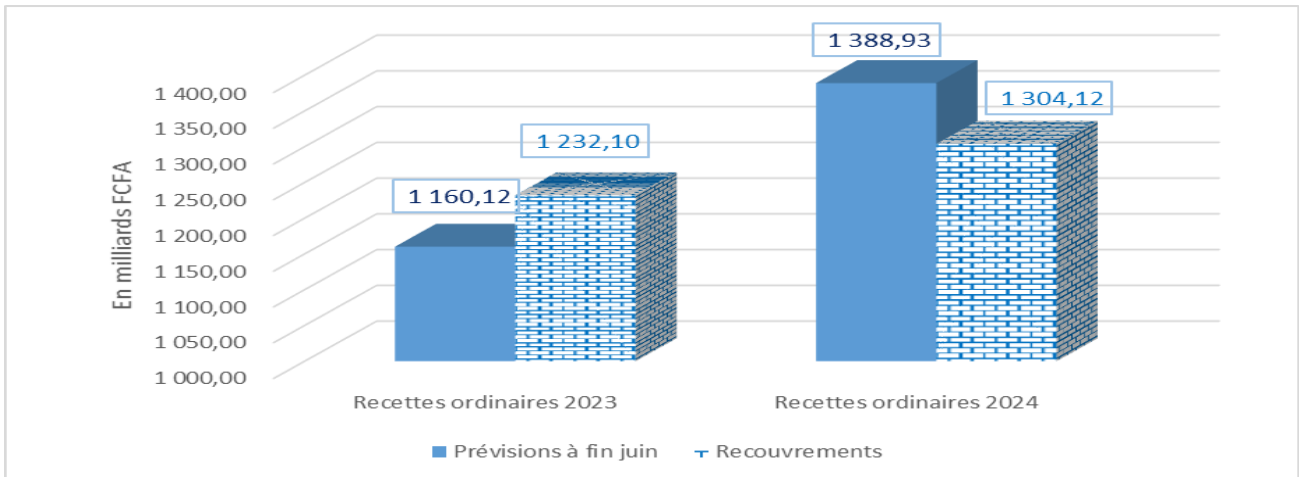
Les prévisions annuelles de recettes ordinaires se chiffrent à 2 916,79 milliards FCFA dont 2 653,52 milliards FCFA au titre des recettes fiscales et 263,27 milliards FCFA au titre des recettes non fiscales.

Au 30 juin 2024, le recouvrement des recettes ordinaires se chiffre à 1 304,12 milliards FCFA, soit un taux annuel de 44,71%. Rapporté ce montant aux prévisions périodiques à fin juin de 1 388,93 milliards FCFA, il ressort un taux périodique de 93,89%.

Par rapport aux recouvrements de 2023 à la même période qui étaient de 1 232,10 milliards FCFA avec un taux périodique de 106,20%, les recettes ordinaires sont en hausse de 72,02 milliards FCFA. Cependant, on note une baisse de performance de recouvrement de 12,31 points de pourcentage.

Le graphique ci-dessous fait ressortir le niveau de recouvrements des recettes ordinaires à fin juin 2023 et 2024.

Graphique 4 : recouvrements des recettes ordinaires à fin juin 2023 et 2024



Source : DGB

L'analyse de la situation des recettes ordinaires à fin juin est faite par nature de recettes et par structure de recouvrement.

A. Analyse par nature des recettes ordinaires au premier semestre 2024

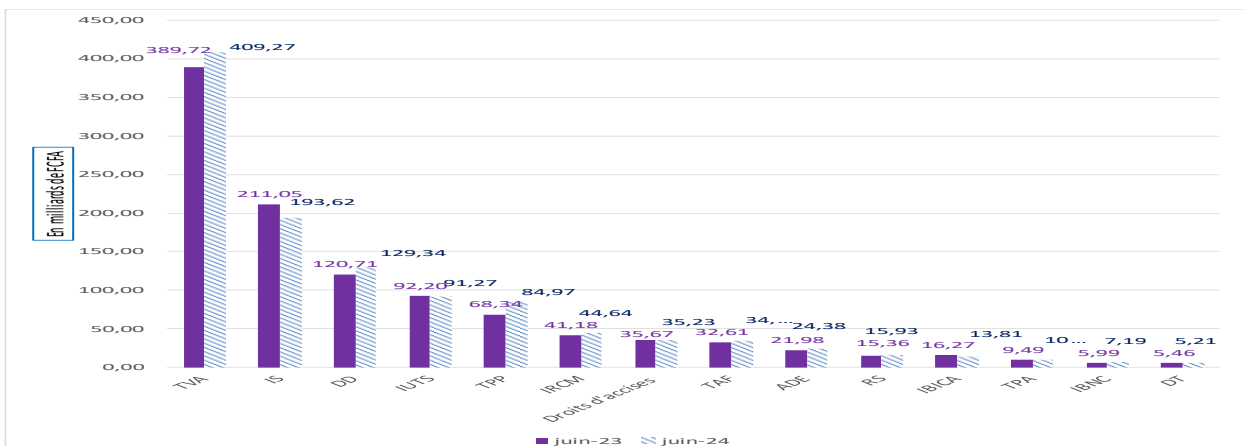
➤ **Recettes fiscales**

Au 30 juin 2024, il a été recouvré un montant de 1 147,07 milliards FCFA sur des prévisions annuelles de 2 653,52 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 43,23%. Rapporté aux prévisions de la période (1 281,65 milliards FCFA), il ressort un taux de 89,50%.

Comparé au niveau de réalisation cumulé de 1 110,99 milliards FCFA et une performance périodique de 105,43% à la même période en 2023, il ressort une progression de 36,08 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de la performance de recouvrement de 15,93 points de pourcentage.

Le graphique ci-dessous fait ressortir le niveau de recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin juin 2023 et 2024.

Graphique 5 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin juin 2023 et 2024



Source : DGB

● **Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**

Cette catégorie de recettes fiscales est essentiellement composée de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la taxe sur les produits pétroliers (TPP).

● **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

La prévision annuelle de la taxe sur la valeur ajoutée au titre du budget 2024 est de 890,88 milliards FCFA dont 563,51 milliards FCFA à l'importation et 327,37 milliards FCFA à l'intérieur. À la date du 30 juin 2024, le montant total cumulé recouvré par l'ensemble des régies est de 409,27 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement annuel de 45,94%. Rapporté aux prévisions de la période sous revue, on note un taux périodique de 94,74%. Les réalisations de cette recette représentent 35,68% du recouvrement des recettes fiscales.

Le montant recouvré au 30 juin 2023 se chiffrait à 389,72 milliards FCFA sur des prévisions de la période de 364,90 milliards FCFA, soit une performance de 106,80%.

Une analyse comparative entre les niveaux de recouvrement cumulés à fin juin 2023 et 2024, fait ressortir une hausse de 19,55 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de la performance de recouvrement de 12,06 points de pourcentage.

● **Taxe sur les produits pétroliers (TPP)**

Sur une prévision annuelle de 167,68 milliards FCFA, la TPP a été recouvrée au 30 juin 2024 à hauteur de 84,97 milliards FCFA, soit un taux de réalisation annuel de 50,67%. Rapporté aux prévisions de la période sous revue (73,41 milliards FCFA), on note un taux périodique de 115,74%. Les réalisations de cette recette représentent 7,41% du recouvrement des recettes fiscales.

Comparativement au recouvrement cumulé de 68,34 milliards FCFA avec un taux périodique de 94,01%, à la même période de l'année 2023, il est observé une hausse de 16,63 milliards FCFA et une hausse de la performance de recouvrement de 21,73 points de pourcentage.

● **Impôts sur les revenus et bénéfiques**

L'analyse porte sur quelques impôts leaders tels que l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS), et sur les autres droits d'enregistrement (IRCM ou ADE).

● **Impôt sur les sociétés (IS)**

Sur une prévision annuelle de 550,79 milliards FCFA, le montant cumulé recouvré de l'IS se chiffre à 193,62 milliards FCFA au 30 juin 2024, soit un taux d'exécution annuel de 35,15%.

Rapporté aux prévisions de la période sous revue (268,59 milliards FCFA), on note un taux périodique de 72,09%. L'IS représente 16,88% des recettes fiscales.

En 2023 à la même période, le recouvrement de l'impôt sur les sociétés s'était établi à 211,05 milliards FCFA sur des prévisions de la période de 214,25 milliards FCFA, soit un taux périodique de 98,51%. De ce qui précède, il ressort une baisse du niveau de recouvrement de l'IS de 17,43 milliards FCFA et une baisse de la performance de recouvrement de 26,42 points de pourcentage.

● **Impôt unique sur traitements et salaires (IUTS)**

Sur des prévisions annuelles de 195,88 milliards FCFA, le recouvrement cumulé de l'IUTS s'élève à 91,27 milliards FCFA à fin juin 2024, soit un taux d'exécution annuel de 46,60%. Rapporté aux prévisions de la période sous revue (101,06 milliards FCFA), on note un taux périodique de 90,32%. L'IUTS représente 7,96% des recettes fiscales.

En 2023 à la même période, le recouvrement de l'IUTS s'était établi à 92,20 milliards FCFA sur des prévisions de la période de 78,57 milliards FCFA, soit un taux périodique de 117,34%.

Comparativement à la même période en 2023, on enregistre une baisse du niveau de recouvrement de l'IUTS de 0,93 milliards FCFA en valeur absolue et une baisse de la performance de recouvrement de 27,02 points de pourcentage.

● **Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM)**

Pour l'exercice budgétaire 2024, il est prévu un montant de 108,21 milliards FCFA au titre des IRCM. Sur la période de janvier à juin, il a été recouvré un montant de 44,64 milliards FCFA qui représente 41,26% de l'objectif annuel et 82,60% de l'objectif de la période sous revue. L'IRCM représente 3,89% des réalisations des recettes fiscales.

Comparativement à fin juin 2023 où le recouvrement était de 41,18 milliards FCFA avec un taux de recouvrement périodique de 89,06%, il ressort une hausse de 3,46 milliards FCFA et une baisse de la performance de recouvrement de 6,46 points de pourcentage.

● **Droits et taxes à l'importation et à l'exportation**

Cette rubrique est composée pour l'essentiel des droits de douane, de la redevance statistique et des droits d'accises.

● **Droits de douanes**

Le recouvrement cumulé des droits de douanes (**DD**) s'est établi à 120,71 milliards FCFA à fin juin 2023 et à 129,34 milliards FCFA à la même période en 2024 avec des taux de recouvrements périodiques respectifs de 124,54% et 99,73%.

Par rapport à la prévision annuelle de 2024 qui s'élève à 274,63 milliards FCFA, le taux de réalisation s'établit à 47,10% à fin juin. Les DD représentent 11,28% des réalisations de recettes fiscales.

Entre 2023 et 2024 à fin juin, il ressort une hausse du niveau de recouvrement de 8,63 milliards FCFA et une baisse de la performance de recouvrement de 24,91 points de pourcentage.

● Redevance statistique

Le niveau de recouvrement de la redevance statistique est en hausse de 0,57 milliard FCFA comparativement à 2023 à la même période. En effet, le recouvrement cumulé de ladite taxe est passé de 15,36 milliards FCFA au 30 juin 2023 sur des prévisions périodiques de 13,88 milliards FCFA à 15,93 milliards FCFA au 30 juin 2024 sur des prévisions périodiques de 16,50 milliards FCFA. Il ressort des taux respectifs de 110,66% et 96,53%.

Entre 2023 et 2024 à fin juin, on enregistre une baisse de performance de recouvrement de 14,13 points de pourcentage. Relativement à la prévision de 2024 qui se chiffre à 34,20 milliards FCFA, le taux d'exécution se situe à 46,56%. Le montant recouvré représente 1,39% des réalisations des recettes fiscales.

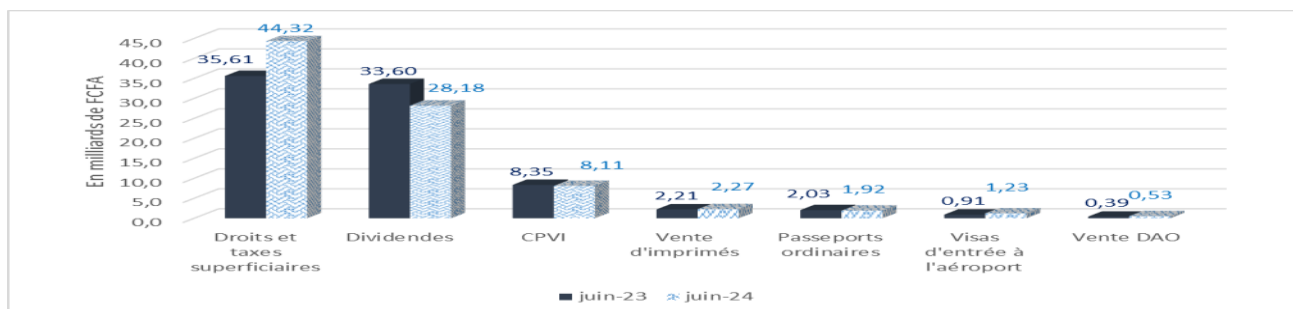
● Droits d'accises

Les droits d'accises regroupent la taxe sur les boissons (TSB), la taxe sur les tabacs (TST), la taxe sur les produits de parfumerie et de cosmétique, la taxe sur la cola et la taxe sur les café et thé perçues en régime intérieur et de porte.

Le recouvrement cumulé desdits droits s'est établi à 35,23 milliards FCFA au 30 juin 2024, contre 35,67 milliards FCFA à la même période en 2023, soit une baisse en volume de 0,43 milliard FCFA. Cette catégorie de recette représente 3,07% de la réalisation des recettes fiscales.

Rapportés les niveaux de recouvrements aux prévisions périodiques de 2023 (39,33 milliards FCFA) et de 2024 (40,09 milliards FCFA), il ressort des taux respectifs de 90,69% et 87,89%. On note ainsi une baisse de la performance de recouvrement de 2,80 points de pourcentage.

Graphique 6 : recouvrements de quelques taxes leaders à fin juin 2023 et 2024



Source : DGB

● **Contribution au programme de vérification des importations (CPVI)**

Prévu à hauteur de **17,46 milliards FCFA** pour l'exercice budgétaire 2024, le recouvrement de la CPVI s'élève à **8,11 milliards FCFA** à fin juin, soit un taux de recouvrement de **46,44%**. Rapporté aux prévisions à fin juin (8,97 milliards FCFA), il ressort un taux périodique de 90,44%. Les réalisations de cette recette représentent 5,16% du recouvrement des recettes non fiscales.

Comparativement à la même période en 2023, le niveau de recouvrement de la CPVI tout comme la performance dans son recouvrement sont en baisse respectivement de 0,24 milliard FCFA et de 3,35 points de pourcentage.

En effet, au 30 juin 2023, il avait été recouvré 8,35 milliards FCFA au titre de la CPVI sur des prévisions périodiques de 8,90 milliards, soit un taux de 93,75%.

● **Droits proportionnels ou redevance proportionnelle et taxe superficielle**

Le niveau de recouvrement de cette recette est en hausse de 8,72 milliards FCFA par rapport à 2023 à la même période. En effet, le recouvrement est passé de 35,61 milliards FCFA au 30 juin 2023 à **44,32 milliards FCFA** au 30 juin 2024. Le niveau de réalisation de cette recette représente 28,22% du recouvrement des recettes non fiscales.

Relativement à la prévision annuelle de 2024 qui se chiffre à **106,48 milliards FCFA**, le taux de réalisation se situe à **41,63%**.

B. Analyse des réalisations des recettes ordinaires par structure de recouvrement

L'analyse est faite sur la base des prévisions de la Loi de finances initiale (LFI). Les objectifs annuel et semestriel assignés aux régies se chiffrent respectivement à 2 916,79 milliards FCFA et à 1 388,93 milliards FCFA.

➤ **Direction Générale des Impôts (DGI)**

Au regard de sa mission de mobilisation des ressources fiscales intérieures, la DGI s'est vue assigner, au titre de l'exercice budgétaire 2024 et sur la base de la Loi de finances initiale (LFI), un objectif de recouvrement de **1 565,23 milliards FCFA**.

À fin juin 2024, les recouvrements de la DGI se chiffrent à 632,26 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 40,39%. Ces recouvrements rapportés aux prévisions semestrielles qui se chiffrent à 773,19 milliards FCFA font ressortir un taux de réalisation de 81,77% correspondant à un manque à gagner de 140,93 milliards FCFA.

Cette performance est en grande partie liée aux conséquences de la situation sécuritaire ayant entraîné une augmentation des charges d'exploitation des entreprises et partant une réduction des bénéfices et de l'impôt sur les bénéfices.

Les réalisations de la Direction Générale des Impôts (DGI) représentent 48,40% du recouvrement cumulé des recettes ordinaires.

La DGI rencontre quelques difficultés dans le recouvrement des recettes dont les plus importantes se résument comme suit :

- l'indisponibilité et/ou l'instabilité du réseau informatique RESINA dans certaines sous unités de recouvrement ;
- l'incivisme fiscal.

Pour améliorer le niveau des recettes, la DGI entreprendra les actions suivantes :

- la poursuite des opérations intensives de recouvrement des arriérés fiscaux ;
- la justice fiscale pour améliorer l'égalité de tous devant l'impôt et participer à la justice sociale ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale pour une amélioration de la répartition de la charge fiscale entre les contribuables ;
- la poursuite de l'opération de contrôle fiscal à titre pédagogique des structures de l'administration centrale, des institutions et des établissements publics de l'Etat ;
- la poursuite des travaux d'analyse et d'apurement des arriérés fiscaux pour un meilleur ciblage des actions de recouvrement ;
- le renforcement de l'utilisation des télé procédures pour la déclaration et le paiement des impôts ;
- le renforcement des actions de localisation des contribuables avec impact dans le logiciel métier IFU.

➤ **Direction Générale des Douanes (DGD)**

L'objectif annuel de recouvrement assigné à la Direction Générale des Douanes (DGD) s'élève à **1 106,20 milliards FCFA** selon la LFI.

Au 30 juin 2024, les réalisations de recettes pour le compte du budget de l'Etat se chiffrent à **523,91 milliards FCFA** sur une prévision à la même période de **515,78 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation semestriel de **101,58%**. En rapportant la réalisation à l'objectif annuel, il ressort un taux d'exécution de 47,36%.

Ces réalisations, qui représentent **40,17%** des recouvrements cumulés de recettes ordinaires au 30 juin 2024, sont constituées de **512,91 milliards FCFA** au titre des recettes fiscales et **10,99 milliards FCFA** au titre de recettes non fiscales.

A la même période de l'année 2023, les réalisations de la DGD étaient de **480,05 milliards FCFA**. Il ressort de l'analyse comparative du niveau de réalisations entre fin juin 2023 et fin juin 2024, une augmentation de **43,86 milliards FCFA**, soit un taux de progression de **9,14%**.

Pour relever le défi de mobilisation des recettes pour l'année 2023, la DGD prévoit la poursuite de l'amélioration de ses performances, de la facilitation des échanges commerciaux et des réformes stratégiques. Il s'agit de :

- la mise en œuvre de la plateforme e-douane ;
- la poursuite de l'interconnexion du système d'information douanier du Burkina Faso avec les pays voisins;
- l'informatisation de tous les offices de douane;
- le renforcement des capacités des vérificateurs sur le contrôle en entreprise;
- le renforcement des systèmes d'escorte et suivi satellitaire des marchandises en transit;
- le renforcement du contrôle non intrusif;
- l'informatisation de la gestion des recettes des offices non connectés au SYDONIA ;
- la finalisation de l'interfaçage entre le Système de Liaison Virtuelle des opérations d'Importation et d'Exportation (SYLVIE) et le SYDONIA.

➤ Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Au titre de l'exercice budgétaire 2024, l'objectif annuel de recouvrement de recettes assigné à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) est de 245,37 milliards FCFA. Cet objectif, qui est constitué essentiellement de recettes non fiscales (98,21%), connaît une hausse de 2,26% correspondant à 5,41 milliards FCFA en terme nominal comparativement à la prévision initiale de 2023.

Au 30 juin 2024, sur un objectif de recouvrement de **99,96 milliards FCFA**, les réalisations se chiffrent à **147,95 milliards FCFA**, faisant ressortir un taux périodique de **148,01%**. En rapportant ces réalisations à l'objectif annuel de 2024, il ressort un taux de recouvrement de **60,30%**. Cette performance est liée au paiement de dividendes de 31,84 milliards FCFA.

Comparées au 30 juin 2023, les réalisations de recettes pour le compte du budget de l'Etat se chiffraient à 118,73 milliards FCFA. En rapportant ces réalisations à l'objectif annuel, il ressort un taux de réalisation de 49,48%.

Entre 2023 et 2024 à fin juin, les recettes mobilisées par la DGTCP ont augmenté de 29,22 milliards FCFA, soit un taux de progression de 24,61% en lien avec le bon niveau de recouvrement des droits proportionnels et taxes superficielles (44,32 milliards FCFA en 2024 contre 35,61 milliards FCFA en 2023) et la hausse du reversement de la dévolution des résultats de l'ARCEP (23,48 milliards FCFA en 2024 contre 3,2 milliards FCFA en 2023).

Le niveau de recouvrement atteint par la DGTCP à fin juin 2024 est essentiellement porté par les recettes non fiscales (98,40%). Il s'agit essentiellement des droits proportionnels et taxes superficielles, des dividendes et dans une moindre mesure la vente des imprimés de la DGTMM représentant respectivement 29,96% ; 19,04% et 1,53% du total des recouvrements.

De façon globale, on note une hausse du niveau des recouvrements au 30 juin 2024 comparé à son niveau en 2023 au regard du taux de progression de **24,61%**. Cette performance de la DGTCP se justifie principalement par le reversement de la dévolution des résultats de l'ARCEP de 2024 et 2025 par anticipation dont 23,48 milliards FCFA ont été encaissés à fin juin 2024 contre 3,2 milliards FCFA à la même période en 2023. A cela s'ajoute la hausse du recouvrement des droits proportionnels et taxes superficielles.

La performance enregistrée entre 2023 et 2024 à fin juin est également imputable à un meilleur recouvrement de certaines natures de recettes, à savoir :

- la taxe de soutien au développement des activités audiovisuelles ;
- le remboursement du principal et des intérêts des prêts rétrocédés ;
- les opérations de nantissement des fonds de commerce et la délivrance des actes tarifés de la justice ;
- les visas de contrats de travail des étrangers ;
- le reversement des recettes de l'exercice 2023 par les zones cotonnières ;
- les amendes et confiscations ainsi que les recettes issues de la délivrance de l'autorisation spéciale d'importation ;
- les recettes issues de la délivrance des passeports ordinaires et des visas d'entrée du ministère de la sécurité ;
- les redevances, taxes, amendes et autres recettes en matière forestière ainsi que les recettes contentieuses ;
- la redevance pour l'exploitation des infrastructures de communication électronique ;
- la vente de dossiers d'appel d'offre, les locations de véhicules, les ventes de fiches d'immatriculation, les frais de délivrance de l'agrément technique réparation de véhicule ainsi que les amendes et confiscations (CNLF).

Le niveau de performance de la DGTCP a aussi été tributaire du démarrage timide de l'activité économique ainsi que l'impact de l'environnement national marqué par la crise sécuritaire qui a joué négativement sur la mobilisation des ressources des unités de recouvrements.

Au regard des résultats enregistrés au premier semestre 2024, la DGTCP poursuivra les efforts en vue d'atteindre l'objectif annuel de recouvrement. Dans ce sens, les mesures ou actions suivantes seront mises en œuvre :

- la poursuite de la sensibilisation des différents ministères et institutions en vue de l'implication des premiers responsables dans la mobilisation des recettes de service ;
- la relance des sociétés à capitaux publics en vue du reversement des dividendes de l'exercice budgétaire 2023 dans les délais réglementaires ;

- le renforcement des capacités du personnel chargé du recouvrement ;
- le suivi rapproché des acteurs du recouvrement par le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- la lutte contre la fraude par la mise en œuvre de missions de contrôles ciblés ;
- l'amélioration des relations avec les usagers par le renforcement de la communication notamment, la mise en œuvre de campagnes d'information sur les prestations de l'administration ;
- la poursuite des activités de prospection de nouvelles recettes en vue de l'élargissement de l'assiette des recettes de service ;
- la tenue des cadres de concertation avec les acteurs de la chaîne de mobilisation des recettes de service ;
- l'exécution des missions de contrôle des prix sur les produits de grande consommation ;
- l'exécution des missions de conciliation des données sur les quantités d'or déclarées et celles vendues auprès des sociétés minières ;
- l'application effective du nouveau décret sur les redevances minières ;
- la poursuite du déploiement du logiciel SYGARS (système de gestion automatisée des recettes de service) dans le cadre de l'informatisation du système de recouvrement des recettes de service.

Tableau 5 : Situation des recettes ordinaires par régie à fin juin 2023 et 2024 (en milliards FCFA)

Nature de recettes	2023			2024							Variations 2023-2024	
	Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 30 juin		Prévisions annuelles LFI	Prévisions à fin juin LFI	Recouvrements au 30 juin			Prévisions du 2 ^{ème} trimestre LFI	Perspective de recouvrement cumulé du 1 ^{er} juillet au 31 décembre	Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)			Montant	Taux LFI (%)	Taux à fin juin (%)				
	a	b	c=b/a	g	h	i	j=i/g	k=i/h	l	r	s=i-b	t=s/b
I. DGTCP	239,96	118,73	49,48	245,37	99,96	147,95	60,30	148,01	55,66	125,09	29,22	24,61
Recettes fiscales	4,16	6,39	153,72	4,40	2,12	2,37	53,81	111,56	1,00	2,03	-4,03	-62,98
Recettes non fiscales	235,80	110,84	47,01	240,97	97,84	145,58	60,41	148,80	54,66	123,06	34,74	31,34
II. DGI	1280,36	633,32	49,46	1565,23	773,19	632,26	40,39	81,77	434,16	792,031	-1,06	-0,17
Recettes fiscales	1279,83	633,05	49,46	1564,60	772,89	631,79	40,38	81,74	434,01	791,72	-1,26	-0,20
Recettes non fiscales	0,53	0,27	50,89	0,62	0,31	0,47	75,58	152,54	0,16	0,31	0,20	75,84
III. DGD	927,49	480,05	51,76	1106,20	515,78	523,91	47,36	101,58	254,56	590,42	43,86	9,14
Recettes fiscales	907,67	471,55	51,95	1088,09	506,65	512,913	47,14	101,24	250,16	581,44	41,36	8,77
Recettes non fiscales	19,82	8,50	42,89	18,11	9,13	10,99	60,69	120,38	4,41	8,98	2,49	29,32
IV. Total Recettes Ordinaires (IV=I+II+III)	2 447,80	1232,10	50,33	2916,79	1388,93	1304,12	44,71	93,89	744,39	1507,54	72,02	5,85

Source : DGB

II.2.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires au titre du premier semestre

Les prévisions de recettes extraordinaires au titre du budget 2024 se chiffrent à **227,32 milliards FCFA** dont 47,73 milliards FCFA pour les dons programmes et 179,59 milliards FCFA au titre des dons projets.

Au 30 juin 2024, un montant de 94,52 milliards FCFA a été enregistré uniquement au titre des dons projets, soit un taux de décaissement annuel de 41,58%. Comparé au niveau de décaissement de 2023 à la même période, de 167,83 milliards FCFA, il ressort une baisse des décaissements de 73,31 milliards FCFA.

A. Dons programmes

Sur une prévision annuelle de 47,73 milliards FCFA, aucun décaissement n'a été effectué à fin juin 2024 du fait qu'aucune prévision de décaissement n'avait été faite pour cette période. Pour l'année 2023 à la même période, ce taux de décaissement était également nul.

B. Dons projets

Au 30 juin 2024, le taux de réalisation des dons projets est de 52,63% correspondant à un décaissement total de **94,52 milliards FCFA** sur des prévisions de 179,59 milliards FCFA.

A la même période en 2023, ce taux était de 70,05% correspondant à des décaissements de 167,83 milliards FCFA sur des prévisions de 239,59 milliards FCFA. Il ressort une baisse en volume de 73,31 milliards FCFA. Les dons projets sont constitués des dons des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Les partenaires bilatéraux ont décaissé un montant de 11,12 milliards FCFA sur une prévision de 63,83 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 17,42%. La contribution des partenaires bilatéraux représente 11,77% du décaissement total des dons projets et 35,54% des prévisions totales y relatives.

Quant à la contribution des partenaires multilatéraux, elle représente respectivement 64,46% et 88,23% des prévisions et réalisations totales des dons projets.

En effet, sur des prévisions annuelles de 115,77 milliards FCFA, les décaissements effectifs desdits partenaires s'élèvent à 83,40 milliards FCFA, soit un taux de décaissement de 72,04%.

Le tableau ci-après fait ressortir la situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 30 juin 2024 (en milliards FCFA).

Tableau 6 : Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 30 juin 2024 (en milliards FCFA)

Partenaires Multilatéraux	Decaissements	Partenaires Bilatéraux	Decaissements
Banque Africaine de Développement	7 627 017 592	FONDS SAOUDIEN	435 980 422
Banque Mondiale	74 318 047 247	FRANCE-AFD	3 337 232 340
Fonds Vert pour le Climat	242 492 489	RFA/KFW	68 606 543
GAFFSP	1 036 073 142	RFA-KFW	5 888 471 874
Global Infrastructure Facility	1 641 500	Suède	1 391 644 603
Union Européenne	32 576 329		
BID	143 321 550		
Total	83 401 169 849	Total	11 121 935 782

Source : DGTCP

Le tableau ci-dessous fait ressortir la synthèse du niveau de décaissement des recettes extraordinaires.

Tableau 7: Situation des décaissements des dons projets et programmes par groupe de donateur au 30 juin 2023 et 2024 (en milliards FCFA)

BAILLEURS	2023			2024			ECART 2023-2024	
	Prévision annuelle CP LFI	Décaissement au 30 juin	Taux annuel (%)	Prévision annuelle CP LFI	Décaissement au 30 juin	Taux annuel (%)	ABSOLUE	RELATIF
DONS PROJETS	239,59	167,83	70,05	179,59	94,52	52,63	-73,31	-43,68
MULTILATERAL	142,88	154,82	108,36	115,77	83,40	72,04	-71,42	-46,13
BILATERAL	96,71	13,01	13,45	63,83	11,12	17,42	-1,89	-14,53
DONS PROGRAMME	43,87	0,00	0,00	47,73	0,00	0,00	0,00	0,00
BILATERAL	14,35	0,00	0,00	47,73	0,00	0,00	0,00	0,00
MULTILATERAL	29,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTE EXTRAORDINNAIRE	283,46	167,83	59,21	227,32	94,52	41,58	-73,31	-43,68

Source : DGB

Dans la perspective d'améliorer les décaissements des appuis budgétaires pour le reste de l'année 2024, les mesures suivantes s'avèrent nécessaires :

- respecter tous les engagements pris avec le FMI dans le cadre de la deuxième revue du programme ;
- poursuivre le dialogue avec les partenaires actuels et de prospecter de nouveaux partenaires susceptibles de soutenir le Burkina Faso ;
- poursuivre les discussions entamées avec le Fonds OPEP pour la mise en œuvre d'une nouvelle opération d'appui budgétaire. En effet, une lettre de politique de développement a été envoyée à ce partenaire pour lancer cette nouvelle initiative dans la perspective d'assurer un décaissement de 25 millions de dollars US prévu pour 2024.

III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

La présente partie fait le point de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, volet dépenses, à fin juin. Les données sont issues principalement du Système intégré de gestion des finances publiques (SI-N@folo), du Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat (SIGASPE) et du Circuit intégré des financements extérieurs (CIFE).

L'analyse de la situation d'exécution est faite sur la base des dépenses engagées et comptabilisées.

Les prévisions du budget de l'Etat, suivant la Loi de finances initiale (LFI) 2024, se chiffrent à 3 694,59 milliards FCFA de crédits de paiement (CP) et à 776,70 milliards FCFA d'autorisation d'engagement (AE).

Au 30 juin 2024, le niveau des dépenses exécutées s'établit à 1 731,00 milliards FCFA, soit un taux d'exécution global de 46,85% des CP.

A la même date en 2023, le montant des dépenses exécutées était de 1 846,22 milliards FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 57,05% sur des CP de 3 235,91 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires au 30 juin, il ressort une baisse du taux d'exécution de 10,20 points de pourcentage. Cette baisse est attribuable principalement à une diminution du taux d'exécution des dépenses en capital de 22,30 points de pourcentage.

Le niveau des dépenses exécutées est passé de 881,81 milliards FCFA au 31 mars à 1 731,00 milliards FCFA à fin juin, soit un volume des dépenses exécutées au cours du 2^{ème} trimestre de 849,19 milliards FCFA.

La synthèse de l'exécution budgétaire par nature est consignée dans le tableau n°8 ci-après.

Tableau 8: Situation d'exécution des dépenses par nature au 30 juin 2023 et 2024 (en milliards FCFA)

NATURE	2023				2024					VARIATION	
	AE AJUSTE*	CP AJUSTE*	MT EXECUTE	TAUX (EN %)	AE AJUSTE	CP_INIT	CP AJUSTE*	MT EXECUTE	TAUX (EN %)	MONTANT	EN %
DEPENSES ORDINAIRES	0,00	2 072,99	1 153,88	55,66	0,00	2 282,11	2 280,49	1 204,40	52,81	50,52	4,38
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	0,00	234,16	145,83	62,28	0,00	292,77	292,77	165,35	56,48	19,52	13,38
DÉPENSES DE PERSONNEL	0,00	1 097,18	537,59	49,00	0,00	1 202,22	1 202,22	604,73	50,30	67,14	12,49
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	0,00	220,94	116,72	52,83	0,00	235,98	246,39	107,28	43,54	-9,43	-8,08
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	0,00	519,38	352,75	67,92	0,00	550,15	537,81	326,62	60,73	-26,13	-7,41
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0,00	1,33	1,00	75,12	0,00	1,00	1,30	0,42	32,51	-0,58	-57,70
DEPENSES EN CAPITAL	859,86	1 162,92	692,34	59,53	776,70	1 412,49	1 414,11	526,60	37,24	-165,74	-23,94
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	859,86	1 152,92	688,55	59,72	766,70	1 402,49	1 404,11	525,33	37,41	-163,22	-23,71
FINANCEMENT ETAT	443,71	697,62	308,62	44,24	484,78	1 017,60	1 019,22	367,26	36,03	58,65	19,00
ETAT SEUL	426,16	645,17	295,75	45,84	458,58	961,96	964,61	352,15	36,51	56,40	19,07
CONTRE PARTIE	17,56	52,44	12,87	24,54	26,21	55,64	54,61	15,11	27,67	2,24	17,43
FINANCEMENT EXTERIEUR	416,15	455,31	379,93	83,45	281,92	384,89	384,89	158,07	41,07	-221,87	-58,40
SUBVENTION	170,53	239,59	167,83	70,05	122,63	179,59	179,59	50,21	27,96	-117,62	-70,08
PRÊT	245,62	215,72	212,10	98,32	159,29	205,29	205,29	107,85	52,54	-104,25	-49,15
TRANSFERTS EN CAPITAL	0,00	10,00	3,79	37,90	10,00	10,00	10,00	1,27	12,75	-2,52	-66,37
TOTAL GENERAL	859,86	3 235,91	1 846,22	57,05	776,70	3 694,59	3 694,59	1 731,00	46,85	-115,22	-6,24

Source : DGB et DGTCP

*CP Ajusté = CP actuel lié à la fongibilité des crédits

L'analyse détaillée de la situation d'exécution des dépenses s'articule autour des points suivants :

- la situation d'exécution des dépenses par nature;
- la situation d'exécution des dépenses par programme budgétaire ;
- la situation d'exécution des crédits délégués ;
- la situation d'exécution des dépenses spécifiques (les dépenses sociales de réduction de la pauvreté, les dépenses liées à la COVID-19) ;
- la situation des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.

III.1. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE

Au 30 juin 2024, les dépenses ordinaires affichent un taux d'exécution de 52,81% sur des CP ajustés de 2 280,49 milliards FCFA. Les dépenses en capital enregistrent un taux d'exécution de 37,24% sur des CP ajustés de 1414,11 milliards FCFA. Les dépenses ordinaires et les dépenses en capital représentent respectivement 69,58% et 30,42% des dépenses totales exécutées.

En termes de volume trimestriel, les dépenses ordinaires enregistrent des montants exécutés de 557,56 milliards FCFA au cours du deuxième trimestre, soit une baisse de 89,28 milliards FCFA en valeur absolue et 13,80% en valeur relative par rapport au trimestre précédent.

Quant au volume trimestriel des dépenses en capital, il a augmenté de 56,67 milliards FCFA, passant de 234,97 milliards FCFA au premier trimestre à 291,64 milliards FCFA au deuxième trimestre, soit une progression de 24,12%.

Le tableau suivant présente les niveaux d'exécution des dépenses des 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2024 par nature.

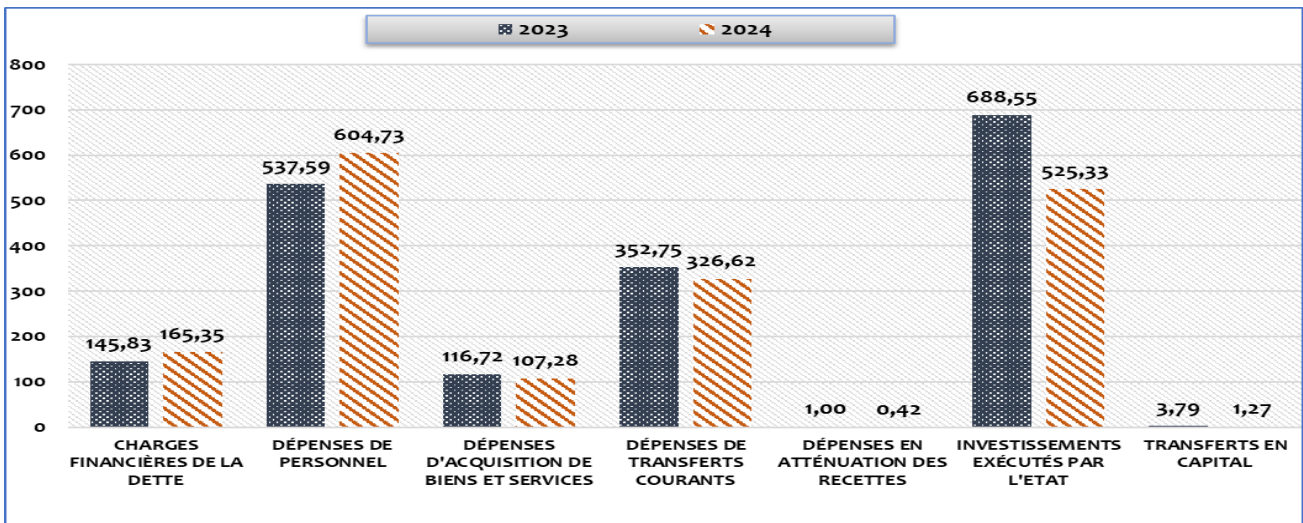
Tableau 9 : Situation des dépenses exécutées par nature aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2024 (en milliards FCFA)

CATEGORIE	Cumul des dépenses exécutées		Volume trimestriel		Variation	
	à fin 1er trim.	à fin 2e trim.	1er trim.	2e trim.	Montant	En %
DEPENSES ORDINAIRES	646,84	1 204,40	646,84	557,56	-89,28	-13,80
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	64,18	165,35	64,18	101,17	36,99	57,64
DÉPENSES DE PERSONNELS	309,79	604,73	309,79	294,94	-14,85	-4,79
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	32,91	107,28	32,91	74,38	41,47	126,01
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	239,67	326,62	239,67	86,94	-152,73	-63,72
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0,30	0,42	0,30	0,13	-0,17	-56,90
DEPENSES EN CAPITAL	234,97	526,60	234,97	291,63	56,67	24,12
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	234,50	525,33	234,50	290,83	56,32	24,02
FINANCEMENT ETAT	162,50	367,26	162,50	204,76	42,25	26,00
0-ETAT SEUL	160,76	352,15	160,76	191,39	30,62	19,05
1-CONTRE PARTIE	1,74	15,11	1,74	13,37	11,63	668,02
FINANCEMENT EXTERIEUR	72,00	158,07	72,00	86,07	14,07	19,54
2-SUBVENTION	23,16	50,21	23,16	27,05	3,90	16,82
3-PRÊT	48,84	107,85	48,84	59,02	10,18	20,83
TRANSFERTS EN CAPITAL	0,47	1,27	0,47	0,81	0,34	73,50
TOTAL GENERAL	881,81	1 731,00	881,81	849,19	-32,61	-3,70

Source : DGB

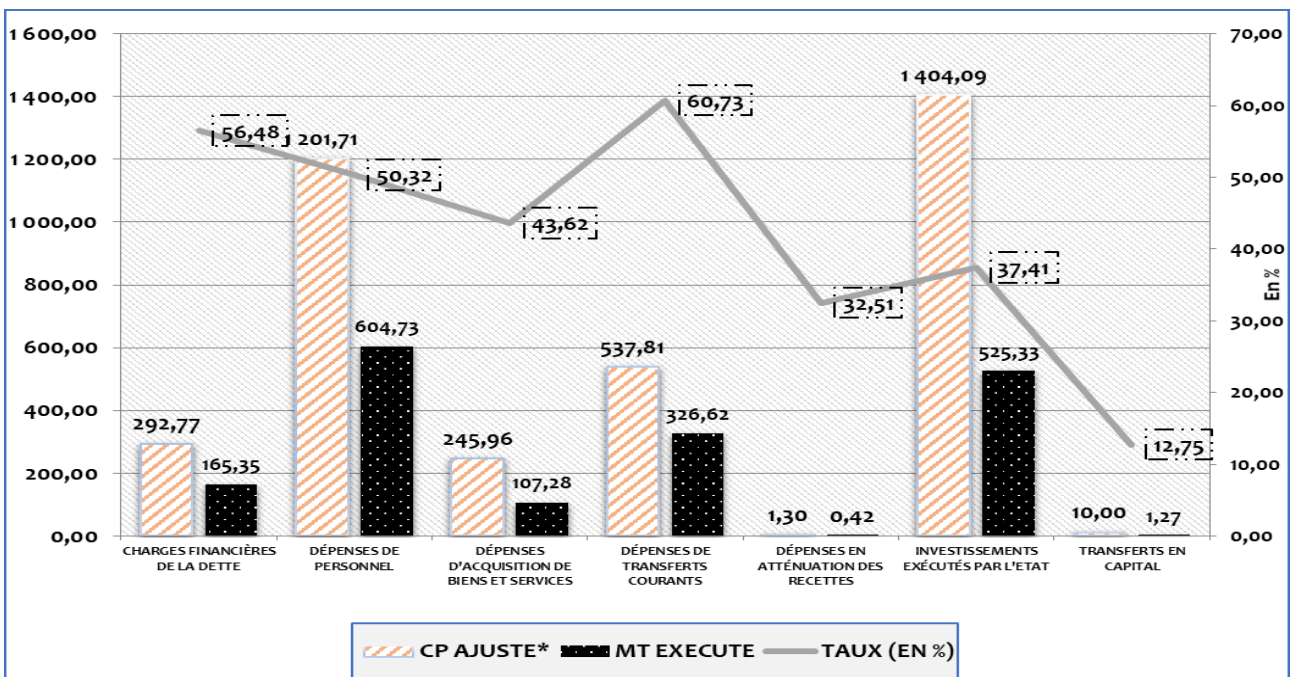
Les graphiques suivants illustrent les niveaux d'exécution des dépenses par nature entre 2023 et 2024 à fin juin d'une part, et à fin juin 2024, d'autre part.

Graphique 7 : évolution des dépenses par nature entre 2023 et 2024 à fin juin (en milliards FCFA)



Source : DGB

Graphique 8 : situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, au 30 juin (en milliards FCFA et en %)



Source : DGB

III.1.1. Dépenses ordinaires

A fin juin 2024, le montant exécuté au titre des dépenses ordinaires se chiffre à **1 204,40 milliards FCFA** sur des CP ajustés de 2 280,49 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de **52,81%** supérieur au taux linéaire projeté de 50,00%. Les dépenses liquidées sur ces engagements s'élèvent à 1 183,21 milliards FCFA, soit un taux de liquidation de 96,31%.

A la même période en 2023, lesdites dépenses ont été exécutées à hauteur de 1 153,88 milliards FCFA sur des CP ajustés de 2 072,99 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 55,66%.

En glissement annuel, le niveau d'exécution à fin juin de ces dépenses affiche une augmentation en volume de 50,52 milliards FCFA. Cette hausse est portée principalement par les dépenses de personnel (+67,14 milliards FCFA) et les charges financières de la dette (+ 19,62 milliards FCFA), les autres composantes des dépenses ordinaires étant en baisse sur la période.

L'analyse du taux d'exécution global des dépenses ordinaires entre 2023 et 2024 fait ressortir une régression de 2,85 points de pourcentage.

Comparativement au trimestre précédent, où le volume des dépenses ordinaires exécutées était de 646,84 milliards FCFA, le volume des dépenses exécutées au cours du deuxième trimestre ressort à 557,56 milliards FCFA, soit une baisse de 89,28 milliards FCFA en valeur absolue et de 13,80% en valeur relative. Cette diminution est essentiellement due aux dépenses de transferts courants (-152,73 milliards FCFA) et aux dépenses de personnel (-14,85 milliards FCFA).

Par composante, la situation des dépenses ordinaires se présente comme suit :

A. Charges financières de la dette

A fin juin 2024, les paiements de la charge financière de la dette s'élèvent à **165,35 milliards FCFA** sur des CP de 292,77 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de **56,48%**.

En 2023 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 62,28% pour un volume des paiements de 145,83 milliards FCFA. En valeur absolue, les paiements de la charge financière de la dette ont augmenté de 19,52 milliards FCFA entre 2023 et 2024, soit 13,38% en valeur relative. Le taux d'exécution a cependant régressé de 5,80 points par rapport à l'exercice précédent.

Comparativement au trimestre précédent, où le volume des paiements était de 64,18 milliards FCFA, les paiements effectués au cours du deuxième trimestre ressortent à 101,17 milliards FCFA, soit une hausse de 36,99 milliards FCFA en valeur absolue et de 57,64% en valeur relative.

B. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel du budget de l'Etat, exercice 2024 au 30 juin ont été exécutées à hauteur de 604,73 milliards FCFA sur une prévision de 1 202,22 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 50,30%. On constate un léger dépassement de 0,30 point de pourcentage par rapport au taux linéaire attendu sur la période (50%), correspondant à un écart de 3,62 milliards FCFA en valeur absolue.

Les ministères présentant les taux d'exécution les plus significatifs sont entre autres, le Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière (62,14%), le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (61,59%), le Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (55,87%), le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (53,18%), le Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (52,59%).

Ces légers dépassements se justifient par la prise en charge des salaires des agents nouvellement intégrés d'une part, et d'autre part, par la prise en charge des rappels sur les indemnités en lien avec les mouvements du personnel (affectation, mis à disposition, nomination) de même que ceux effectués au titre de la constatation financière des actes de promotion statutaire (avancement d'échelon, bonification d'échelon, reclassement, etc.).

Le niveau d'exécution atteint à fin juin 2024 est constitué de la solde mensuelle des agents payés à travers le SIGASPE à hauteur de **387,86 milliards de FCFA** et des paiements hors solde d'un montant de **216,87 milliards FCFA** se rapportant essentiellement à la rémunération des forces armées nationales, aux débloquages effectués pour la prise en charge des salaires des agents de la fonction publique hospitalière, aux régularisations des paiements effectués dans les missions diplomatiques et postes consulaires ainsi qu'à la prise en charge des indemnités de départ à la retraite.

En 2023, à la même période, le taux était de **49,00%** correspondant à des dépenses exécutées de **537,59 milliards FCFA**. Ce niveau d'exécution est constitué de la solde mensuelle à hauteur de **372,60 milliards FCFA** et des paiements hors solde d'un montant de **164,99 milliards FCFA**.

Une analyse comparative des dépenses de personnel en 2023 et 2024 au 30 juin, montre que le volume des charges de personnel a augmenté de **67,14 milliards de francs CFA, soit 15,26 milliards de FCFA de plus au titre de la solde des agents sur le SIGASPE et 51,88 milliards de FCFA de surplus dans la catégorie « dépenses hors solde »**. Cela s'explique essentiellement par l'accroissement des effectifs des agents publics de l'Etat sur la période d'une part et d'autre part par la variation significative du volume des paiements hors solde se rapportant notamment à la charge salariale des FAN et des agents de la FPH.

Le détail des dépenses de personnel au 30 juin 2024 est joint en **annexe 2**.

C. Dépenses d'acquisition de biens et services

Au 30 juin 2024, les dépenses d'acquisition de biens et services ont été exécutées à hauteur de **107,28 milliards FCFA** sur des CP ajustés de 246,39 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de **43,54%**. Ce taux est en deçà du taux repère de 50,00% attendu à cette période, avec un écart de 6,46 points. Les dépenses liquidées sur ces engagements s'élèvent à 92,92 milliards FCFA, soit un taux de liquidation de 86,61%.

Sur un total de trente-sept (37) sections budgétaires concernées par cette catégorie de dépenses, vingt-six (26) enregistrent des taux d'exécution inférieurs au taux repère (50,00%).

En 2023 à la même période, le taux était de 52,83% correspondant à des dépenses exécutées de 116,72 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires au 30 juin, les dépenses exécutées en 2024 ont diminué de 9,43 milliards FCFA et le taux d'exécution a également baissé de 9,29 points. Cette contraction est principalement liée à la baisse constatée dans le paragraphe 629-Autres acquisitions de services d'un montant de 20,40 milliards FCFA.

A l'échelle trimestrielle, le volume de dépenses exécutées du 2^{ème} trimestre ressort à 74,38 milliards FCFA après 32,91 milliards FCFA au 1^{er} trimestre, en hausse de 41,47 milliards FCFA.

Le détail est illustré dans ***l'annexe 3***.

D. Dépenses de transferts courants

A la date du 30 juin 2024, sur des CP ajustés de 537,81 milliards FCFA, les dépenses de transferts courants exécutées s'élèvent à **326,62 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **60,73%**. Ce taux, supérieur au taux repère de 10,73 points s'explique par le fait que ces dépenses soient en grande partie exécutées par voie de déblocage. Cependant, douze (12) ministères et institutions enregistrent des taux d'exécution inférieurs à la cible.

Les liquidations se chiffrent à 320,91 milliards FCFA, correspondant à un taux de liquidation de 98,25% par rapport aux montants engagés.

En 2023 à la même période, le taux d'exécution était de 67,92% pour des dépenses exécutées de 352,75 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires au 30 juin, les dépenses exécutées enregistrent une baisse de 26,13 milliards FCFA attribuable essentiellement aux paragraphes 649-Autres transferts (-19,94 milliards FCFA), 645-Transferts aux ménages (-15,91 milliards FCFA) et 646-Transferts aux autorités supranationales et contributions aux organisations internationales (-22,46 milliards FCFA). Cependant, les paragraphes 641-Transferts aux établissements publics nationaux, 632-Subventions aux entreprises publiques et 643-Transferts aux autres administrations publiques ont enregistré des hausses respectives de 16,03 milliards FCFA, 12,04 milliards FCFA et 2,27 milliards FCFA. Le taux d'exécution affiche une baisse de 7,19 points par rapport à l'exercice précédent.

L'analyse en termes de volume trimestriel fait ressortir un niveau de dépenses exécutées de 86,94 milliards FCFA au 2^{ème} trimestre contre 239,67 milliards FCFA au 1^{er} trimestre, soit une baisse de 152,73 milliards FCFA. Ce repli s'explique principalement par les paiements dès le 1^{er} trimestre des subventions de l'Etat accordées au titre des hydrocarbures et du gaz (y compris la gestion des arriérés) (85,00 milliards FCFA) et des exonérations fiscales et douanières (21,00 milliards FCFA).

Le détail est consigné dans ***l'annexe 4***.

E. Dépenses en atténuations des recettes

A la date du 30 juin 2024, les dépenses en atténuation des recettes, inscrites en prévision pour un montant de 1,30 milliard FCFA, enregistrent un niveau d'exécution de **0,42 milliard FCFA**, soit un taux d'exécution de **32,51%**. Ce taux est inférieur à la cible escomptée à fin juin (50,00%) avec un écart de 17,49 points.

En 2023 à la même période, le taux d'exécution était de 75,12% pour des dépenses exécutées de 1,00 milliard FCFA.

En termes de volume trimestriel, les montants exécutés au cours du deuxième trimestre se situent à 0,13 milliard FCFA contre 0,30 milliards FCFA au cours du premier trimestre, soit une baisse de

56,90%. Cette baisse dénote le fléchissement des paiements des intérêts moratoires et des remboursements des pénalités de retard.

III.1.2. Dépenses en capital

A fin juin 2024, le montant exécuté au titre des dépenses en capital se chiffre à **526,60 milliards FCFA** pour des CP ajustés de 1 414,11 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de **37,24%**. Quant aux dépenses liquidées, elles s'élèvent à 483,94 milliards FCFA, soit un taux de liquidation de 91,90%.

A la même période en 2023, le taux d'exécution de ces dépenses était de 59,53% correspondant à des dépenses exécutées de 692,34 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires au 30 juin, les dépenses exécutées ont baissé de 165,74 milliards FCFA. Cette baisse est attribuable aux dépenses d'investissements exécutés par l'Etat (-163,22 milliards FCFA) et aux transferts en capital (-2,52 milliards FCFA). Le taux d'exécution a régressé de 22,30 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

En volume trimestriel, les dépenses en capital exécutées sont passées de 234,97 milliards FCFA au 1^{er} trimestre à 291,63 milliards FCFA au 2^{ème} trimestre, soit une hausse de 56,67 milliards FCFA.

La situation détaillée se présente comme suit :

A. Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat

A fin juin 2024, le montant des dépenses exécutées au titre des investissements exécutés par l'Etat, toutes sources de financement confondues, s'élève à 525,33 milliards FCFA sur des CP ajustés de 1 404,11 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 37,41%.

Le montant liquidé se chiffre à 482,66 milliards FCFA, soit un taux de liquidation de 91,88% des montants engagés.

En 2023 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 59,72% correspondant à des dépenses exécutées de 688,55 milliards FCFA.

Entre 2023 et 2024 à fin juin, il ressort une baisse du niveau d'exécution de ces dépenses de 163,22 milliards FCFA. Cette baisse est imputable aux investissements financés sur ressources extérieures (-221,87 milliards FCFA), ceux financés sur ressources propres étant en hausse de 58,65 milliards FCFA. Quant au taux d'exécution, il a régressé de 22,31 points par rapport à l'exercice précédent.

En volume trimestriel, les dépenses exécutées au titre des investissements exécutés par l'Etat sont passées de 234,50 milliards FCFA au 1^{er} trimestre à 290,83 milliards FCFA au 2^{ème} trimestre, soit une hausse de 56,32 milliards FCFA.

● **Dépenses d'investissement sur ressources propres**

A la date du 30 juin 2024, sur des CP ajustés de 1 019,22 milliards FCFA, les dépenses d'investissements sur ressources propres affichent un niveau d'exécution de 367,26 milliards FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 36,03%. En 2023 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 44,24% correspondant à des dépenses exécutées de 308,62 milliards FCFA.

L'analyse comparative entre les deux exercices budgétaires à la même période fait ressortir une hausse du niveau d'exécution desdites dépenses de 58,65 milliards FCFA. Cette hausse résulte de l'augmentation des investissements liés aux projets et programmes financés exclusivement par l'Etat (+56,40 milliards FCFA) et des contreparties de l'Etat aux projets et programmes de développement (+ 2,24 milliards FCFA).

Cependant, le taux d'exécution s'est dégradé de 8,21 points par rapport à l'exercice précédent.

Le volume de dépenses d'investissements exécutés sur ressources propres au cours du 2^{ème} trimestre (204,76 milliards FCFA) a augmenté de 42,25 milliards FCFA par rapport à celui du 1^{er} trimestre qui enregistrait 162,50 milliards FCFA.

Le détail de l'exécution des investissements exécutés sur ressources propres est illustré dans **l'annexe n°5**.

● **Dépenses d'investissements financés sur ressources extérieures**

A fin juin 2024, le montant total des décaissements s'élève à 158,07 milliards FCFA répartis en subventions pour 50,21 milliards FCFA et 107,85 milliards FCFA en prêts. Le taux d'exécution se situe ainsi à 41,07% par rapport aux CP ajustés d'un montant de 384,89 milliards FCFA du budget des appuis projets.

En 2023 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 83,45% correspondant à des dépenses de 379,93 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires au 30 juin, il ressort une baisse des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures (prêts + subventions) de 221,87 milliards FCFA. Le taux d'exécution enregistre également une baisse de 42,38 points par rapport à l'exercice précédent.

En volume trimestriel, les dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures sont passées de 72,00 milliards FCFA au 1^{er} trimestre à 86,07 milliards FCFA au 2^{ème} trimestre, en hausse de 14,07 milliards FCFA.

B. Transferts en capital

Les dépenses de transferts en capital sont prévues dans le budget 2024 pour un montant des crédits de paiement de 10,00 milliards FCFA. A la date du 30 juin 2024, ces dépenses enregistrent un taux d'exécution de 12,75%, correspondant à un montant de 1,27 milliard FCFA destiné aux prises de participation à l'extérieur. Ce niveau d'exécution est dû au fait que les crédits d'un montant de 4,00 milliards FCFA destinés aux prises de participations à l'intérieur n'ont pas connu d'exécution.

En 2023 à la même période, le montant des crédits de paiement était de 10,00 milliards FCFA et le taux d'exécution était de 37,90%.

Entre 2023 et 2024 à la même période, il ressort une baisse des dépenses de transferts en capital de 2,52 milliards FCFA. Le taux d'exécution enregistre également une baisse de 25,16 points par rapport à l'exercice précédent.

En volume trimestriel, les dépenses de transferts en capital sont passées de 0,47 milliard FCFA au 1^{er} trimestre à 0,81 milliard FCFA au 2^{ème} trimestre, en hausse de 0,34 milliard FCFA.

III.2. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME ET DOTATION BUDGETAIRE

Cette partie présente l'analyse (hors financements extérieurs, hors charges financières de la dette et hors dépenses de personnel) des CP et des AE par programme et dotation. Le nombre de programmes et de dotations concernés est de cent vingt-cinq (125) pour l'analyse des CP et quatre-vingt-douze (92) pour l'analyse des AE.

III.2.1. Situation d'exécution des crédits de paiement par programme et dotation budgétaire

L'état de consommation des CP ajustés à la date du 30 juin indique que soixante-onze (71) programmes et dotations budgétaires, soit 56,80% de l'effectif, enregistrent un taux d'exécution en deçà du taux repère linéaire de 50,00%.

La situation détaillée se présente comme suit :

- trente (30) programmes enregistrent un taux d'exécution inférieur à 25% ;
- quarante-un (41) programmes enregistrent un taux d'exécution des crédits de paiement compris entre 25% et 50% ;
- trente-neuf (39) programmes enregistrent un taux d'exécution des crédits de paiement compris entre 50% et 75% ;
- quinze (15) programmes enregistrent un taux d'exécution supérieur ou égal à 75%.

L'annexe 6 donne la situation d'exécution des programmes et dotations budgétaires au 30 juin 2024.

III.2.2. Situation d'exécution des autorisations d'engagement par programme et dotation budgétaire

L'examen de la situation de consommation des AE ajustées révèle que sur un total de quatre-vingt-douze (92) programmes et dotations budgétaires, soixante-neuf (69), soit 75,00% de l'effectif, enregistrent un taux d'exécution en deçà du taux repère linéaire de 50,00% au 30 juin 2024.

La situation détaillée se présente comme suit :

- cinquante-neuf (59) programmes enregistrent un taux d'exécution inférieur à 25% ;

- dix (10) programmes enregistrent un taux d'exécution compris entre 25% et 50% ;
- onze (11) programmes enregistrent un taux d'exécution compris entre 50% et 75% ;
- douze (12) programmes enregistrent un taux d'exécution supérieur ou égal à 75%.

En somme, il ressort que les AE ajustées de 494,78 milliards FCFA (hors financements extérieurs) ont été exécutées à hauteur de 184,07 milliards FCFA, soit un taux de 37,20%.

L'**annexe 7** donne le niveau d'exécution des AE par programme au 30 juin 2024.

III.3. SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DELEGUES

Les prévisions ajustées de dépenses au titre des crédits délégués en fin juin 2024 s'élèvent à 66,47 milliards FCFA dont 50,96 milliards FCFA de dépenses ordinaires et 15,52 milliards FCFA de dépenses en capital. Les montants exécutés au 30 juin 2024 s'établissent à 40,10 milliards FCFA soit un taux d'exécution de 60,33%.

A la même date en 2023, le taux d'exécution des crédits délégués était de 54,90% correspondant à des dépenses exécutées de 33,25 milliards FCFA.

En termes de volume trimestriel, les montants exécutés au cours du premier trimestre étaient de 6,81 milliards FCFA contre 33,29 milliards FCFA exécutés au cours du deuxième trimestre, soit une augmentation du volume trimestriel de 26,48 milliards FCFA.

L'**annexe 8** donne le niveau d'exécution des CP des crédits délégués au 30 juin 2024.

III.4. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SPECIFIQUES

III.4.1. Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté

Les dépenses sociales de réduction de la pauvreté sont définies comme celles identifiées dans le budget en collaboration avec le Fonds Monétaire International (FMI) afin de contribuer aux objectifs de réduction de la pauvreté.

Initialement, le montant prévu pour ces dépenses était de 495,37 milliards FCFA. Après l'ajustement en raison des réaménagements des crédits budgétaires, le montant ajusté s'est établi à **496,41 milliards FCFA** soit une augmentation de 1,04 milliard FCFA.

A fin juin 2024, le niveau d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté se chiffre à **232,96 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **46,93%**.

La situation d'exécution desdites dépenses se décompose en dépenses ordinaires (149,10 milliards FCFA) et en dépenses en capital (83,86 milliards FCFA) avec des taux d'exécution respectifs de 51,02% et de 41,07%.

L'**annexe 9** fournit le détail de l'exécution de ces dépenses par ministère et institution.

III.4.2. Situation d'exécution des dépenses spécifiques pour prendre en charge les effets de la COVID-19

En 2024, le montant des crédits prévus pour prendre en charge les effets de la COVID-19 s'élève à **7,23 milliards FCFA** et concerne le Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille. Ce montant est destiné à la prise en charge de la distribution gratuite des vivres, des kits d'hygiène et de dignité. A fin juin 2024, ces dépenses ont totalement été exécutées.

III.4.3. Situation d'exécution du fonds de soutien patriotique (FSP)

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le Gouvernement a lancé un appel patriotique pour l'enrôlement volontaire de citoyens qui combattront aux côtés des Forces de Défense et de Sécurité dénommés Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Pour le financement de toutes les charges afférentes, il a été créé, par décret N°2023-0021/PRES-TRANS/PM/MDAC/MATDS/MEFP du 23 janvier 2023 un fonds dénommé, Fonds de soutien patriotique (FSP).

Le FSP a fonctionné au cours de l'exercice 2023 sous la forme d'une gestion en opération de trésorerie avant d'être transformé en compte d'affectation spéciale (CAS) à la faveur de l'adoption de la loi de finances rectificative 2023. La gestion budgétaire du FSP est opérationnelle depuis 2024.

La présente situation d'exécution financière fait l'état des ressources collectées, l'exécution des dépenses et fait ressortir la situation de trésorerie au 30 juin 2024.

A. Situation de mobilisation des ressources financières

A la date du 30 juin 2024, il a été encaissé un montant total de **86,40 milliards FCFA** pour une prévision budgétaire annuelle de 100,00 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de **86,40%**.

Rapporté à la prévision semestrielle de 50,00 milliards FCFA, il ressort un taux de recouvrement de 172,80%.

La situation de mobilisation des ressources est illustrée dans **annexe 14**

Les composantes des ressources mobilisées se présentent comme suit :

- Impôts et taxes sur les produits de consommations : 59,54%
- Cessions volontaires de salaires : 0,82% ;
- Retenues obligatoires de salaire : 14,72% ;
- Contributions volontaires : 2,20% dont 1,71% en provenance des personnes morales.

B. Situation d'exécution des dépenses

Pour le second trimestre 2024, les dépenses effectuées à partir du compte trésor du FSP s'élèvent à 73,42 milliards FCFA dont 27,54 milliards FCFA exécutés avant l'opérationnalisation du CAS et 45,88 milliards FCFA à partir du CAS.

Il faut noter qu'au premier trimestre 2024, un montant de 32,93 milliards FCFA avait été décaissé à partir du compte de dépôt et incluait les dépenses du mois de janvier 2024, d'un montant de 5,39 milliards FCFA.

Lesdites dépenses devant être prises en charge sur le CAS, un mandat de régularisation a été émis en vue de rattacher lesdites dépenses effectuées à partir du compte de dépôt sur le CAS. En définitive, les décaissements sur le compte de dépôt ressortent à 27,54 milliards FCFA et les dépenses effectuées sur le CAS s'établissent à 45,88 milliards FCFA.

C. Situation des disponibilités du FSP

A la date du 30 juin 2024, le compte FSP ouvert à l'ACCT présente un solde de 54,16 milliards F CFA et les soldes des comptes orange et moov sont respectivement de 154,26 millions FCFA et 17,19 millions FCFA. Il en résulte une disponibilité totale de 54,33 milliards FCFA.

Il faut rappeler que les montants collectés par le biais du mobile money ne sont pas encore reversés sur le compte Trésor.

La situation des disponibilités est consignée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 10 : : situation des disponibilités du FSP au 30 juin 2024 (en FCFA)

NATURE/INTITULE	SOLDE AU 31 DECEMBRE 2023	ENCAISSEMENTS 2024	DE CAISSEMENT 2024	DEPENSES CAS 2024	SOLDE DU JOUR
COMPTE TRESOR 443590001597	41 218 547 869	86 361 201 996	27 542 318 009	45 875 000 000	54 162 431 856
ORANGE MONEY	120 438 532	33 822 211			154 260 743
MOOV MONEY	13 664 922	3 525 993			17 190 915
TOTAL	41 352 651 323	86 398 550 200	27 542 318 009	45 875 000 000	54 333 883 514

Source : DGTCP

III.5. SITUATION DES DEPENSES DE CONSOMMATIONS D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE AU 30 JUIN 2024

L'analyse des dépenses de consommations d'Eau, d'Electricité et de Téléphone (EET) au 30 juin 2024 est faite en tenant compte des niveaux de consommation d'EET et d'exécution des crédits y relatifs sur la période. Auparavant, un bref aperçu sur les actions entreprises dans le cadre de la rationalisation desdites dépenses est présenté.

III.5.1. Actions de rationalisation des dépenses en eau, électricité et de téléphone

Au 30 juin 2024, deux missions de contrôle inopiné sur l'utilisation des abonnements d'eau, d'électricité et de téléphone par des commerces privés installés au sein ou à proximité des services publics dans dix (10) régions⁵ ont été faites dans le cadre des actions de rationalisation des dépenses en EET. Ces missions ont permis de visiter environ quatre cent trente-six (436) services

⁵ Régions du Centre-sud, du Centre-ouest, du Nord, du Centre-nord, du Centre-est, des Hauts-bassins, des Cascades, de la Boucle du Mouhoun, du Centre et du Plateau central

administratifs et constater vingt-trois (23) cas d'utilisation frauduleuse d'eau et/ou d'électricité de l'administration par des commerces privés.

Aussi, les propositions d'ajustements des puissances électriques souscrites de l'administration permettraient de dégager une économie potentielle annuelle de **0,95 milliard FCFA**.

En outre, le deuxième trimestre a vu la fin du processus d'assainissement des lignes téléphoniques fixes de l'Administration publique qui a permis la suspension de quatre mille six cent un (4601) numéros fixes téléphoniques de 30 structures en vue de leur résiliation.

Le détail des lignes téléphoniques suspendues par ministère et institution est joint à ***l'annexe N°13***.

Enfin, le décret N°2016-876/PRES/PM/MINEFID/MATDSI du 14 septembre 2016 portant réglementation générale des abonnements publics d'eau, d'électricité, de téléphone et services connexes et de boîtes postales est en cours de relecture. Les principales innovations attendues sont la responsabilisation des premiers responsables des services publics dans la gestion de l'EET, l'introduction des sanctions claires à l'endroit des acteurs qui se rendraient coupables ou complices de l'utilisation frauduleuse de l'eau, de l'électricité ou des sources de communication de l'administration publique.

Les facturations globales des consommations d'eau (à fin avril 2024), d'électricité (à fin avril 2024) et de téléphone (à fin mai 2024) des ministères et institutions au deuxième trimestre 2024 se sont établies à **12,00 milliards FCFA**.

III.5.2. Analyse des dépenses de consommation d'eau

Le montant des factures de consommation d'eau de l'administration à fin avril 2024 s'est établi à 2,99 milliards FCFA contre 2,86 milliards FCFA à la même période en 2023, soit une augmentation de 4,65%.

Cette augmentation résulte principalement des hausses de consommation d'eau dans plusieurs structures telles que le Conseil Economique et Social (+452,77%), le Médiateur du Faso (+88,42%), le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement (+80,80%). Par contre d'autres structures ont connu des baisses de consommation d'eau dans la période. Il s'agit de la Grande Chancellerie (-97,13%), de la Commission Informatique et des Libertés (-93,89%), du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur (-69,00%), etc.

Des collectes d'informations auprès des structures suscitées sont en cours afin de déterminer les causes desdites variations.

Les crédits budgétaires destinés à la prise en charge des factures d'eau ont été exécutés à hauteur de **12,53%** au 30 juin 2024, soit un montant de **1,18 milliard FCFA** sur une dotation de **9,44 milliards FCFA**. A la même période en 2023, sur une dotation de 11,43 milliards FCFA, un montant de 1,15 milliard FCFA avait été exécuté, soit un taux de 10,06%.

III.5.3. Analyse des dépenses de consommation d'électricité

Le montant cumulé des factures de consommation d'électricité des ministères et institutions à fin avril 2024 s'élève à **6,84 milliards FCFA** contre 6,56 milliards FCFA à la même période en 2023, soit une hausse de 4,38 %.

Cette hausse est imputable principalement à l'augmentation des consommations d'électricité de certaines structures notamment, l'Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption (+53,36%), l'Assemblée Législative de Transition (+36,26%) et le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques (+23,43%). Cependant, le Conseil Supérieur de la Communication, la Cour de Cassation et le Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi ont enregistré des baisses de consommation d'électricité au cours de la période avec respectivement des taux de régression de 35,26%, 22,61% et 19,26%.

Des collectes d'informations auprès des structures suscitées sont en cours afin de déterminer les causes desdites variations.

En termes d'exécution du budget destiné à la prise en charge des factures d'électricité, à la date du 30 juin 2024, les crédits ont été exécutés à hauteur de **5,37 milliards FCFA** sur une dotation de **22,27 milliards FCFA**, soit un taux de **24,11%** contre 19,41% à la même période en 2023.

III.5.4. Analyse des dépenses de consommation de téléphone

Le montant total des factures de consommation de téléphone de l'administration à fin mai 2024 s'élève à **2,17 milliards FCFA**. Le montant de ces factures était de 2,54 milliards FCFA à fin mai 2023, soit une baisse en valeur absolue de 0,37 milliard FCFA et en valeur relative de 14,54%.

La baisse des consommations liées au téléphone sur la période est la résultante de la réduction des consommations dans la majorité des structures et particulièrement au niveau de la Cour des Comptes (-100,43%), du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (-50,26%) et du Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière (-47,32%). Toutefois, il faut noter l'augmentation des consommations dans certaines structures telles que le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale (+166,91%), le Conseil Constitutionnel (+46,47%) et le Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières (+32,33%).

Des collectes d'informations auprès des structures suscitées sont en cours afin de déterminer les causes desdites variations.

En termes de consommation de crédits, le montant exécuté pour la prise en charge des factures de téléphone de l'administration au 30 juin 2024 est de **1,27 milliard FCFA** sur un budget prévisionnel de **7,33 milliards FCFA**, soit un taux de **17,37%**. En 2023 à la même période, un taux de 28,79% avait été enregistré.

Les annexes 10, 11 et 12 donnent les situations des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone au 30 juin 2023.

III.5.5. Au titre des difficultés rencontrées et des perspectives

Les difficultés rencontrées dans la gestion des dépenses de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone demeurent essentiellement la transmission tardive des factures par les opérateurs.

En perspective, au titre du troisième trimestre 2024, il est envisagé la poursuite des contrôles inopinés dans les régions et des actions de sensibilisation à l'endroit des grands consommateurs d'eau, d'électricité et de téléphone.

IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS

La bonne gouvernance en matière de marchés publics est appréciée à travers deux indicateurs à savoir les indicateurs **IP18** et **IP19**.

La situation des indicateurs se présente comme suit :

IV.1. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP18 »

Pour l'indicateur **IP18** qui apprécie le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres, il peut être noté qu'à fin juin 2024, sur un total de 346 marchés approuvés concernés par le délai de traitement, tous les marchés ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 100% pour une cible supérieure à 90% selon la matrice du cadre de résultats 2024-2026 du PTA du MEFP.

Lesdits marchés approuvés et concernés par le délai de validité des offres se décomposent comme suit par source de financement :

- 326 marchés financés sur ressources propres ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **100%** ;
- 20 marchés financés sur fonds extérieurs ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **100%**.

Il ressort donc un respect de l'indicateur IP18 à fin juin 2024.

IV.2. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP19 »

L'indicateur **IP19** apprécie le pourcentage des marchés publics conclus suivant le type de procédure.

Le détail des marchés approuvés à fin juin 2024 suivant le type de procédure se présente comme suit :

- **Appel à concurrence ouverte**

216 marchés passés par appel à concurrence ouverte ont été approuvés à fin juin 2024 pour un montant de 11,61 milliards FCFA.

Le taux des appels à concurrence ouverte à fin juin 2024 est de **6,76%** selon la valeur et **62,43%** selon le nombre pour une norme d'au moins 85% dans les deux cas.

- **Procédures exceptionnelles** (Entente Directe et Appel à concurrence restreinte) :

130 marchés passés par les procédures exceptionnelles ont été approuvés à fin juin 2024 pour un montant total de 160,21 milliards FCFA. Ces marchés représentent des taux de **93,24%** selon la valeur et **37,57%** selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à 15 % dans les deux cas.

En conclusion, on peut noter qu'à fin juin 2024, l'indicateur IP18 est respecté mais l'indicateur IP19 n'est pas respecté.

V. SITUATION DES REMISES DE PENALITES DE RETARD ET DE PAIEMENT D'INTERETS MORATOIRES.

A la date du 30 juin 2024, il a été accordé des remises de pénalités de retard à hauteur de **0,34 milliard FCFA** correspondant à **17 requêtes**. A la même date en 2023, on avait enregistré 74 requêtes ayant bénéficié de remise pour un montant de 1,03 milliard FCFA.

Ces remises de pénalités de retard s'expliquent essentiellement par des cas de force majeure intervenus dans l'exécution des prestations relatives aux marchés ou par des manquements des autorités contractantes dans le suivi de l'exécution des contrats. Elles s'expliquent également par des pénalités de retard induites calculées.

Pour permettre d'atténuer les montants liés aux remises de pénalités de retard, il sied donc :

- de former les différents acteurs dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics ;
- d'interpeler les autorités contractantes pour une programmation à bonne date des réceptions des prestations après les requêtes des titulaires des marchés ;
- de veiller à ne pas émettre d'ordre de service sans tenir compte du degré de maturité des dossiers, notamment sur l'identification des sites et la disponibilité de plan des travaux.

Pour ce qui concerne les intérêts moratoires, au 30 juin 2024, il a été émis quatre (04) avis favorables pour le paiement d'intérêts moratoires d'un montant de **13,72 millions FCFA**. A la même date en 2023, 09 avis favorables avaient été émis pour le paiement d'intérêts moratoires d'un montant total de **62,95 millions FCFA**.

VI. EVOLUTION DU DELAI DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Le délai de paiement s'entend de la période qui va de la délivrance par le gestionnaire de crédits du reçu de demande de liquidation au règlement de la dépense par le comptable public. C'est un indicateur qui témoigne de la bonne performance administrative et économique d'un pays. Réduire davantage ce délai constitue une préoccupation constante de notre administration. De ce fait, il a été décidé de la création des unités de vérifications auprès de tous les ministères et institutions afin de réduire les délais de paiement, de mieux accompagner l'exécution du budget de l'Etat en mode programme et partant, de faciliter l'application du principe d'ordonnancement multiple.

Le référentiel des délais de paiement en matière d'exécution des dépenses publiques a été actualisé et les délais de paiement sont suivis auprès desdits ministères et institutions. Les délais sont également calculés sur les dépenses exécutées sous la forme de crédits délégués au niveau déconcentré.

Par ailleurs, les dossiers qui font l'objet de suivi, ne concernent que ceux de la procédure normale d'exécution des dépenses publiques.

VI.1. DELAIS DE PAIEMENT AU NIVEAU CENTRAL

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2024, un total de **335 mandats** de l'année 2024 ont été payés pour un montant de **13,9 milliards FCFA**. Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **39 jours** en 2024 pour une norme référentielle de 47 jours.

VI.2. DELAIS DE PAIEMENT AU NIVEAU DECONCENTRE

A fin juin 2024, un total de **1010 mandats** de l'année 2024 ont été payés sur les crédits délégués pour un montant de **1,9 milliard FCFA**. Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **50 jours** en 2024 pour une norme référentielle de **47 jours**.

En définitive, on note un respect des délais de paiement au 30 juin 2024 au niveau central et un non-respect de ces délais au niveau déconcentré.

Il s'avère donc nécessaire de poursuivre la mise en œuvre des réformes entreprises en vue de permettre une réduction encore plus significative des délais. Il s'agit notamment de

- la poursuite des réformes budgétaires et comptables engagées ;
- l'opérationnalisation des Directions de la solde et de l'ordonnancement et la poursuite de la mise en œuvre intégrale des Trésoreries ministérielle qui sont une transition à ces réformes ;
- la formation des acteurs sur la nouvelle nomenclature des pièces justificatives en vue d'améliorer la qualité des dossiers.

VII. GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT

La gestion de la trésorerie de l'Etat a pour objectif principal de permettre à l'Etat et ses démembrements d'honorer tous les engagements financiers échus à bonne date.

La présente partie donne un aperçu de la situation de la trésorerie sur les encaissements, les décaissements, les disponibilités de trésorerie, les instances de paiement, ainsi que des difficultés, au 30 juin 2024.

VII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS

Au 30 juin 2024, au total **1 831,58 milliards FCFA** ont été encaissés sur des comptes de disponibilités des comptes directs du Trésor, contre **1 856,61 milliards FCFA** au 30 juin 2023, soit un taux de régression annuel de 1,35%.

Sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024, l'Etat a eu recours à dix (10) émissions de titres publics pour financer la trésorerie à hauteur de **404,52 milliards FCFA**. Cela représente 22,09% des encaissements réalisés sur la période sous revue et traduit l'apport des titres publics dans le financement de la trésorerie de l'Etat. Toutefois, l'accent doit être mis sur la mobilisation des ressources internes pour financer davantage la trésorerie.

Au titre des financements extérieurs notamment les appuis budgétaires, 19,42 milliards FCFA ont été encaissés du FMI au titre de facilité élargie de crédit.

VII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS

Au 30 juin 2024, le montant total des décaissements effectués par le Trésor Public se chiffre à **1 834,57 milliards FCFA**. A la même période en 2023, les décaissements se situaient à 1 927,72 milliards FCFA, soit un taux de régression de 4,83%.

VII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENT ET DE DECAISSEMENT

Sur la période sous revue, en rapprochant les encaissements des décaissements, il se dégage un solde débiteur de **2,99 milliards FCFA**. Ce solde est entièrement couvert par les disponibilités de début de période de l'ordre de 16,26 milliards FCFA.

VII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENT

Les dépenses en instance de paiement au niveau des principaux postes comptables au 30 juin 2024, se chiffrent à **229,73 milliards FCFA**. A la même période de 2023, le niveau de ces instances était de 210,74 milliards FCFA, soit un taux de progression de 9,01%.

VII.5. SITUATION DES DISPONIBILITES DE TRESORERIE

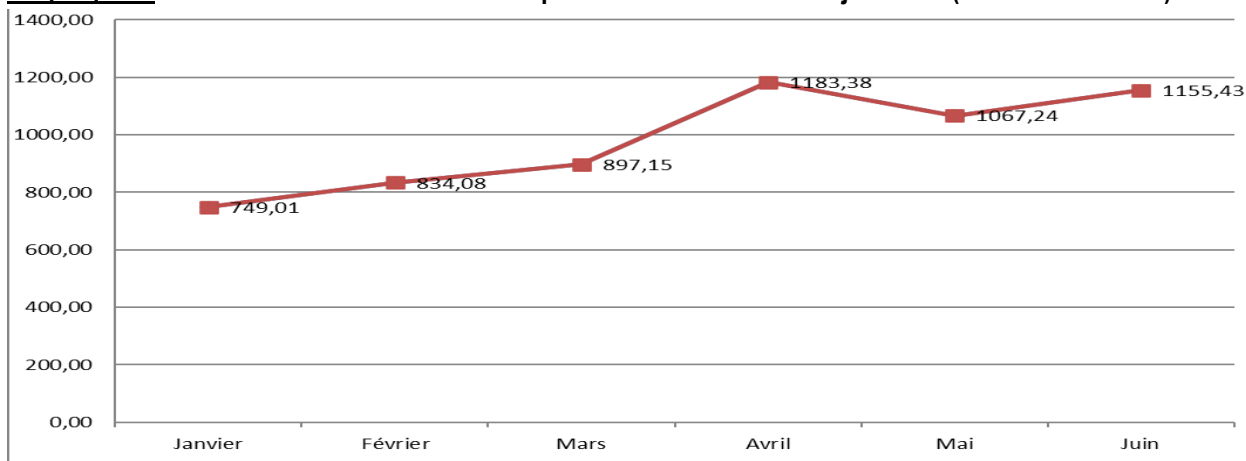
Au 30 juin 2024, les disponibilités totales au Trésor se chiffrent à **78,24 milliards FCFA** contre 128,98 milliards FCFA au 30 juin 2023, soit une baisse de 39,34%.

VII.6. EVOLUTION MENSUELLE DES SOLDES DES COMPTES DE DEPOTS AU 30 JUIN 2024

Au 31 janvier 2024, le solde des comptes de dépôts s'élevait à 749,01 milliards FCFA. A fin juin 2024, le solde s'est établi à **1155,43 milliards FCFA**, soit une hausse de 54,26% sur la période sous revue.

Le graphique ci-après donne un aperçu de l'évolution mensuelle des soldes des comptes de dépôts durant le premier semestre 2024.

Graphique 9 : évolution des soldes des correspondants du Trésor au 30 juin 2024 (en milliards FCFA)



Source : DGTCP

VII.7. PRINCIPALES DIFFICULTES

Les facteurs qui rendent la trésorerie de l'Etat inconfortable au 30 juin 2024 sont entre autres :

- la difficulté d'accès à l'endettement d'où les résultats mitigés des émissions de titres publics sur le marché financier sous régional ;
- le non-respect de délais prescrits par la convention relative au nivellement des soldes des comptes des Receveurs des Administrations Financières (RAF) par les banques commerciales ;
- la situation sécuritaire au niveau national non propice à une embellie de l'activité économique et partant à une grande mobilisation des ressources propres.

VIII. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE

Une analyse des principaux soldes après le deuxième trimestre d'exécution permettra d'apprécier la performance des mesures entreprises par les autorités en matière de gouvernance budgétaire et économique et de prendre des mesures anticipatives pour le troisième trimestre de 2024.

VIII.1. SOLDES BUDGETAIRES

L'examen de l'exécution budgétaire à travers le solde budgétaire global⁶ et l'épargne budgétaire⁷ permet de prendre des décisions avisées pour la revue à mi-parcours, exercice 2024. La situation des soldes est illustrée dans le tableau suivant :

Tableau 11 : Situation des soldes au 30 juin 2024 (en milliards FCFA)

NATURE	2024		
	PREVISIONS LFI	PREVISIONS LFI AJUSTEES	EXECUTION (Hors recettes destinées pour alimenter les crédits CAST)
	a	b	c
RESSOURCES TOTALES (A)=B+C	3 019,12	3 019,12	1 293,13
RECETTES ORDINAIRES (B)	2 791,79	2 791,79	1 198,60
RECETTE EXTRAORDINAIRE(C)	227,32	227,32	94,52
DEPENSES TOTALES (D)=E+F	3 694,59	3 694,59	1 731,00
DEPENSES ORDINAIRES(E)	2 282,11	2 280,49	1 204,40
DEPENSES EN CAPITAL(F)	1 412,49	1 414,11	526,60
EPARGNE BUDGETAIRE(G)= B-E	509,69	511,31	-5,80
solde Budgétaire Global(H)=A-D	-675,48	-675,48	-437,87

Source : DGB

⁶ Le solde budgétaire global est la différence entre les ressources totales et les charges totales de l'Etat.

⁷ L'épargne budgétaire est la différence entre les ressources ordinaires et les dépenses ordinaires de l'Etat.

VIII.2. Epargne budgétaire et le solde budgétaire global

Au 30 juin 2024, l'exécution du budget général de l'Etat dégage une épargne budgétaire déficitaire de 5,80 milliards FCFA et un solde budgétaire global déficitaire de 437,87 milliards FCFA (hors recouvrement des recettes destinées au CAST « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 105,52 milliards FCFA) pour des soldes prévisionnels respectifs de 509,69 milliards FCFA et -675,48 milliards FCFA. Ce niveau de déficit s'explique par la forte propension des dépenses courantes par rapport à la mobilisation des ressources propres.

A la même période en 2023, l'épargne budgétaire était positive (19,75 milliards FCFA) et le solde budgétaire global déficitaire (-506,45 milliards FCFA).

Les montants de quelques agrégats du TOFE ressortent comme suit :

- les **recettes totales** ont atteint un niveau de 1 417,25 milliards FCFA à fin juin 2024 contre 1 193,53 milliards FCFA à la même période de 2023 ;
- le **déficit global base engagement** est ressorti à 344,43 milliards FCFA à fin juin 2024 contre un déficit de 406,75 milliards FCFA à fin juin 2023, soit une amélioration de 62,32 milliards FCFA ;
- le **financement intérieur net de l'Etat** est ressorti provisoirement à 11,56 milliards FCFA à fin juin 2024. A fin juin 2023, il se situait à 124,00 milliards FCFA.

IX. RECOMMANDATIONS

Au regard de l'incertitude liée à la mobilisation des appuis budgétaires, il sied de recourir à leur annulation dans le cadre des ajustements à opérer dans la Loi de finances rectificative en cours d'élaboration.

Par ailleurs, une certaine prudence devrait être observée dans l'exécution des dépenses au regard de l'épargne budgétaire déficitaire.

CONCLUSION

La situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 au 30 juin s'avère peu satisfaisante, en raison de la situation socio-économique et sécuritaire difficile. On note un niveau de recouvrement annuel des ressources de 44,48% et un taux d'exécution des dépenses de 46,85%. L'épargne budgétaire et le solde global budgétaire ressortent déficitaires respectivement à -5,80 milliards FCFA et -437,87 milliards FCFA.

En prenant en compte les régulations de crédits budgétaires en cours, le taux d'exécution global du budget sortirait à 49,37%. L'épargne budgétaire et le solde global budgétaire resteraient sans changement respectivement à -5,80 milliards FCFA et à -437,87 milliards ; dénotant ainsi une forte propension des dépenses courantes par rapport à la mobilisation des ressources propres.

La situation détaillée prenant en compte la régulation en cours se présenterait comme suit :

➤ Par nature de dépenses :

Dépenses ordinaires : 53,50% de taux d'exécution avec un montant exécuté de 1 204,40 milliards FCFA sur des prévisions de 2 251,13 milliards FCFA, dont :

- charge financière de la dette : 56,40% de taux d'exécution avec un montant exécuté de 165,35 milliards FCFA sur des prévisions de 292,77 milliards FCFA ;
- dépenses de personnel : 50,30% de taux d'exécution avec un montant exécuté de 604,73 milliards FCFA sur des prévisions de 1 202,22 milliards FCFA ;
- dépenses d'acquisition de biens et services : 46,46% de taux d'exécution avec un montant exécuté de 107,28 milliards FCFA sur des prévisions de 230,92 milliards FCFA ;
- dépenses de transferts courants : 62,34% de taux d'exécution avec un montant exécuté de 326,62 milliards sur des prévisions de 523,93 milliards FCFA ;
- dépenses en atténuation des recettes : 32,51% de taux d'exécution avec un montant exécuté de 0,42 milliard FCFA sur des prévisions de 1,30 milliard FCFA .

Dépenses en capital : 41,97% de taux d'exécution avec un montant exécuté de 526,60 milliards FCFA sur des prévisions de 1 254,81 milliards CFA, dont:

- investissements exécutés par l'Etat : 42,20% de taux d'exécution avec un montant exécuté de 525,33 milliards FCFA sur des prévisions de 1 244,81 milliards CFA ;
- transferts en capital : 12,75% de taux d'exécution avec un montant exécuté de 1,27 milliard FCFA sur des prévisions de 10 milliards FCFA.

➤ Par programmes/dotations :

Sur les cent-vingt-quatre (124)⁸ programmes et dotations pris en compte, la situation détaillée se présenterait comme suit :

- vingt-cinq (25) programmes enregistrent un taux d'exécution inférieur à 25% ;
- trente-sept (37) programmes enregistrent un taux d'exécution des crédits de paiement compris entre 25% et 50% ;
- quarante-deux (42) programmes enregistrent un taux d'exécution des crédits de paiement compris entre 50% et 75% ;
- vingt (20) programmes enregistrent un taux d'exécution supérieur ou égal à 75%.

➤ Les crédits délégués :

Les prévisions après régulation des crédits budgétaires au titre des crédits délégués en fin juin 2024 s'élèveraient à 61,29 milliards FCFA dont 48,96 milliards FCFA de dépenses ordinaires et 12,33 milliards FCFA de dépenses en capital. Les montants exécutés au 30 juin 2024 s'établissent à 40,10 milliards FCFA soit un taux d'exécution de 65,43%.

Par ailleurs, les observations suivantes peuvent être relevées sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat en fin juin 2024 :

- des délais de paiement de 39 jours et de 50 jours respectivement pour le niveau central et le niveau déconcentré pour une norme référentielle de 47 jours ;
- un fléchissement des nombres et des montants des remises de pénalités de retard et de paiement des intérêts moratoires comparativement à 2023.

⁸ Après la régulation des crédits budgétaires, le programme 007 « pilotage des projets stratégiques » de la Primature n'a pas bénéficié d'une allocation de ressources. Le nombre de programmes et dotations budgétaires ayant bénéficié de crédits budgétaires est donc passé de 125 à 124.

ANNEXES

Annexe 1: Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution hors financements extérieurs au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_AJUST	ENGAG PROJET	ENGAGEMENTS COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONANCES	
			Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
			a	b	c	d=c/a	e	f=e/c
01-Présidence du Faso	65 183 415	495 328	55 290 056	84,82	52 879 742	95,64	52 879 742	81,12
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	1 630 130	311 239	661 895	40,60	573 354	86,62	573 354	35,17
03-Primature	11 357 295	114 597	3 880 113	34,16	3 716 803	95,79	3 716 803	32,73
04-Parlement	19 570 857	0	9 785 429	50,00	9 785 429	100,00	9 785 429	50,00
05-Conseil Economique et Social	999 060	0	101 924	10,20	101 924	100,00	101 924	10,20
09-Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	179 941 287	3 603 438	80 851 677	44,93	78 142 679	96,65	78 140 779	43,43
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	42 860 830	1 273 815	18 665 052	43,55	15 182 674	81,34	15 145 328	35,34
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	620 762 293	737 150	294 415 360	47,43	292 993 340	99,52	237 196 433	38,21
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	54 419 997	3 308 990	26 089 721	47,94	24 170 137	92,64	23 938 173	43,99
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	456 497 283	670 143	217 924 334	47,74	215 705 058	98,98	215 673 358	47,25
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	18 448 600	1 402 005	8 798 435	47,69	7 256 925	82,48	7 256 925	39,34
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	22 957 187	311 694	12 881 363	56,11	12 423 376	96,44	12 423 376	54,12
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	27 122 676	730 132	16 103 708	59,37	13 514 901	83,92	13 514 601	49,83
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	325 707 781	13 115 289	136 234 490	41,83	128 464 343	94,30	128 452 815	39,44
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	49 962 982	529 872	27 126 015	54,29	26 578 305	97,98	26 578 305	53,20
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	575 100 667	7 048 597	302 073 004	52,53	292 776 588	96,92	292 766 499	50,91
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	103 477 894	1 080 149	48 614 106	46,98	47 497 370	97,70	47 497 370	45,90
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	18 340 531	42 839	14 707 751	80,19	13 644 414	92,77	13 644 414	74,39
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	12 579 364	2 235 680	6 149 379	48,88	6 104 378	99,27	6 104 378	48,53
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	80 840 714	14 525 941	39 553 411	48,93	24 782 848	62,66	24 776 792	30,65
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	69 719 014	229 401	38 045 111	54,57	35 959 037	94,52	35 959 037	51,58
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	6 055 980	68 217	1 072 410	17,71	1 006 767	93,88	1 006 767	16,62
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	14 640 399	3 620 191	7 001 264	47,82	6 855 073	97,91	6 855 073	46,82
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	6 353 947	224 367	1 841 433	28,98	1 720 717	93,44	1 720 717	27,08
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	65 015 458	4 432 128	32 058 883	49,31	25 604 044	79,87	25 571 544	39,33
50-Grande Chancellerie	1 011 559	0	386 324	38,19	385 477	99,78	385 477	38,11
51-Conseil Supérieur de la Communication	1 119 554	0	741 653	66,25	671 878	90,59	671 878	60,01
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	3 410 915	103 594	1 942 187	56,94	1 885 118	97,06	1 885 118	55,27
54-Conseil Constitutionnel	952 008	20 697	487 382	51,20	409 005	83,92	409 005	42,96
55-Conseil d'Etat	1 136 896	0	729 699	64,18	724 234	99,25	724 234	63,70
56-Cour des Comptes	2 048 310	0	1 434 914	70,05	1 410 114	98,27	1 410 114	68,84
57-Cour de Cassation	1 940 757	0	1 189 113	61,27	1 189 113	100,00	1 189 113	61,27
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	506 973	0	322 236	63,56	322 236	100,00	322 236	63,56
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	857 062	0	511 031	59,63	511 031	100,00	511 031	59,63
60-Médiateur du Faso	742 378	0	74 692	10,06	74 692	100,00	74 692	10,06
61-Commission Nationale des Droits Humains	613 682	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567	28 410 630	9 312 905	24,69	9 312 905	100,00	9 312 905	24,69
99-Dépenses Communes Interministérielles	408 098 492	2 271 447	155 874 383	38,20	154 739 297	99,27	154 883 563	37,95
Total général	3 309 707 794	90 917 568	1 572 932 838	47,52	1 509 075 323	95,94	1 453 059 299	43,90

Source : SI-N@folo

Annexe 2: Situation d'exécution des dépenses de personnel, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_AJUST*	MTPROJETCP	ENGAGEMENTS COMPTABILISES		LIQUIDES		MTORD	
			Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
	a	b	c	d=c/a	e	f=e/c	g	h=g/a
01-Présidence du Faso	5 617 774	3 006	2 395 138	42,63	2 392 159	99,88	2 392 159	42,58
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	661 368	0	352 114	53,24	352 114	100,00	352 114	53,24
03-Primature	1 575 924	0	786 835	49,93	786 835	100,00	786 835	49,93
05-Conseil Economique et Social	203 916	0	101 924	49,98	101 924	100,00	101 924	49,98
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	106 519 937	7 017	52 792 096	49,56	52 759 410	99,94	52 759 410	49,53
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	26 643 950	0	13 105 489	49,19	13 104 184	99,99	13 104 184	49,18
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	262 341 491	0	131 140 544	49,99	131 138 847	100,00	87 547 041	33,37
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l' Extérieur	28 767 846	1 145 804	14 062 557	48,88	14 049 428	99,91	14 049 428	48,84
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	43 491 026	717	17 714 963	40,73	17 714 848	100,00	17 705 392	40,71
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3 734 619	75	1 774 868	47,52	1 774 849	100,00	1 774 849	47,52
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	5 466 363	0	2 410 248	44,09	2 409 640	99,97	2 409 640	44,08
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	6 335 255	132	2 656 690	41,94	2 656 690	100,00	2 656 690	41,94
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	150 210 777	5 368 885	79 880 142	53,18	79 826 838	99,93	79 815 310	53,14
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	9 907 030	0	3 682 606	37,17	3 669 212	99,64	3 669 212	37,04
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	472 266 253	8 889	248 374 643	52,59	247 633 020	99,70	247 630 335	52,43
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	10 337 455	30 179	6 366 988	61,59	6 303 895	99,01	6 303 895	60,98
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	2 541 580	0	1 202 864	47,33	1 202 864	100,00	1 202 864	47,33
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	2 010 277	0	920 882	45,81	916 360	99,51	916 360	45,58
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	20 906 093	18 452	9 062 443	43,35	8 944 897	98,70	8 944 841	42,79
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	2 875 150	0	1 606 453	55,87	1 599 963	99,60	1 599 963	55,65
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 986 815	0	657 312	33,08	657 312	100,00	657 312	33,08
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 697 323	0	1 054 781	62,14	1 050 937	99,64	1 050 937	61,92
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	2 631 618	0	1 275 596	48,47	1 275 596	100,00	1 275 596	48,47
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	18 487 700	787	8 932 378	48,32	8 889 000	99,51	8 889 000	48,08
50-Grande Chancellerie	174 902	0	112 074	64,08	111 227	99,24	111 227	63,59
51-Conseil Supérieur de la Communication	423 356	0	239 089	56,47	239 089	100,00	239 089	56,47
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 030 949	0	324 046	31,43	324 046	100,00	324 046	31,43
54-Conseil Constitutionnel	502 479	0	237 508	47,27	237 508	100,00	237 508	47,27
55-Conseil d'Etat	781 303	0	374 106	47,88	368 641	98,54	368 641	47,18
56-Cour des Comptes	1 216 265	0	602 869	49,57	602 869	100,00	602 869	49,57
57-Cour de Cassation	1 197 598	0	513 636	42,89	513 636	100,00	513 636	42,89
61-Commission Nationale des Droits Humains	121 448	0	0	0,00	0		0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	9 550 493	0	15 000	0,16	0	0,00	0	0,00
Total général	1 202 216 333	6 583 943	604 728 882	50,30	603 607 836	99,81	559 992 305	46,58

Source : SI-N@folo

**Annexe 3: Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et service, par ministère au 30 juin 2024
(En milliers FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_AJUST*	MT PROJ ET CP	ENGAGEMENTS COMPTABILISES		LIQUIDES		MTORD	
			Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
			a	b	c	d=c/a	e	f=e/c
01-Présidence du Faso	6 568 476	477 072	2 044 198	31,12	1 756 863	85,94	1 756 863	26,75
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	648 762	7 389	294 881	45,45	221 240	75,03	221 240	34,10
03-Primature	2 278 411	57 302	841 921	36,95	714 471	84,86	714 471	31,36
05-Conseil Economique et Social	651 978	0	0	0,00	0		0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	13 846 212	411 635	8 830 805	63,78	8 429 438	95,45	8 427 538	60,87
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	5 582 363	624 668	1 927 961	34,54	1 065 496	55,27	1 065 496	19,09
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	25 242 042	737 150	10 654 770	42,21	9 234 446	86,67	6 120 132	24,25
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	21 661 794	729 389	10 585 375	48,87	9 678 920	91,44	9 446 956	43,61
14-Ministère de l' Economie, des Finances et de la Prospective	35 959 519	309 526	4 228 781	11,76	3 339 610	78,97	3 337 366	9,28
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	4 943 838	94 130	1 665 104	33,68	1 102 831	66,23	1 102 831	22,31
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	2 726 501	60 694	950 969	34,88	818 774	86,10	818 774	30,03
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	6 204 980	660 461	4 587 170	73,93	4 279 822	93,30	4 279 522	68,97
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	26 364 063	6 196 424	8 734 300	33,13	7 161 883	82,00	7 161 883	27,17
22-Ministère Solidarité Nationale, Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et Famille	2 730 677	228 176	655 743	24,01	297 307	45,34	297 307	10,89
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	46 457 746	1 802 768	34 297 434	73,83	29 897 870	87,17	29 890 466	64,34
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	3 055 790	110 892	960 005	31,42	809 598	84,33	809 598	26,49
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	741 687	19 339	348 082	46,93	201 945	58,02	201 945	27,23
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	758 777	108 616	76 668	10,10	56 189	73,29	56 189	7,41
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	2 250 528	119 749	632 096	28,09	538 075	85,13	532 075	23,64
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	1 876 080	129 401	804 769	42,90	544 716	67,69	544 716	29,03
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	2 163 056	68 217	206 988	9,57	189 800	91,70	189 800	8,77
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 005 118	98 757	497 655	49,51	405 309	81,44	405 309	40,32
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	1 146 602	58 581	300 583	26,22	247 817	82,45	247 817	21,61
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	2 396 534	146 569	961 847	40,13	682 737	70,98	682 437	28,48
50-Grande Chancellerie	772 657	0	210 250	27,21	210 250	100,00	210 250	27,21
51-Conseil Supérieur de la Communication	558 824	0	367 041	65,68	297 265	80,99	297 265	53,19
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	2 269 766	98 094	1 613 441	71,08	1 556 372	96,46	1 556 372	68,57
54-Conseil Constitutionnel	432 232	19 400	248 874	57,58	170 498	68,51	170 498	39,45
55-Conseil d'Etat	316 373	0	316 373	100,00	316 373	100,00	316 373	100,00
56-Cour des Comptes	803 545	0	803 545	100,00	778 745	96,91	778 745	96,91
57-Cour de Cassation	343 145	0	278 477	81,15	278 477	100,00	278 477	81,15
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	257 872	0	191 185	74,14	191 185	100,00	191 185	74,14
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	597 575	0	298 788	50,00	298 788	100,00	298 788	50,00
60-Médiateur du Faso	302 783	0	0	0,00	0		0	0,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	388 507	0	0	0,00	0		0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4 975 976	2 641 741	2 334 207	46,91	2 334 207	100,00	2 334 207	46,91
99-Dépenses Communes Interministérielles	17 107 654	238 608	5 534 520	32,35	4 814 434	86,99	4 958 700	28,99
Total général	246 388 443	16 254 747	107 284 802	43,54	92 921 751	86,61	89 701 591	36,41

Source : SI-N@folo

Annexe 4: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_AJUST*	MT PROJET CP	ENGAGEMENTS COMPTABILISES		LIQUIDES		MT ORD	
			Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
			a	b	c	d=c/a	e	f=e/c
01-Présidence du Faso	16 375 903	0	14 685 297	89,68	14 685 297	100,00	14 685 297	89,68
03-Primature	5 402 960	38 303	2 231 374	41,30	2 195 514	98,39	2 195 514	40,64
04-Parlement	10 070 857	0	8 858 286	87,96	8 858 286	100,00	8 858 286	87,96
05-Conseil Economique et Social	4 640	0	0	0,00	0		0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	16 637 512	170 141	12 836 949	77,16	11 393 817	88,76	11 393 817	68,48
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	2 104 202	251 072	715 580	34,01	702 881	98,23	702 881	33,40
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	16 442 643	0	8 221 322	50,00	8 221 322	100,00	5 394 517	32,81
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	2 430 357	1 400 550	160 371	6,60	160 371	100,00	160 371	6,60
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	57 907 370	270 575	21 657 161	37,40	20 558 446	94,93	20 538 446	35,47
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	7 893 744	1 279 000	4 359 412	55,23	4 359 412	100,00	4 359 412	55,23
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	10 508 926	251 000	6 338 484	60,32	6 186 284	97,60	6 186 284	58,87
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	11 275 609	59 007	6 060 559	53,75	6 060 559	100,00	6 060 559	53,75
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	74 666 375	1 524 681	37 370 495	50,05	36 377 835	97,34	36 377 835	48,72
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	11 266 740	0	10 118 115	89,81	10 078 365	99,61	10 078 365	89,45
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	36 169 164	2 997 890	15 226 318	42,10	13 939 334	91,55	13 939 334	38,54
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	76 042 427	551 645	39 087 749	51,40	39 085 249	99,99	39 085 249	51,40
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	13 144 216	23 500	12 156 877	92,49	12 156 873	100,00	12 156 873	92,49
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	6 325 277	392 447	4 621 829	73,07	4 601 829	99,57	4 601 829	72,75
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	4 389 841	41 250	2 357 738	53,71	2 357 738	100,00	2 357 738	53,71
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	567 114	0	380 439	67,08	227 358	59,76	227 358	40,09
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	472 308	0	159 654	33,80	159 654	100,00	159 654	33,80
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 310 423	50 000	884 423	67,49	834 423	94,35	834 423	63,68
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	200 000	0	137 500	68,75	137 500	100,00	137 500	68,75
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	4 357 922	302 410	2 477 023	56,84	2 457 023	99,19	2 457 023	56,38
51-Conseil Supérieur de la Communication	137 374	0	135 524	98,65	135 524	100,00	135 524	98,65
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	10 200	5 500	4 700	46,08	4 700	100,00	4 700	46,08
54-Conseil Constitutionnel	2 297	1 297	1 000	43,54	1 000	100,00	1 000	43,54
55-Conseil d'Etat	1 220	0	1 220	100,00	1 220	100,00	1 220	100,00
56-Cour des Comptes	8 500	0	8 500	100,00	8 500	100,00	8 500	100,00
57-Cour de Cassation	205 014	0	202 000	98,53	202 000	100,00	202 000	98,53
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	249 101	0	131 051	52,61	131 051	100,00	131 051	52,61
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	94 487	0	47 244	50,00	47 244	100,00	47 244	50,00
60-Médiateur du Faso	419 595	0	74 692	17,80	74 692	100,00	74 692	17,80
61-Commission Nationale des Droits Humains	103 727	0	0	0,00	0		0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	19 077 893	18 977 890	100 000	0,52	100 000	100,00	100 000	0,52
99-Dépenses Communes Interministérielles	131 537 925	550 000	114 806 683	87,28	114 406 683	99,65	114 406 683	86,98
Total général	537 813 863	29 138 157	326 615 566	60,73	320 907 981	98,25	318 061 176	59,14

Source : SI-N@folo

Annexe 5: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté sur ressources propres par l'Etat, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	AE_AJUST	CP_AJUST*	MTPROJET CP	ENGAGEMENTS COMPTABILISES		LIQUIDES		MTORD	
				Montant	Taux(%)	Montant	Taux(%)	Montant	Taux(%)
	a	b	c	c	d=c/a	e	f=e/c	g	h=g/a
01-Présidence du Faso	30 621 262	36 621 262	15 251	36 165 423	98,76	34 045 423	94,14	34 045 423	92,97
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	320 000	320 000	303 850	14 900	4,66	0	0,00	0	0,00
03-Primature	2 100 000	2 100 000	18 991	19 983	0,95	19 983	100,00	19 983	0,95
04-Parlement	0	9 500 000	0	927 143	9,76	927 143	100,00	927 143	9,76
05-Conseil Economique et Social	138 526	138 526	0	0	0,00	0		0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	34 102 429	42 937 626	3 014 644	6 391 828	14,89	5 560 014	86,99	5 560 014	12,95
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	10 990 502	8 530 315	398 075	2 916 021	34,18	310 113	10,63	272 767	3,20
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	236 986 117	316 736 117	0	144 398 725	45,59	144 398 725	100,00	138 134 743	43,61
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l' Extérieur	1 560 000	1 560 000	33 247	1 281 419	82,14	281 419	21,96	281 419	18,04
14-Ministère de l' Economie, des Finances et de la Prospective	19 688 568	26 372 851	89 325	8 978 215	34,04	8 746 940	97,42	8 746 940	33,17
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 726 399	1 876 399	28 800	999 050	53,24	19 833	1,99	19 833	1,06
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	4 040 846	4 255 397	0	3 181 661	74,77	3 008 678	94,56	3 008 678	70,70
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l' Emploi	3 197 350	3 306 832	10 533	2 799 289	84,65	517 831	18,50	517 831	15,66
21-Ministère de la Santé et de l' Hygiène Publique	16 600 955	74 466 566	25 299	10 249 553	13,76	5 097 787	49,74	5 097 787	6,85
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l' Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	2 400 000	26 058 535	301 696	12 669 552	48,62	12 533 421	98,93	12 533 421	48,10
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	22 117 800	20 207 504	2 239 051	4 174 609	20,66	1 306 364	31,29	1 306 364	6,46
24-Ministère de l' Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l' Innovation	5 019 477	14 042 222	387 433	2 199 364	15,66	1 298 628	59,05	1 298 628	9,25
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l' Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	1 885 448	1 913 048	0	999 928	52,27	82 732	8,27	82 732	4,32
26-Ministère de l' Energie, des Mines et des Carrières	1 900 671	3 485 033	1 734 617	530 000	15,21	530 000	100,00	530 000	15,21
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	18 429 947	53 294 252	14 346 490	27 501 134	51,60	12 942 138	47,06	12 942 138	24,28
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	17 306 482	64 400 670	100 000	35 253 450	54,74	33 587 000	95,27	33 587 000	52,15
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 332 551	1 433 801	0	48 456	3,38	0	0,00	0	0,00
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	8 255 528	10 627 535	3 471 434	4 564 405	42,95	4 564 405	100,00	4 564 405	42,95
38-Ministère de l' Urbanisme, des Affaires Foncières et de l' Habitat	2 103 180	2 375 727	165 787	127 754	5,38	59 804	46,81	59 804	2,52
42-Ministère de l' Environnement, de l' Eau et de l' Assainissement	27 973 300	39 773 302	3 982 361	19 687 634	49,50	13 575 284	68,95	13 543 084	34,05
50-Grande Chancellerie	0	64 000	0	64 000	100,00	64 000	100,00	64 000	100,00
52-Autorité Supérieure de Contrôle d' Etat et de Lutte contre la Corruption	100 000	100 000	0	0	0,00	0		0	0,00
54-Conseil Constitutionnel	10 000	15 000	0	0	0,00	0		0	0,00
55-Conseil d' Etat	38 000	38 000	0	38 000	100,00	38 000	100,00	38 000	100,00
56-Cour des Comptes	20 000	20 000	0	20 000	100,00	20 000	100,00	20 000	100,00
57-Cour de Cassation	195 000	195 000	0	195 000	100,00	195 000	100,00	195 000	100,00
59-Commission de l' Informatique et des Libertés	115 000	165 000	0	165 000	100,00	165 000	100,00	165 000	100,00
60-Médiateur du Faso	20 000	20 000	0	0	0,00	0		0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	12 738 900	13 669 698	6 791 000	6 878 698	50,32	6 878 698	100,00	6 878 698	50,32
99-Dépenses Communes Interministérielles	750 000	238 602 420	1 461 758	33 820 770	14,17	33 820 770	100,00	33 820 770	14,17
Total général	484 784 238	1 019 222 638	38 919 641	367 260 964	36,03	324 595 131	88,38	318 261 603	31,23

Source : SI-N@folo

Annexe 6: Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)

SECTIONS-PROGRAMMES	CP_AJUST	PROJETS	ENGAGEMENTS COMPTABILISE		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux(%)	Montant	Taux(%)	Montant	Taux(%)
			a	b	c	d=c/a	e	f=e/c
01-Présidence du Faso	59 565 641	492 322	52 894 918	88,80	50 487 583	95,45	50 487 583	84,76
001-Pilotage de l'action présidentielle	54 914 162	492 322	48 244 918	87,86	45 837 583	95,01	45 837 583	83,47
002-Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	451 479	0	450 000	99,67	450 000	100,00	450 000	99,67
003-Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4 200 000	0	4 200 000	100,00	4 200 000	100,00	4 200 000	100,00
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	968 762	311 239	309 781	31,98	221 240	71,42	221 240	22,84
004-Organisation du travail gouvernemental	968 762	311 239	309 781	31,98	221 240	71,42	221 240	22,84
03-Primature	9 781 371	114 597	3 093 278	31,62	2 929 968	94,72	2 929 968	29,95
005-Soutien à l'action de la Primature	3 988 411	65 020	936 986	23,49	802 883	85,69	802 883	20,13
006-Appui à la gouvernance	1 262 514	9 119	270 324	21,41	248 379	91,88	248 379	19,67
007-Pilotage des projets stratégiques	1 038 746	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
008-Promotion du capital humain	3 491 700	40 458	1 885 968	54,01	1 878 705	99,61	1 878 705	53,80
04-Parlement	19 570 857	0	9 785 429	50,00	9 785 429	100,00	9 785 429	50,00
134-Fonction parlementaire	19 570 857	0	9 785 429	50,00	9 785 429	100,00	9 785 429	50,00
05-Conseil Economique et Social	795 144	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
009-Conseil Economique et Social	795 144	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
09-Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	73 421 350	3 596 420	28 059 581	38,22	25 383 269	90,46	25 381 369	34,57
010-Sûreté de l'Etat	3 218 057	0	2 218 057	68,93	2 218 057	100,00	2 218 057	68,93
011-Administration du territoire	4 174 696	223 954	2 553 031	61,15	869 714	34,07	867 814	20,79
012-Sécurité intérieure	47 999 721	3 149 144	11 534 363	24,03	10 986 030	95,25	10 986 030	22,89
013-Protection Civile	3 929 837	153 000	2 054 672	52,28	1 663 065	80,94	1 663 065	42,32
014-Décentralisation	10 743 085	8 425	8 306 736	77,32	8 306 736	100,00	8 306 736	77,32
015-Etat civil	294 629	11 565	16 084	5,46	15 252	94,83	15 252	5,18
016-Pilotage et soutien des services du MATD	3 061 325	50 332	1 376 639	44,97	1 324 415	96,21	1 324 415	43,26
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	16 216 880	1 273 815	5 559 563	34,28	2 078 491	37,39	2 041 145	12,59
017-Administration judiciaire	6 145 169	554 816	2 101 732	34,20	601 351	28,61	601 351	9,79
018-Administration pénitentiaire	7 910 396	520 723	2 688 106	33,98	1 092 110	40,63	1 054 764	13,33
019-Droits humains	432 252	142 798	90 819	21,01	45 125	49,69	45 125	10,44
020-Civisme et citoyenneté	392 573	13 668	61 625	15,70	12 345	20,03	12 345	3,14
021-Pilotage et soutien	1 236 490	41 810	544 792	44,06	255 071	46,82	255 071	20,63
124-Relations avec le Parlement	100 000	0	72 488	72,49	72 488	100,00	72 488	72,49
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	358 420 802	737 150	163 274 817	45,55	161 854 492	99,13	149 649 391	41,75
022-Défense	195 004 455	0	97 122 894	49,81	97 122 894	100,00	97 122 894	49,81
023-Préparation et emploi des forces	48 820 403	0	24 410 202	50,00	24 410 202	100,00	12 205 101	25,00
024-Equipement des forces	22 881 801	0	11 440 901	50,00	11 440 901	100,00	11 440 901	50,00
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	6 489 102	0	3 244 551	50,00	3 244 551	100,00	3 244 551	50,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	1 782 053	0	891 027	50,00	891 027	100,00	891 027	50,00
027-Pilotage et soutien	83 442 988	737 150	26 165 243	31,36	24 744 919	94,57	24 744 919	29,65
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	25 652 151	2 163 186	12 027 164	46,89	10 120 709	84,15	9 888 745	38,55
028-Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	19 788 402	550 542	10 733 824	54,24	9 675 740	90,14	9 452 735	47,77
029-Intégration africaine	1 828 507	1 260 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	3 118 370	292 076	1 018 319	32,66	416 632	40,91	416 632	13,36
137-Gestion des Burkinabé de l'extérieur	916 872	60 568	275 021	30,00	28 336	10,30	19 378	2,11

SECTIONS-PROGRAMMES	CP_AJUST	PROJETS	ENGAGEMENTS COMPTABILISE		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
	a	b	c	d=c/a	e	f=e/c	g	h=g/a
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	120 239 740	669 426	34 864 157	29,00	32 644 996	93,63	32 622 752	27,13
032-Pilotage de l'Economie et du développement	53 940 682	135 534	20 565 533	38,13	20 449 864	99,44	20 449 119	37,91
033-Mobilisation des ressources	24 133 476	12 151	7 864 405	32,59	7 053 754	89,69	7 053 754	29,23
034-Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	3 849 952	139 282	752 761	19,55	429 397	57,04	427 898	11,11
036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	2 676 285	131 000	1 004 296	37,53	897 750	89,39	877 750	32,80
038-Pilotage et soutien des services du ministère	35 639 345	251 459	4 677 161	13,12	3 814 232	81,55	3 814 232	10,70
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	14 713 981	1 401 930	7 023 566	47,73	5 482 076	78,05	5 482 076	37,26
042-Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	8 162 215	87 332	4 185 143	51,27	2 903 863	69,39	2 903 863	35,58
043-Réforme de l'administration	225 000	0	125 000	55,56	125 000	100,00	125 000	55,56
044-Travail décent	5 246 529	1 300 878	2 117 468	40,36	2 063 879	97,47	2 063 879	39,34
045-Pilotage et soutien des services du MFPPDS	1 080 237	13 720	595 955	55,17	389 334	65,33	389 334	36,04
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	17 490 824	311 694	10 471 114	59,87	10 013 735	95,63	10 013 735	57,25
039-Culture	3 218 500	2 550	1 983 920	61,64	1 959 422	98,77	1 959 422	60,88
040-Tourisme	2 009 418	4 850	1 085 635	54,03	913 854	84,18	913 854	45,48
046-Communication	10 076 267	275 589	6 529 791	64,80	6 504 106	99,61	6 504 106	64,55
047-Pilotage et soutien	2 186 639	28 705	871 769	39,87	636 353	73,00	636 353	29,10
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	20 787 421	730 000	13 447 018	64,69	10 858 211	80,75	10 857 911	52,23
052-Sport et activités physiques	9 033 194	600 149	7 866 639	87,09	5 793 529	73,65	5 793 529	64,14
053-Loisirs	186 452	24 800	35 757	19,18	14 971	41,87	14 971	8,03
054-Pilotage et soutien des services du MSL	2 213 608	34 278	1 361 219	61,49	1 042 192	76,56	1 042 192	47,08
101-Jeunesse	1 210 995	9 510	756 966	62,51	589 737	77,91	589 587	48,69
102-Formation professionnelle	5 918 116	6 372	2 667 571	45,07	2 663 481	99,85	2 663 406	45,00
103-Promotion de l'emploi	2 225 056	54 892	758 866	34,11	754 302	99,40	754 227	33,90
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	175 497 004	7 746 404	56 354 347	32,11	48 637 505	86,31	48 637 505	27,71
055-Offre de soin	56 704 249	515 653	26 683 726	47,06	21 665 613	81,19	21 665 613	38,21
056-Santé publique	38 467 501	1 694 774	17 698 435	46,01	16 631 586	93,97	16 631 586	43,24
057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	58 838 264	1 535 976	3 353 799	5,70	2 208 107	65,84	2 208 107	3,75
146-Accès aux produits de santé	21 486 990	4 000 000	8 618 387	40,11	8 132 198	94,36	8 132 198	37,85
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	40 055 952	529 872	23 443 410	58,53	22 909 093	97,72	22 909 093	57,19
048-Femme et du genre	432 888	11 976	230 620	53,27	169 928	73,68	169 928	39,25
049-Enfance et famille	2 687 481	15 340	1 583 288	58,91	1 471 047	92,91	1 471 047	54,74
050-Solidarité nationale et gestion des catastrophes	34 984 827	325 337	20 792 578	59,43	20 551 582	98,84	20 551 582	58,74
051-Pilotage et soutien des services du Ministère	1 950 756	177 219	836 923	42,90	716 536	85,62	716 536	36,73
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	102 834 414	7 039 708	53 698 361	52,22	45 143 568	84,07	45 136 164	43,89
058-Accès à l'éducation formelle	42 177 876	4 821 942	13 863 522	32,87	10 458 551	75,44	10 455 967	24,79
059-Qualité de l'éducation formelle	48 532 155	1 597 802	33 921 472	69,89	29 849 821	88,00	29 845 001	61,50
060-Accès et qualité de l'éducation non formelle	3 025 000	139 889	2 447 724	80,92	2 269 492	92,72	2 269 492	75,02
061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	9 099 383	480 075	3 465 643	38,09	2 565 704	74,03	2 565 704	28,20
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	93 140 439	1 049 970	42 247 118	45,36	41 193 475	97,51	41 193 475	44,23
062-Enseignement supérieur	41 932 527	696 637	17 451 434	41,62	17 226 331	98,71	17 226 331	41,08
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	34 104 727	529	16 993 117	49,83	16 986 117	99,96	16 986 117	49,81
064-Recherche scientifique et technologique	10 154 196	8 645	5 953 576	58,63	5 283 136	88,74	5 283 136	52,03
065-Pilotage et soutien aux services du MESRSI	6 346 511	185 127	1 835 992	28,93	1 687 391	91,91	1 687 391	26,59
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	602 478	159 032	13 000	2,16	10 500	80,77	10 500	0,00

SECTIONS-PROGRAMMES	CP_AJUST	PROJETS	ENGAGEMENTS COMPTABILISE		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux(%)	Montant	Taux(%)	Montant	Taux(%)
	a	b	c	d=c/a	e	f=e/c	g	h=g/a
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	15 798 951	42 839	13 504 887	85,48	12 441 550	92,13	12 441 550	78,75
067-Industrie	713 157	0	292 714	41,04	170 305	58,18	170 305	23,88
068-Commerce	11 082 333	0	10 537 268	95,08	10 523 778	99,87	10 523 778	94,96
069-Artisanat	1 838 935	0	1 427 887	77,65	609 641	42,70	609 641	33,15
070-Secteur privé	1 524 263	23 500	998 195	65,49	942 663	94,44	942 663	61,84
071-Pilotage et soutien	640 263	19 339	248 823	38,86	195 164	78,43	195 164	30,48
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	10 569 087	2 235 680	5 228 497	49,47	5 188 018	99,23	5 188 018	49,09
072-Mines	3 738 633	418 948	3 075 410	82,26	3 075 410	100,00	3 075 410	82,26
073-Energie	5 620 014	1 753 058	1 467 167	26,11	1 435 500	97,84	1 435 500	25,54
074-Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	387 481	50 938	45 146	11,65	36 334	80,48	36 334	9,38
138-Carrières	822 959	12 736	640 774	77,86	640 774	100,00	640 774	77,86
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	59 934 621	14 507 489	30 490 968	50,87	15 837 951	51,94	15 831 951	26,42
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	17 336 513	5 527 124	9 124 525	52,63	1 256 887	13,77	1 256 887	7,25
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	10 470 281	4 982 589	3 762 818	35,94	2 970 457	78,94	2 970 457	28,37
077-Economie agricole	1 571 933	32 599	198 769	12,64	131 210	66,01	131 210	8,35
078-Développement durable des productions agricoles	15 551 442	3 104 513	8 657 849	55,67	6 119 470	70,68	6 119 470	39,35
079-Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	2 899 681	126 571	1 639 159	56,53	1 163 890	71,01	1 163 890	40,14
080-Pilotage et soutien	5 983 476	629 310	2 896 634	48,41	2 550 130	88,04	2 544 130	42,52
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	580 410	17 032	178 183	30,70	131 134	73,60	131 134	22,59
082-Productivité et compétitivité des productions animales	3 978 357	23 039	3 078 190	77,37	827 590	26,89	827 590	20,80
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	1 237 719	31 003	851 930	68,83	644 199	75,62	644 199	52,05
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	324 809	33 709	102 910	31,68	42 984	41,77	42 984	13,23
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	66 843 864	229 401	36 438 658	54,51	34 359 074	94,29	34 359 074	51,40
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	15 530 284	137 094	1 094 474	7,05	183 261	16,74	183 261	1,18
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	44 709 609	50 000	34 198 779	76,49	33 366 132	97,57	33 366 132	74,63
093-Développement de réseau de pistes rurales	4 124 076	0	125 630	3,05	12 583	10,02	12 583	0,31
094-Pilotage et soutien	2 479 895	42 307	1 019 774	41,12	797 098	78,16	797 098	32,14
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	4 069 165	68 217	415 098	10,20	349 454	84,19	349 454	8,59
095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	1 304 009	0	54 726	4,20	4 967	9,08	4 967	0,38
096-Appui au sous-secteur postal	1 963 495	55 517	139 712	7,12	138 546	99,17	138 546	7,06
097-Pilotage et soutien aux structures du MDENP	136 542	12 700	54 768	40,11	43 665	79,73	43 665	31,98
136-Transformation et écosystème numérique	665 119	0	165 892	24,94	162 276	97,82	162 276	24,40
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	12 943 076	3 620 191	5 946 483	45,94	5 804 137	97,61	5 804 137	44,84
098-Transports et météorologie	10 797 958	3 488 133	5 218 587	48,33	5 144 529	98,58	5 144 529	47,64
099-Mobilité et sécurité routière	1 480 500	73 690	381 836	25,79	359 325	94,10	359 325	24,27
100-Pilotage et soutien des services du MTMUSR	664 618	58 367	346 061	52,07	300 284	86,77	300 284	45,18
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	3 722 329	224 367	565 836	15,20	445 120	78,67	445 120	11,96
105-Planification et aménagement urbain	1 472 834	14 452	196 659	13,35	174 702	88,83	174 702	11,86
106-Architecture et construction	872 508	29 171	147 124	16,86	136 978	93,10	136 978	15,70
107-Accès aux logements décents	975 727	165 787	127 754	13,09	59 804	46,81	59 804	6,13
108-Pilotage et soutien aux service du MUH	401 260	14 958	94 299	23,50	73 637	78,09	73 637	18,35

SECTIONS-PROGRAMMES	CP_AJUST	PROJETS	ENGAGEMENTS COMPTABILISE		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux(%)	Montant	Taux(%)	Montant	Taux(%)
	a	b	c	d=c/a	e	f=e/c	g	h=g/a
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	46 527 758	4 431 340	23 126 504	49,70	16 715 044	72,28	16 682 544	35,86
086-Gestion durable des ressources forestières et fauniques	9 571 931	810 384	6 737 331	70,39	6 494 457	96,40	6 494 457	67,85
087-Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	638 803	16 002	452 774	70,88	417 774	92,27	407 074	63,72
088-Gouvernance environnementale et développement durable	495 911	109 407	79 086	15,95	32 150	40,65	32 150	6,48
089-Economie verte et changement climatique	480 536	52 046	163 093	33,94	60 440	37,06	60 440	12,58
109-Aménagements hydrauliques	12 051 182	640 522	8 487 081	70,43	6 409 422	75,52	6 409 122	53,18
110-Gestion intégrée des ressources en eau	3 044 072	39 268	1 547 922	50,85	1 150 887	74,35	1 146 887	37,68
111-Approvisionnement en eau potable	10 108 876	1 329 974	2 980 422	29,48	663 016	22,25	653 016	6,46
112-Assainissement des eaux usées et excréta	5 923 380	967 458	1 194 593	20,17	293 626	24,58	286 126	4,83
113-Pilotage et soutien	4 213 067	466 280	1 484 203	35,23	1 193 272	80,40	1 193 272	28,32
50-Grande Chancellerie	836 657	0	274 250	32,78	274 250	100,00	274 250	32,78
114-Ordres burkinabè	836 657	0	274 250	32,78	274 250	100,00	274 250	32,78
51-Conseil Supérieur de la Communication	696 198	0	502 565	72,19	432 789	86,12	432 789	62,16
115-Régulation du secteur de la communication	696 198	0	502 565	72,19	432 789	86,12	432 789	62,16
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	2 379 966	103 594	1 618 141	67,99	1 561 072	96,47	1 561 072	65,59
116-Contrôle d'Etat	2 379 966	103 594	1 618 141	67,99	1 561 072	96,47	1 561 072	65,59
54-Conseil Constitutionnel	449 529	20 697	249 874	55,59	171 498	68,63	171 498	38,15
117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	449 529	20 697	249 874	55,59	171 498	68,63	171 498	38,15
55-Conseil d'Etat	355 593	0	355 593	100,00	355 593	100,00	355 593	100,00
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	355 593	0	355 593	100,00	355 593	100,00	355 593	100,00
56-Cour des Comptes	832 045	0	832 045	100,00	807 245	97,02	807 245	97,02
119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	832 045	0	832 045	100,00	807 245	97,02	807 245	97,02
57-Cour de Cassation	743 159	0	675 477	90,89	675 477	100,00	675 477	90,89
120-Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	743 159	0	675 477	90,89	675 477	100,00	675 477	90,89
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	506 973	0	322 236	63,56	322 236	100,00	322 236	63,56
121-Elections	506 973	0	322 236	63,56	322 236	100,00	322 236	63,56
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	857 062	0	511 031	59,63	511 031	100,00	511 031	59,63
122-Protection des données à caractère personnel	857 062	0	511 031	59,63	511 031	100,00	511 031	59,63
60-Médiateur du Faso	742 378	0	74 692	10,06	74 692	100,00	74 692	10,06
123-Médiateur du Faso	742 378	0	74 692	10,06	74 692	100,00	74 692	10,06
61-Commission Nationale des Droits Humains	492 234	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
147-Défense des Droits Humains	492 234	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567	28 410 630	9 312 905	24,69	9 312 905	100,00	9 312 905	24,69
135-Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567	28 410 630	9 312 905	24,69	9 312 905	100,00	9 312 905	24,69
99-Dépenses Communes Interministérielles	398 547 999	2 271 447	155 859 383	39,11	154 739 297	99,28	154 883 563	38,86
133-Dépenses communes interministérielles	398 547 999	2 271 447	155 859 383	39,11	154 739 297	99,28	154 883 563	38,86
Total general	1 814 724 944	84 333 625	802 858 743	44,24	740 122 273	92,19	727 721 780	40,10

Source : SI-N@folo, SIGASPE et SYGADE

Annexe 7: Situation d'exécution des autorisations d'engagement par ministères et institutions et par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)

SECTIONS ET PROGRAMMES	AE_AJUST	PROJET	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES	
			Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
			a	b	c	d=c/a
01-Présidence du Faso	30 621 262	15 251	28 665 423	93,61	28 665 423	93,61
001-Pilotage de l'action présidentielle	30 621 262	15 251	28 665 423	93,61	28 665 423	93,61
002-Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action p	0	0	0	0,00	0	0,00
003-Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	0	0	0	0,00	0	0,00
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	320 000	303 850	14 900	4,66	14 900	4,66
004-Organisation du travail gouvernemental	320 000	303 850	14 900	4,66	14 900	4,66
03-Primature	2 100 000	0	0	0,00	0	0,00
005-Soutien à l'action de la Primature	1 625 000	0	0	0,00	0	0,00
006-Appui à la gouvernance	0	0	0	0,00	0	0,00
007-Pilotage des projets stratégiques	0	0	0	0,00	0	0,00
008-Promotion du capital humain	475 000	0	0	0,00	0	0,00
04-Parlement	0	0	0	0,00	0	0,00
134-Fonction parlementaire	0	0	0	0,00	0	0,00
05-Conseil Economique et Social	138 526	0	0	0,00	0	0,00
009-Conseil Economique et Social	138 526	0	0	0,00	0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de l	34 102 429	2 998 144	11 730 553	34,40	922 302	2,70
010-Sureté de l'Etat	1 000 000	0	0	0,00	0	0,00
011-Administration du territoire	200 000	0	0	0,00	0	0,00
012-Sécurité intérieure	31 616 929	2 998 144	10 728 612	33,93	542 302	1,72
013-Protection Civile	1 200 000	0	1 001 941	83,50	380 000	31,67
014-Décentralisation	0	0	0	0,00	0	0,00
015-Etat civil	30 560	0	0	0,00	0	0,00
016-Pilotage et soutien des services du MATD	54 940	0	0	0,00	0	0,00
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec	10 990 502	168 819	2 200 542	20,02	2 198 895	20,01
017-Administration judiciaire	8 241 964	126 725	717 512	8,71	717 512	8,71
018-Administration pénitentiaire	2 668 538	24 667	1 463 579	54,85	1 461 933	54,78
019-Droits humains	25 000	17 427	0	0,00	0	0,00
020-Civisme et citoyenneté	25 000	0	17 000	68,00	17 000	68,00
021-Pilotage et soutien	30 000	0	2 450	8,17	2 450	8,17
124-Relations avec le Parlement	0	0	0	0,00	0	0,00
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	236 986 117	0	104 523 725	44,11	104 523 725	44,11
022-Défense	115 248 205	0	57 244 769	49,67	57 244 769	49,67
023-Préparation et emploi des forces	25 055 930	0	12 527 965	50,00	12 527 965	50,00
024-Equipement des forces	22 759 062	0	11 379 531	50,00	11 379 531	50,00
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	3 135 808	0	1 567 904	50,00	1 567 904	50,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	325 211	0	162 606	50,00	162 606	50,00
027-Pilotage et soutien	70 461 901	0	21 640 951	30,71	21 640 951	30,71
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Bu	1 560 000	33 247	1 213 132	77,76	1 213 132	77,76
028-Défense des intérets du Burkina Faso dans le monde	1 560 000	33 247	1 213 132	77,76	1 213 132	77,76
029-Intégration africaine	0	0	0	0,00	0	0,00
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	0	0	0	0,00	0	0,00
137-Gestion des Burkinab� de l'extérieur	0	0	0	0,00	0	0,00
14-Ministère de l' Economie, des Finances et de la Prospective	19 688 568	37 370	5 383 861	27,35	5 128 568	26,05
031-Charge de la dette	0	0	0	0,00	0	0,00
032-Pilotage de l' Economie et du développement	4 648 568	0	1 128 568	24,28	1 128 568	24,28
033-Mobilisation des ressources	13 800 000	0	4 000 000	28,99	4 000 000	28,99
034-Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle e	0	0	0	0,00	0	0,00
036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérets de l'Etat	0	0	0	0,00	0	0,00
038-Pilotage et soutien des services du ministère	1 240 000	37 370	255 293	20,59	0	0,00
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 726 399	28 800	1 045 883	60,58	999 050	57,87
042-Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des a	1 050 000	0	1 015 198	96,69	985 209	93,83
043-Réforme de l'administration	0	0	0	0,00	0	0,00
044-Travail décent	676 399	28 800	30 685	4,54	13 842	2,05
045-Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0	0	0	0,00	0	0,00
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et duTourisme	4 040 846	0	3 112 854	77,03	3 112 854	77,03
039-Culture	864 000	0	0	0,00	0	0,00
040-Tourisme	925 168	0	861 176	93,08	861 176	93,08
046-Communication	2 251 678	0	2 251 678	100,00	2 251 678	100,00
047-Pilotage et soutien	0	0	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	3 197 350	4 927	239 932	7,50	239 932	7,50
052-Sport et activités physiques	2 356 119	4 927	0	0,00	0	0,00
053-Loisirs	0	0	0	0,00	0	0,00
054-Pilotage et soutien des services du MSL	200 000	0	59 932	29,97	59 932	29,97
101-Jeunesse	180 000	0	180 000	100,00	180 000	100,00
102-Formation professionnelle	416 231	0	0	0,00	0	0,00
103-Promotion de l'emploi	45 000	0	0	0,00	0	0,00
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	16 600 955	25 299	657 548	3,96	642 573	3,87
055-Offre de soin	15 654 903	0	500 000	3,19	500 000	3,19
056-Santé publique	907 052	22 304	148 553	16,38	136 578	15,06
057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	39 000	2 995	8 995	23,06	5 995	15,37
146-Ac�s aux produits de santé	0	0	0	0,00	0	0,00
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la R�co	2 400 000	269 984	1 000 000	41,67	1 000 000	41,67
048-Femme et du genre	0	0	0	0,00	0	0,00
049-Enfance et famille	0	0	0	0,00	0	0,00
050-Solidarité nationale et gestion des catastrophes	2 400 000	269 984	1 000 000	41,67	1 000 000	41,67
051-Pilotage et soutien des services du Ministère	0	0	0	0,00	0	0,00
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nati	22 117 800	1 870 265	3 104 339	14,04	2 800 781	12,66
058-Ac�s à l'éducation formelle	13 602 800	1 387 866	2 207 417	16,23	2 154 226	15,84
059-Qualité de l'éducation formelle	6 748 000	317 577	641 371	9,50	546 162	8,09
060-Ac�s et qualité de l'éducation non formelle	200 000	0	0	0,00	0	0,00
061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	1 567 000	164 822	255 551	16,31	100 393	6,41
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovati�	5 019 477	38 680	613 597	12,22	547 500	10,91

SECTIONS ET PROGRAMMES	AE_AJUST	PROJET	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES	
			Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
			a	b	c	d=c/a
062-Enseignement supérieur	1 760 000	18 809	200 000	11,36	200 000	11,36
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	0	0	0	0,00	0	0,00
064-Recherche scientifique et technologique	2 193 902	0	347 500	15,84	347 500	15,84
065-Pilotage et soutien aux services du MESRSI	774 825	0	22 977	2,97	0	0,00
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	290 750	19 871	43 120	14,83	0	0,00
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et de	1 885 448	0	1 216 274	64,51	956 728	50,74
067-Industrie	425 000	0	192 053	45,19	99 624	23,44
068-Commerce	225 000	0	0	0,00	0	0,00
069-Artisanat	1 150 448	0	999 254	86,86	857 104	74,50
070-Secteur privé	0	0	0	0,00	0	0,00
071-Pilotage et soutien	85 000	0	24 967	29,37	0	0,00
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 900 671	0	8 951	0,47	0	0,00
072-Mines	0	0	0	0,00	0	0,00
073-Energie	1 900 671	0	8 951	0,47	0	0,00
074-Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	0	0	0	0,00	0	0,00
138-Carrières	0	0	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	18 429 947	2 236 173	11 320 041	61,42	11 305 597	61,34
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	10 906 700	1 917 822	7 675 778	70,38	7 675 778	70,38
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	1 182 799	0	870 501	73,60	870 501	73,60
077-Economie agricole	295 990	0	0	0,00	0	0,00
078-Développement durable des productions agricoles	2 575 200	237 918	599 986	23,30	599 986	23,30
079-Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation	706 840	0	310 594	43,94	310 594	43,94
080-Pilotage et soutien	495 239	56 233	68 397	13,81	53 953	10,89
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	156 050	0	0	0,00	0	0,00
082-Productivité et compétitivité des productions animales	1 416 129	0	1 345 725	95,03	1 345 725	95,03
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	520 000	0	419 065	80,59	419 065	80,59
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	175 000	24 200	29 997	17,14	29 997	17,14
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	17 306 482	0	0	0,00	0	0,00
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime	8 667 934	0	0	0,00	0	0,00
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures	4 509 548	0	0	0,00	0	0,00
093-Développement de réseau de pistes rurales	3 564 000	0	0	0,00	0	0,00
094-Pilotage et soutien	565 000	0	0	0,00	0	0,00
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 332 551	0	0	0,00	0	0,00
095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	1 275 951	0	0	0,00	0	0,00
096-Appui au sous-secteur postal	0	0	0	0,00	0	0,00
097-Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0	0	0	0,00	0	0,00
136-Transformation et écosystème numérique	56 600	0	0	0,00	0	0,00
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	8 255 528	3 252 798	4 413 730	53,46	4 413 730	53,46
098-Transports et météorologie	7 666 528	3 252 798	4 413 730	57,57	4 413 730	57,57
099-Mobilité et sécurité routière	589 000	0	0	0,00	0	0,00
100-Pilotage et soutien des services du MTMUSR	0	0	0	0,00	0	0,00
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	2 103 180	153 146	157 929	7,51	0	0,00
105-Planification et aménagement urbain	1 000 000	0	0	0,00	0	0,00
106-Architecture et construction	400 000	0	0	0,00	0	0,00
107-Accès aux logements décents	703 180	153 146	157 929	22,46	0	0,00
108-Pilotage et soutien aux service du MUH	0	0	0	0,00	0	0,00
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	27 973 300	3 519 385	9 314 917	33,30	8 564 914	30,62
073-Energie	0	0	0	0,00	0	0,00
086-Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2 441 000	227 148	992 100	40,64	992 100	40,64
087-Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	75 000	0	0	0,00	0	0,00
088-Gouvernance environnementale et développement durable	144 775	0	0	0,00	0	0,00
089-Economie verte et changement climatique	50 000	0	0	0,00	0	0,00
109-Aménagements hydrauliques	11 016 000	1 365 050	4 920 080	44,66	4 920 080	44,66
110-Gestion intégrée des ressources en eau	969 912	15 779	21 000	2,17	21 000	2,17
111-Approvisionnement en eau potable	8 119 388	1 038 530	2 558 713	31,51	2 070 121	25,50
112-Assainissement des eaux usées et excréta	4 754 725	814 892	823 024	17,31	561 613	11,81
113-Pilotage et soutien	402 500	57 985	0	0,00	0	0,00
50-Grande Chancellerie	0	0	0	0,00	0	0,00
114-Ordres burkinabè	0	0	0	0,00	0	0,00
51-Conseil Supérieur de la Communication	0	0	0	0,00	0	0,00
115-Régulation du secteur de la communication	0	0	0	0,00	0	0,00
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	100 000	0	0	0,00	0	0,00
116-Contrôle d'Etat	100 000	0	0	0,00	0	0,00
54-Conseil Constitutionnel	10 000	0	0	0,00	0	0,00
117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	10 000	0	0	0,00	0	0,00
55-Conseil d'Etat	38 000	0	38 000	100,00	38 000	100,00
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	38 000	0	38 000	100,00	38 000	100,00
56-Cour des Comptes	20 000	0	20 000	100,00	20 000	100,00
119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	20 000	0	20 000	100,00	20 000	100,00
57-Cour de Cassation	195 000	0	195 000	100,00	195 000	100,00
120-Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence	195 000	0	195 000	100,00	195 000	100,00
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	0	0	0	0,00	0	0,00
121-Elections	0	0	0	0,00	0	0,00
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	115 000	0	115 000	100,00	115 000	100,00
122-Protection des données à caractère personnel	115 000	0	115 000	100,00	115 000	100,00
60-Médiateur du Faso	20 000	0	0	0,00	0	0,00
123-Médiateur du Faso	20 000	0	0	0,00	0	0,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	0	0	0	0,00	0	0,00
147-Défense des Droits Humains	0	0	0	0,00	0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	12 738 900	6 291 000	6 447 900	50,62	6 447 900	50,62
135-Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	12 738 900	6 291 000	6 447 900	50,62	6 447 900	50,62
99-Dépenses Communes Interministérielles	10 750 000	108 548	38 000	0,35	0	0,00
133-Dépenses communes interministérielles	10 750 000	108 548	38 000	0,35	0	0,00
Total général	494 784 238	21 355 683	196 792 032	39,77	184 066 506	37,20

Source : SI-N@fola

Annexe 8: Situation d'exécution des CP des crédits délégués au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)

SECTIONS	CP_AJUS	PROJET	ENGAGEMENTS COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
			a	b	c	d=c/a	e	f=e/c
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	1 620 975	269 891	914 583	56,42	615 162	67,26	613 262	37,83
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	1 096 165	138 232	591 061	53,92	447 711	75,75	447 711	40,84
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	822 034	157 077	502 663	61,15	332 724	66,19	330 480	40,20
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	252 210	35 240	98 161	38,92	66 692	67,94	66 692	26,44
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	312 750	15 267	178 258	57,00	138 971	77,96	138 971	44,44
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	269 570	50 795	72 901	27,04	32 790	44,98	32 490	12,05
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	8 738 119	863 042	1 949 994	22,32	557 629	28,60	557 629	6,38
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	300 424	42 108	85 615	28,50	40 085	46,82	40 085	13,34
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	42 121 366	2 012 628	31 482 899	74,74	29 321 114	93,13	29 313 710	69,59
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	132 405	8 045	61 508	46,45	51 251	83,32	51 251	38,71
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	249 059	10 341	42 752	17,17	30 497	71,33	30 497	12,24
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	255 000	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	553 052	97 050	211 878	38,31	118 201	55,79	112 201	20,29
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	301 725	87 094	44 356	14,70	19 790	44,62	19 790	6,56
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	133 000	29 211	50 487	37,96	30 521	60,45	30 521	22,95
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	211 034	23 450	99 978	47,38	72 819	72,83	72 819	34,51
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	9 089 007	2 092 820	3 714 144	40,86	758 414	20,42	736 614	8,10
51-Conseil Supérieur de la Communication	16 341	0	2 700	16,52	1 890	70,00	1 890	11,57
Total général	66 474 236	5 932 291	40 103 937	60,33	32 636 260	81,38	32 596 612	49,04

Source : SI-N@folo

Annexe 9 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales au 30 juin 2024 (en milliers FCFA).

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_AJUST*	MT PROJET CP	ENGAGEMENTS COMPTABILISES		LIQUIDES		MT ORD	
			Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
			a	b	c	d=c/a	e	f=e/c
01-Présidence du Faso	3 269 100	0	2 900 000	88,71	2 900 000	100,00	2 900 000	88,71
03-Primature	622 000	40 458	79 618	12,80	72 355	90,88	72 355	11,63
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	31 268	2 941	11 772	37,65	11 772	100,00	11 772	37,65
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	5 249 267	230 964	1 889 584	36,00	501 504	26,54	501 504	9,55
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	193 111	0	96 556	50,00	96 556	100,00	96 556	50,00
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	1 277 874	0	1 212 874	94,91	1 207 874	99,59	1 207 874	94,52
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5 246 529	1 300 878	2 117 468	40,36	2 063 879	97,47	2 063 879	39,34
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	12 500	0	6 750	54,00	4 500	66,67	4 500	36,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	9 124 690	50 473	4 127 346	45,23	3 951 479	95,74	3 951 179	43,30
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	116 519 242	6 210 427	52 930 799	45,43	46 359 649	87,59	46 359 649	39,79
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	38 100 196	352 653	22 606 486	59,33	22 192 557	98,17	22 192 557	58,25
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	93 355 031	6 474 094	49 977 896	53,54	42 354 818	84,75	42 347 414	45,36
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	76 037 254	697 166	34 444 551	45,30	34 212 448	99,33	34 212 448	44,99
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	2 190 688	0	1 640 141	74,87	810 624	49,42	810 624	37,00
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	5 540 783	1 742 567	1 433 567	25,87	1 431 900	99,88	1 431 900	25,84
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	52 527 604	13 538 045	26 699 685	50,83	13 028 316	48,80	13 028 316	24,80
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	6 894 532	87 094	298 001	4,32	42 250	14,18	42 250	0,61
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 480 500	73 690	381 836	25,79	359 325	94,10	359 325	24,27
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	675 727	156 194	20 183	2,99	20 183	100,00	20 183	2,99
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	40 339 580	3 774 712	20 770 153	51,49	15 131 902	72,85	15 099 402	37,43
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567	28 410 630	9 312 905	24,69	9 312 905	100,00	9 312 905	24,69
TOTAL	496 411 043	63 142 987	232 958 170	46,93	196 066 795	84,16	196 026 591	39,49

Source : SI-N@folo

Annexe 10 : Situation des consommations d'eau de 2023 et 2024 à fin juin (en milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS		2023	2024
1	Présidence du Faso	413 848	581 731
2	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	1 680	2 275
3	Primature	17 597	10 256
4	Assemblée Législative de Transition	20 809	7 986
5	Conseil Economique et Social	1 395	7 713
9	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	124 397	157 548
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions,	205 126	189 344
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	946 456	836 454
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	6 641	2 059
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	137 204	119 366
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5 971	4 041
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	48 680	62 147
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	16 807	11 186
21	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	532 383	550 241
22	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire	29 768	26 029
23	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	49 545	65 988
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	100 076	86 569
25	Ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	12 126	17 125
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 285	2 007
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	42 981	51 982
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	12 494	19 228
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	4 100	2 745
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	27 313	22 926
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	1 498	2 459
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	68 528	123 897
50	Grande Chancellerie	6 338	182
51	Conseil Supérieur de la Communication	1 823	1 933
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	1 653	1 913
54	Conseil Constitutionnel	313	315
55	Conseil d'Etat	0	0
56	Cour des Comptes	1 500	1 521
57	Cour de Cassation	2 404	1 600
58	Commission Electorale Nationale Independante (CENI)	2 479	2 369
59	Commission Informatique et des Libertés	686	42
60	Médiateur du Faso	1 671	3 149
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	7 463	11 488
TOTAUX		2 855 038	2 987 814

Source : DGAIE

Annexe 11 : Situation des consommations d'électricité de 2023 et 2024 à fin juin (en milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS		2023	2024
1	Présidence du Faso	228 709	223 089
2	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	9 392	8 507
3	Primature	47 905	43 127
4	Assemblée Législative de Transition	36 021	49 080
5	Conseil Economique et Social	8 658	7 072
9	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	585 140	616 716
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	209 341	231 192
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	931 764	1 028 068
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	34 229	31 637
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	790 053	773 611
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	48 851	43 803
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	225 758	241 258
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	80 380	64 898
21	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	1 688 211	1 818 557
22	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire	74 361	78 845
23	Ministère de l' Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	300 237	307 055
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	278 142	280 256
25	Ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	26 894	25 953
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	29 748	24 407
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	316 602	342 823
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	143 506	153 204
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	79 021	97 536
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	32 543	33 219
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	13 000	14 373
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	128 076	119 261
50	Grande Chancellerie	6 423	4 368
51	Conseil Supérieur de la Communication	15 739	10 189
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	16 057	24 624
54	Conseil Constitutionnel	6 217	5 595
55	Conseil d'Etat	0	0
56	Cour des Comptes	8 678	8 850
57	Cour de Cassation	12 436	9 624
58	Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	0	0
59	Commission Informatique et des Libertés	5 606	5 665
60	Médiateur du Faso	7 491	6 334
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	130 471	110 118
TOTAUX		6 555 659	6 842 914

Source : DGAIE

Annexe 12 : Situation des consommations de téléphone de 2023 et 2024 à fin juin (en milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS		2023	2024
1	Présidence du Faso	291 181	302 901
2	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	989	690
3	Primature	26 104	25 504
4	Assemblée Législative de Transition	37 909	39 080
5	Conseil Economique et Social	1 589	1 378
9	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	345 650	171 926
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	37 086	27 392
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	431 058	338 173
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	59 953	48 266
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	463 144	434 384
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	22 819	60 907
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	25 839	18 709
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	4 680	2 470
21	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	65 304	51 823
22	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire	13 702	10 064
23	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	19 632	13 759
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	16 741	9 156
25	Ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	5 606	4 368
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	25 256	33 421
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	68 897	57 976
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	22 957	19 981
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	156 392	114 642
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	3 984	2 099
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	702	581
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	26 737	17 294
50	Grande Chancellerie	969	715
51	Conseil Supérieur de la Communication	6 604	7 393
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	6 356	5 030
54	Conseil Constitutionnel	186	273
55	Conseil d'Etat	784	246
56	Cour des Comptes	320	-1
57	Cour de Cassation	0	0
58	Commission Electorale Nationale Independante (CENI)	10 951	10 796
59	Commission Informatique et des Libertés	2 001	1 589
60	Médiateur du Faso	6 886	4 572
61	COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	883	863
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	331 416	333 337
TOTAUX		2 541 268	2 171 756

Source : DGAIE

Annexe 13 : Situation des lignes téléphoniques suspendues par ministère au 30 juin 2024 (en FCFA)

N°SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	NOMBRE DE LIGNES TELEPHONIQUES SUSPENDUES
2	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	32
3	Primature	23
5	Conseil Economique et Social	16
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	167
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	626
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	39
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	1 153
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	130
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	77
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	80
21	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	529
22	Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	169
23	Ministère de l' Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	284
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	296
25	Ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	110
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	85
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	319
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	110
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	131
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	38
38	Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	1
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	140
50	Grande Chancellerie	4
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	14
54	Conseil Constitutionnel	1
55	Conseil d'Etat	3
56	Cour des Comptes	4
58	Commission Electorale Nationale Independante (CENI)	5
60	Médiateur du Faso	14
	Haute cours de justice	1
	TOTAUX	4 601

Source : DGAIE

Annexe 14 Situation des encaissements au Fonds de Soutien Patriotique au 30 juin 2024 (en FCFA)

N°	MODES DE CONTRIBUTION	TOTAL ENCAISSEMENT ANTERIEURS AU 23 JUIN 2024	ENCAISSEMENT DE LA PERIODE DU 24 AU 30 JUIN 2024			TOTAL ENCAISSEMENT AU 30 JUIN 2024 (7 = 3+4+5+6)	PART CONTRIBUTIVE
			COMPTE TRESOR 443590001597 (4)	ORANGE MONEY (5)	MOOV MONEY (6)		
	RECouvreMENT DGI	64 198 855 574	54 835 090	0	0	64 253 690 664	74,37%
1	PRELEVEMENTS (taxes)	51 387 102 774	54 835 090	0	0	51 441 937 864	59,54%
	Prélèvement BRAKINA/SODIBO	30 119 011 800	0			30 119 011 800	34,86%
	Prélèvement LIBS BRASSERIE	279 882 000	0			279 882 000	0,32%
	Prélèvement DAFANI	234 309 300	0			234 309 300	0,27%
	Prélèvement MABUCIG	714 423 750	0			714 423 750	0,83%
	Prélèvement TWELLIUM Industries	305 824 565	0			305 824 565	0,38%
	Prélèvement AFRIDIA Industries	55 101 600	0			55 101 600	0,06%
	Prélèvement Africa Food and Drink Industry	442 385 605	0			442 385 605	0,51%
	Cessions de terrains hors lotissement	0	0			0	0,00%
	Contribution spéciale sur les bénéfices des entreprises	19 236 164 154	54 835 090			19 290 999 244	22,33%
	RETENUES OBLIGATOIRES 1% SUR SALAIRE	1 461 559 118	0	0	0	1 461 559 118	1,69%
	SALAIRES TRAVAILLEURS DU PRIVE	1 461 559 118	0			1 461 559 118	1,69%
	TELEPHONE/TV	11 350 193 682	0	0	0	11 350 193 682	13,14%
	Prélèvement TELMOB	2 610 032 361	0			2 610 032 361	3,02%
	Prélèvement TELECEL	911 427 940	0			911 427 940	1,05%
Prélèvement ORANGE	6 202 332 785	0			6 202 332 785	7,18%	
Prélèvement CANAL PLUS	1 626 400 596	0			1 626 400 596	1,88%	
	RECouvreMENT DGD	6 804 111 827	18 453 601	-	-	6 822 565 428	7,90%
2	Prélèvement produits importés DOUANE	6 804 111 827	18 453 601			6 822 565 428	7,90%
	RECouvreMENT DGTCP	15 200 476 076	121 091 766	487 141	239 125	15 322 294 108	17,73%
	CESSIONS VOLONTAIRES	704 831 148	158 944	-	-	704 990 092	0,82%
	SYGASPE	63 166 981	0			63 166 981	0,07%
	EPE-SE-SEM et assimilés	-	0			-	0,00%
	DACA	620 764 981	158 944			620 923 925	0,72%
	COLLECTIVITES TERRITORIALES		0			-	0,00%
	ALT	20 899 186	0			20 899 186	0,02%
	RETENUES OBLIGATOIRES	12 607 583 742	111 993 291	-	-	12 719 577 033	14,72%
	SALAIRES SYGASPE	2 119 743 795	0			2 119 743 795	2,45%
	SALAIRES EPE-SE-SEM et assimilés	1 784 193 944	95 058 106			1 879 252 050	2,18%
	SALAIRES COLLECTIVITES TERRITORIALES	660 239 034	844 004			661 083 038	0,77%
	SALAIRES ALT	0	0			-	0,00%
3	SALAIRES Autres	133 646 161	0			133 646 161	0,15%
	RETENUES SUR PRIMES DE MOTIVATIONS	7 909 760 808	16 091 181			7 925 851 989	9,17%
	AFFECTATIONS DE RESSOURCES SPECIFIQUES	1	-	-	-	1	0,00%
	Fonds Miniers de Développement Local (FMDL)	1	0			1	0%
	LONAB	-	-			-	0,0%
	Fonds d'Accès au Service Universel (FASU)	-	-			-	0,0%
	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	1 888 061 185	8 939 531	487 141	239 125	1 897 726 982	2,20%
	Personnes morales	1 478 937 690	2 626 075			1 481 563 765	1,71%
	Personnes physiques	328 683 613	6 227 456			334 911 069	0,39%
	AUTRES CONTRIBUTIONS	12 021 682	0			12 021 682	0,01%
	ORANGE MONEY	34 400 947		487 141		34 888 088	0,04%
	MOOV MONEY	3 559 663			239 125	3 798 788	0,00%
	CONTRIBUTION DE LA DIASPORA	30 457 590	86 000			30 543 590	0,04%
	AUTRES SOURCES DE RECouvreMENT	0	0	0	0	0	0,00%
4	DONS ET LEGS	-	-	-	-	-	0,00%
	DONS FINANCIERS	-	-	-	-	-	0,00%
	DONS EN NATURE	-	-	-	-	-	0,00%
	TOUTES AUTRES RESSOURCES AUTORISEES	-	-	-	-	-	0,00%
	TOTAL DES CONTRIBUTIONS	86 203 443 477	194 380 457	487 141	239 125	86 398 550 200	100,00%

Source : DGTCP

Annexe 15 Situation d'exécution par catégorie de dépenses après régulation au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)

CATEGORIE	AE_APRES REGUL	CP_APRES REGUL	MT PROJET CP	ENG EXEMPTÉ VISA	MT ENG COMPTABILISÉ CP	TX ENG_CPTA (EN %)	MT LIQ	TX LIQ (EN %)	TX LIQ DES ENG CPT (EN %)	MT ORD	TX ORD (EN %)
DEPENSE COURANTES		2 251 127 347 413	51 997 927 398	5 350 223 536	1 204 397 127 303	53,50	1 183 205 443 868	52,56	98,24	1 133 522 948 951	50,35
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE		292 766 517 000	0	0	165 345 213 869	56,48	165 345 213 869	56,48	100,00	165 345 213 869	56,48
DÉPENSES DE PERSONNEL		1 202 216 333 000	6 583 942 996	5 350 223 536	604 728 881 967	50,30	603 607 835 843	50,21	99,81	559 992 305 214	46,58
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES		230 918 749 605	16 254 747 384	0	107 284 802 427	46,46	92 921 750 751	40,24	86,61	89 701 590 713	38,85
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS		523 925 747 808	29 138 156 634	0	326 615 566 212	62,34	320 907 980 577	61,25	98,25	318 061 176 327	60,71
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES		1 300 000 000	21 080 384	0	422 662 828	32,51	422 662 828	32,51	100,00	422 662 828	32,51
DEPENSES EN CAPITAL	737 774 651 000	1 254 806 052 687	38 919 640 989	0	526 602 742 422	41,97	483 936 909 997	38,57	91,90	477 603 381 542	38,06
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	727 774 651 000	1 244 806 052 687	38 919 640 989	0	525 327 994 969	42,20	482 662 162 544	38,77	91,88	476 328 634 089	38,27
FINANCEMENT ETAT	445 857 475 000	859 919 834 687	38 919 640 989	0	367 260 963 673	42,71	324 595 131 248	37,75	88,38	318 261 602 793	37,01
0-ETAT SEUL	419 920 908 000	805 580 998 687	36 542 478 097	0	352 148 135 612	43,71	311 833 304 951	38,71	88,55	305 499 776 496	37,92
1-CONTRE PARTIE	25 936 567 000	54 338 836 000	2 377 162 892	0	15 112 828 061	27,81	12 761 826 297	23,49	84,44	12 761 826 297	23,49
FINANCEMENT EXTERIEUR	281 917 176 000	384 886 218 000	0	0	158 067 031 296	41,07	158 067 031 296	41,07	100,00	158 067 031 296	41,07
2-SUBVENTION	122 629 828 000	179 594 821 000	0	0	50 212 143 693	27,96	50 212 143 693	27,96	100,00	50 212 143 693	27,96
3-PRÊT	159 287 348 000	205 291 397 000	0	0	107 854 887 603	52,54	107 854 887 603	52,54	100,00	107 854 887 603	52,54
TRANSFERTS EN CAPITAL	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	1 274 747 453	12,75	1 274 747 453	12,75	100,00	1 274 747 453	12,75
Total général	737 774 651 000	3 505 933 400 100	90 917 568 387	5 350 223 536	1 730 999 869 725	49,37	1 667 142 353 865	47,55	96,31	1 611 126 330 493	45,95

Source : SI-N@folo

Annexe 16 Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et service après régulation, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_APRES REGUL	MT PROJET CP	MT ENG COMPTABILISÉ CP	TX ENG_CPTA (EN %)	MT LIQ	TX LIQ (EN %)	TX LIQ DES ENG CPT (EN %)	MT ORD	TX ORD (EN %)
01-Présidence du Faso	6 054 506 000	477 071 728	2 044 197 935	33,76	1 756 863 383	29,02	85,94	1 756 863 383	29,02
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	577 606 000	7 389 345	294 880 740	51,05	221 240 322	38,30	75,03	221 240 322	38,30
03-Primature	2 140 723 000	57 302 443	841 920 841	39,33	714 471 148	33,38	84,86	714 471 148	33,38
05-Conseil Economique et Social	343 427 000	0	0	0,00	0	0,00		0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	13 053 431 500	411 635 053	8 830 804 573	67,65	8 429 438 285	64,58	95,45	8 427 538 285	64,56
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	5 298 467 000	624 667 990	1 927 960 977	36,39	1 065 496 207	20,11	55,27	1 065 496 207	20,11
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	25 242 042 000	737 150 143	10 654 769 929	42,21	9 234 445 500	36,58	86,67	6 120 131 500	24,25
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	19 456 550 000	729 388 847	10 585 375 008	54,41	9 678 919 809	49,75	91,44	9 446 956 040	48,55
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	33 114 554 000	309 525 594	4 228 780 621	12,77	3 339 610 463	10,09	78,97	3 337 366 263	10,08
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	4 653 133 000	94 130 034	1 665 104 024	35,78	1 102 831 201	23,70	66,23	1 102 831 201	23,70
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	2 228 836 000	60 693 953	950 969 416	42,67	818 773 733	36,74	86,10	818 773 733	36,74
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	5 908 038 000	660 460 739	4 587 170 166	77,64	4 279 821 935	72,44	93,30	4 279 521 935	72,44
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	23 678 508 213	6 196 424 396	8 734 299 511	36,89	7 161 882 647	30,25	82,00	7 161 882 647	30,25

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP APRES REGUL	MT PROJET CP	MT ENG COMPTABILISÉ CP	TX ENG CPTA (EN %)	MT LIQ	TX LIQ (EN %)	TX LIQ DES ENG CPT (EN %)	MT ORD	TX ORD (EN %)
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	1 944 668 000	228 176 072	655 742 649	33,72	297 307 030	15,29	45,34	297 307 030	15,29
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	45 488 401 892	1 802 767 595	34 297 433 889	75,40	29 897 869 985	65,73	87,17	29 890 465 945	65,71
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	2 678 991 000	110 891 610	960 005 096	35,83	809 598 152	30,22	84,33	809 598 152	30,22
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	624 514 000	19 339 000	348 081 797	55,74	201 944 662	32,34	58,02	201 944 662	32,34
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	583 701 000	108 615 825	76 667 869	13,13	56 189 287	9,63	73,29	56 189 287	9,63
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	1 983 272 000	119 749 275	632 096 144	31,87	538 074 724	27,13	85,13	532 074 724	26,83
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	1 876 080 000	129 400 895	804 769 178	42,90	544 716 460	29,03	67,69	544 716 460	29,03
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 634 183 000	68 216 507	206 988 217	12,67	189 800 217	11,61	91,70	189 800 217	11,61
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	984 682 000	98 757 187	497 655 113	50,54	405 308 822	41,16	81,44	405 308 822	41,16
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	902 058 000	58 580 735	300 582 615	33,32	247 816 903	27,47	82,45	247 816 903	27,47
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	2 115 741 000	146 569 064	961 847 110	45,46	682 737 313	32,27	70,98	682 437 313	32,26
50-Grande Chancellerie	713 147 000	0	210 249 500	29,48	210 249 500	29,48	100,00	210 249 500	29,48
51-Conseil Supérieur de la Communication	464 111 000	0	367 040 500	79,08	297 265 000	64,05	80,99	297 265 000	64,05
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	2 062 760 000	98 094 493	1 613 441 127	78,22	1 556 372 465	75,45	96,46	1 556 372 465	75,45
54-Conseil Constitutionnel	372 702 000	19 400 000	248 874 273	66,78	170 497 586	45,75	68,51	170 497 586	45,75
55-Conseil d'Etat	316 373 000	0	316 373 000	100,00	316 373 000	100,00	100,00	316 373 000	100,00
56-Cour des Comptes	803 545 000	0	803 545 000	100,00	778 745 000	96,91	96,91	778 745 000	96,91
57-Cour de Cassation	335 685 000	0	278 477 007	82,96	278 477 007	82,96	100,00	278 477 007	82,96
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	242 529 000	0	191 185 000	78,83	191 185 000	78,83	100,00	191 185 000	78,83
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	540 973 000	0	298 787 500	55,23	298 787 500	55,23	100,00	298 787 500	55,23
60-Médiateur du Faso	178 908 000	0	0	0,00	0	0,00		0	0,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	238 273 000	0	0	0,00	0	0,00		0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4 975 976 000	2 641 740 984	2 334 206 600	46,91	2 334 206 600	46,91	100,00	2 334 206 600	46,91
99-Dépenses Communes Interministérielles	17 107 654 000	238 607 877	5 534 519 502	32,35	4 814 433 905	28,14	86,99	4 958 699 876	28,99
Total général	230 918 749 605	16 254 747 384	107 284 802 427	46,46	92 921 750 751	40,24	86,61	89 701 590 713	38,85

Source : SI-N@folo

**Annexe 17: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants après régulation, par ministère au 30 juin 2024
(En milliers FCFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP APRES REGUL	MT PROJET CP	MT ENG COMPTABILISÉ CP	TX ENG_CPTA (EN %)	MT LIQ	TX LIQ (EN %)	TX LIQ DES ENG CPT (EN %)	MT ORD	TX ORD (EN %)
01-Présidence du Faso	16 145 771 000	0	14 685 297 000	90,95	14 685 297 000	90,95	100,00	14 685 297 000	90,95
03-Primature	4 300 104 000	38 303 375	2 231 374 249	51,89	2 195 513 926	51,06	98,39	2 195 513 926	51,06
04-Parlement	10 070 857 000	0	8 858 285 900	87,96	8 858 285 900	87,96	100,00	8 858 285 900	87,96
05-Conseil Economique et Social	4 640 000	0	0	0,00	0	0,00		0	0,00
09-Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	16 340 121 000	170 141 160	12 836 948 596	78,56	11 393 816 596	69,73	88,76	11 393 816 596	69,73
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	1 983 769 000	251 071 500	715 580 354	36,07	702 881 175	35,43	98,23	702 881 175	35,43
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	16 442 643 000	0	8 221 321 500	50,00	8 221 321 500	50,00	100,00	5 394 517 250	32,81
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	2 337 775 000	1 400 550 000	160 370 500	6,86	160 370 500	6,86	100,00	160 370 500	6,86
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	55 792 199 000	270 575 267	21 657 161 080	38,82	20 558 446 118	36,85	94,93	20 538 446 118	36,81
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	7 010 161 000	1 279 000 000	4 359 412 000	62,19	4 359 412 000	62,19	100,00	4 359 412 000	62,19
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	9 596 100 000	251 000 000	6 338 483 500	66,05	6 186 283 500	64,47	97,60	6 186 283 500	64,47
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	9 580 694 000	59 006 500	6 060 558 500	63,26	6 060 558 500	63,26	100,00	6 060 558 500	63,26
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	73 484 965 000	1 524 680 524	37 370 494 746	50,85	36 377 835 310	49,50	97,34	36 377 835 310	49,50
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	10 971 697 000	0	10 118 115 000	92,22	10 078 365 000	91,86	99,61	10 078 365 000	91,86
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	32 474 248 808	2 997 889 608	15 226 318 005	46,89	13 939 333 770	42,92	91,55	13 939 333 770	42,92
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	75 820 105 000	551 645 000	39 087 749 158	51,55	39 085 249 158	51,55	99,99	39 085 249 158	51,55
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	12 968 083 000	23 500 000	12 156 877 300	93,74	12 156 873 300	93,74	100,00	12 156 873 300	93,74
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	5 899 415 000	392 447 000	4 621 829 000	78,34	4 601 829 000	78,00	99,57	4 601 829 000	78,00
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	4 092 045 000	41 250 000	2 357 737 990	57,62	2 357 737 990	57,62	100,00	2 357 737 990	57,62
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	567 114 000	0	380 439 000	67,08	227 357 500	40,09	59,76	227 357 500	40,09
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	400 895 000	0	159 654 000	39,82	159 654 000	39,82	100,00	159 654 000	39,82
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 310 423 000	50 000 000	884 423 000	67,49	834 423 000	63,68	94,35	834 423 000	63,68
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	187 500 000	0	137 500 000	73,33	137 500 000	73,33	100,00	137 500 000	73,33
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	4 336 897 000	302 410 000	2 477 023 000	57,12	2 457 023 000	56,65	99,19	2 457 023 000	56,65
51-Conseil Supérieur de la Communication	137 374 000	0	135 524 000	98,65	135 524 000	98,65	100,00	135 524 000	98,65
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	10 200 000	5 500 000	4 700 000	46,08	4 700 000	46,08	100,00	4 700 000	46,08
54-Conseil Constitutionnel	2 297 000	1 297 000	1 000 000	43,54	1 000 000	43,54	100,00	1 000 000	43,54
55-Conseil d'Etat	1 220 000	0	1 220 000	100,00	1 220 000	100,00	100,00	1 220 000	100,00
56-Cour des Comptes	8 500 000	0	8 500 000	100,00	8 500 000	100,00	100,00	8 500 000	100,00
57-Cour de Cassation	202 014 000	0	202 000 000	99,99	202 000 000	99,99	100,00	202 000 000	99,99
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	249 101 000	0	131 050 500	52,61	131 050 500	52,61	100,00	131 050 500	52,61
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	93 487 000	0	47 243 500	50,53	47 243 500	50,53	100,00	47 243 500	50,53
60-Médiateur du Faso	389 124 000	0	74 691 562	19,19	74 691 562	19,19	100,00	74 691 562	19,19
61-Commission Nationale des Droits Humains	98 391 000	0	0	0,00	0	0,00		0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	19 077 893 000	18 977 889 700	100 000 000	0,52	100 000 000	0,52	100,00	100 000 000	0,52
99-Dépenses Communes Interministérielles	131 537 925 000	550 000 000	114 806 683 272	87,28	114 406 683 272	86,98	99,65	114 406 683 272	86,98
Total général	523 925 747 808	29 138 156 634	326 615 566 212	62,34	320 907 980 577	61,25	98,25	318 061 176 327	60,71

Source : SI-N@folo

Annexe 18: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté sur ressources propres par l'Etat après régulation, par ministère au 30 juin 2024 (En milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	AE APRES REGUL	CP APRES REGUL	MT PROJET CP	MT ENG COMPTABILISÉ CP	TX ENG_CPTA (EN %)	MT LIQ	TX LIQ (EN %)	TX LIQ DES ENG CPT (EN %)	MT ORD	TX ORD (EN %)
01-Présidence du Faso	30 450 673 000	36 450 673 000	15 250 575	36 165 423 000	99,22	34 045 423 000	93,40	94,14	34 045 423 000	93,40
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	320 000 000	320 000 000	303 850 000	14 900 000	4,66	0	0,00	0,00	0	0,00
03-Primature	805 000 000	805 000 000	18 990 994	19 983 300	2,48	19 983 300	2,48	100,00	19 983 300	2,48
04-Parlement	0	7 777 459 000	0	927 142 600	11,92	927 142 600	11,92	100,00	927 142 600	11,92
05-Conseil Economique et Social	0	0	0	0		0			0	
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	33 752 429 000	42 587 626 000	3 014 644 250	6 391 828 065	15,01	5 560 013 724	13,06	86,99	5 560 013 724	13,06
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	10 920 367 000	7 044 333 000	398 075 193	2 916 021 361	41,40	310 113 183	4,40	10,63	272 767 228	3,87
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	236 986 117 000	316 736 117 000	0	144 398 725 167	45,59	144 398 725 167	45,59	100,00	138 134 742 667	43,61
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	1 356 000 000	1 531 866 600	33 246 670	1 281 418 600	83,65	281 418 600	18,37	21,96	281 418 600	18,37
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	16 588 568 000	22 857 851 000	89 325 164	8 978 215 300	39,28	8 746 939 760	38,27	97,42	8 746 939 760	38,27
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 561 399 000	1 711 399 000	28 800 216	999 050 466	58,38	19 832 850	1,16	1,99	19 832 850	1,16
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	3 240 846 000	3 305 397 000	0	3 181 661 440	96,26	3 008 678 000	91,02	94,56	3 008 678 000	91,02
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	2 758 119 000	3 054 839 000	10 532 600	2 799 289 060	91,63	517 830 627	16,95	18,50	517 830 627	16,95
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	7 600 955 000	64 650 367 787	25 298 750	10 249 553 154	15,85	5 097 786 769	7,89	49,74	5 097 786 769	7,89
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	2 050 000 000	25 708 535 000	301 695 900	12 669 551 866	49,28	12 533 421 194	48,75	98,93	12 533 421 194	48,75
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	15 423 741 000	12 275 507 300	2 239 050 700	4 174 608 829	34,01	1 306 363 827	10,64	31,29	1 306 363 827	10,64
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	3 827 745 000	12 361 113 000	387 433 208	2 199 363 651	17,79	1 298 627 984	10,51	59,05	1 298 627 984	10,51
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	1 289 748 000	1 317 348 000	0	999 928 096	75,90	82 732 219	6,28	8,27	82 732 219	6,28
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	8 952 000	3 327 985 000	1 734 617 000	530 000 000	15,93	530 000 000	15,93	100,00	530 000 000	15,93
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	15 342 112 000	50 875 509 000	14 346 489 513	27 501 133 768	54,06	12 942 138 267	25,44	47,06	12 942 138 267	25,44
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	12 221 147 000	58 439 089 000	100 000 000	35 253 449 771	60,33	33 587 000 000	57,47	95,27	33 587 000 000	57,47
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	632 551 000	777 301 000	0	48 455 715	6,23	0	0,00	0,00	0	0,00
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	7 946 528 000	10 019 661 000	3 471 434 000	4 564 405 000	45,55	4 564 405 000	45,55	100,00	4 564 405 000	45,55
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	1 641 348 000	1 843 876 000	165 786 717	127 753 500	6,93	59 803 500	3,24	46,81	59 803 500	3,24
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	25 271 230 000	36 376 864 000	3 982 361 432	19 687 634 231	54,12	13 575 283 944	37,32	68,95	13 543 083 944	37,23
50-Grande Chancellerie	0	64 000 000	0	64 000 000	100,00	64 000 000	100,00	100,00	64 000 000	100,00
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0	0	0	0		0			0	
54-Conseil Constitutionnel	5 000 000	10 000 000	0	0	0,00	0	0,00		0	0,00
55-Conseil d'Etat	38 000 000	38 000 000	0	38 000 000	100,00	38 000 000	100,00	100,00	38 000 000	100,00
56-Cour des Comptes	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000	100,00	20 000 000	100,00	100,00	20 000 000	100,00
57-Cour de Cassation	195 000 000	195 000 000	0	195 000 000	100,00	195 000 000	100,00	100,00	195 000 000	100,00
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	115 000 000	165 000 000	0	165 000 000	100,00	165 000 000	100,00	100,00	165 000 000	100,00
60-Médiateur du Faso	0	0	0	0		0			0	
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	12 738 900 000	13 669 698 000	6 790 999 799	6 878 697 988	50,32	6 878 697 988	50,32	100,00	6 878 697 988	50,32
99-Dépenses Communes Interministérielles	750 000 000	123 602 420 000	1 461 758 308	33 820 769 745	27,36	33 820 769 745	27,36	100,00	33 820 769 745	27,36
Total général	445 857 475 000	859 919 834 687	38 919 640 989	367 260 963 673	42,71	324 595 131 248	37,75	88,38	318 261 602 793	37,01

Source : SI-N@folo

Annexe 19: Situation d'exécution des Crédits de paiement après régulation, par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs, au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)

SECTIONS-PROGRAMMES	CP APRES REGUL	PROJETS	COMPTA	Tx_COMPTA	LIQUI	Tx_LIQU_EC	ORD	Tx_ORD
01-Présidence du Faso	58 650 950 000	492 322 303	52 894 917 935	90,19	50 487 583 383	95,45	50 487 583 383	86,08
001-Pilotage de l'action présidentielle	53 999 471 000	492 322 303	48 244 917 935	89,34	45 837 583 383	95,01	45 837 583 383	84,89
002-Renforcement des capacités d'analyse et de transpare	451 479 000	0	450 000 000	99,67	450 000 000	100,00	450 000 000	99,67
003-Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4 200 000 000	0	4 200 000 000	100,00	4 200 000 000	100,00	4 200 000 000	100,00
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil de	897 606 000	311 239 345	309 780 740	34,51	221 240 322	71,42	221 240 322	24,65
004-Organisation du travail gouvernemental	897 606 000	311 239 345	309 780 740	34,51	221 240 322	71,42	221 240 322	24,65
03-Primature	7 245 827 000	114 596 812	3 093 278 390	42,69	2 929 968 374	94,72	2 929 968 374	40,44
005-Soutien à l'action de la Primature	2 950 473 000	65 020 107	936 986 333	31,76	802 883 496	85,69	802 883 496	27,21
006-Appui à la gouvernance	1 210 624 000	9 118 500	270 323 720	22,33	248 379 394	91,88	248 379 394	20,52
007-Pilotage des projets stratégiques	0	0	0		0		0	
008-Promotion du capital humain	3 084 730 000	40 458 205	1 885 968 337	61,14	1 878 705 484	99,61	1 878 705 484	60,90
04-Parlement	17 848 316 000	0	9 785 428 500	54,83	9 785 428 500	100,00	9 785 428 500	54,83
134-Fonction parlementaire	17 848 316 000	0	9 785 428 500	54,83	9 785 428 500	100,00	9 785 428 500	54,83
05-Conseil Economique et Social	348 067 000	0	0	0,00	0		0	0,00
009-Conseil Economique et Social	348 067 000	0	0	0,00	0		0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décen	71 981 178 500	3 596 420 463	28 059 581 234	38,98	25 383 268 605	90,46	25 381 368 605	35,26
010-Sureté de l'Etat	3 218 057 000	0	2 218 057 000	68,93	2 218 057 000	100,00	2 218 057 000	68,93
011-Administration du territoire	3 720 062 000	223 954 071	2 553 030 625	68,63	869 714 401	34,07	867 814 401	23,33
012-Sécurité intérieure	47 854 395 000	3 149 143 901	11 534 362 931	24,10	10 986 029 645	95,25	10 986 029 645	22,96
013-Protection Civile	3 620 960 000	153 000 000	2 054 672 338	56,74	1 663 064 678	80,94	1 663 064 678	45,93
014-Décentralisation	10 573 083 000	8 425 250	8 306 735 880	78,56	8 306 735 880	100,00	8 306 735 880	78,56
015-Etat civil	282 821 500	11 565 340	16 083 812	5,69	15 251 857	94,83	15 251 857	5,39
016-Pilotage et soutien des services du MATD	2 711 800 000	50 331 901	1 376 638 648	50,76	1 324 415 144	96,21	1 324 415 144	48,84
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé d	14 326 569 000	1 273 814 683	5 559 562 692	38,81	2 078 490 565	37,39	2 041 144 610	14,25
017-Administration judiciaire	5 060 380 000	554 815 569	2 101 732 198	41,53	601 351 202	28,61	601 351 202	11,88
018-Administration pénitentiaire	7 275 478 000	520 723 009	2 688 105 627	36,95	1 092 110 058	40,63	1 054 764 103	14,50
019-Droits humains	423 892 000	142 798 350	90 819 449	21,43	45 125 250	49,69	45 125 250	10,65
020-Civisme et citoyenneté	365 348 000	13 667 600	61 625 390	16,87	12 345 000	20,03	12 345 000	3,38
021-Pilotage et soutien	1 107 323 000	41 810 155	544 792 028	49,20	255 071 055	46,82	255 071 055	23,03
124-Relations avec le Parlement	94 148 000	0	72 488 000	76,99	72 488 000	100,00	72 488 000	76,99
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	358 420 802 000	737 150 143	163 274 816 596	45,55	161 854 492 167	99,13	149 649 391 417	41,75
022-Défense	195 004 455 000	0	97 122 894 167	49,81	97 122 894 167	100,00	97 122 894 167	49,81
023-Préparation et emploi des forces	48 820 403 000	0	24 410 201 500	50,00	24 410 201 500	100,00	12 205 100 750	25,00
024-Equipement des forces	22 881 801 000	0	11 440 900 500	50,00	11 440 900 500	100,00	11 440 900 500	50,00
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	6 489 102 000	0	3 244 551 000	50,00	3 244 551 000	100,00	3 244 551 000	50,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	1 782 053 000	0	891 026 500	50,00	891 026 500	100,00	891 026 500	50,00
027-Pilotage et soutien	83 442 988 000	737 150 143	26 165 242 929	31,36	24 744 918 500	94,57	24 744 918 500	29,65
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Ré	23 326 191 600	2 163 185 517	12 027 164 108	51,56	10 120 708 909	84,15	9 888 745 140	42,39
028-Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	18 593 536 600	550 542 170	10 733 823 672	57,73	9 675 740 300	90,14	9 452 735 300	50,84
029-Intégration africaine	1 644 371 000	1 260 000 000	0	0,00	0		0	0,00
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	2 342 842 000	292 075 547	1 018 319 302	43,47	416 632 340	40,91	416 632 340	17,78
137-Gestion des Burkinabè de l'extérieur	745 442 000	60 567 800	275 021 134	36,89	28 336 269	10,30	19 377 500	2,60

SECTIONS-PROGRAMMES	CP APRES REGUL	PROJETS	COMPTA	Tx_COMPTA	LIQUI	Tx_LIQU_EC	ORD	Tx_ORD
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	111 764 604 000	669 426 025	34 864 157 001	31,19	32 644 996 341	93,63	32 622 752 141	29,19
032-Pilotage de l'Economie et du développement	50 716 951 000	135 533 574	20 565 533 340	40,55	20 449 864 415	99,44	20 449 119 215	40,32
033-Mobilisation des ressources	21 771 803 000	12 151 320	7 864 405 260	36,12	7 053 753 500	89,69	7 053 753 500	32,40
034-Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exerc	2 886 991 000	139 281 700	752 761 368	26,07	429 396 583	57,04	427 897 583	14,82
036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	2 223 560 000	131 000 000	1 004 296 000	45,17	897 750 000	89,39	877 750 000	39,47
038-Pilotage et soutien des services du ministère	34 165 299 000	251 459 431	4 677 161 033	13,69	3 814 231 843	81,55	3 814 231 843	11,16
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Prospective	13 374 693 000	1 401 930 250	7 023 566 490	52,51	5 482 076 051	78,05	5 482 076 051	40,99
042-Recrutement, formation professionnelle et gestion de	7 608 461 000	87 331 945	4 185 143 428	55,01	2 903 863 280	69,39	2 903 863 280	38,17
043-Réforme de l'administration	177 750 000	0	125 000 000	70,32	125 000 000	100,00	125 000 000	70,32
044-Travail décent	4 635 110 000	1 300 877 807	2 117 467 689	45,68	2 063 879 000	97,47	2 063 879 000	44,53
045-Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	953 372 000	13 720 498	595 955 373	62,51	389 333 771	65,33	389 333 771	40,84
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et de la Prospective	15 130 333 000	311 693 953	10 471 114 356	69,21	10 013 735 233	95,63	10 013 735 233	66,18
039-Culture	2 309 408 000	2 550 000	1 983 920 000	85,91	1 959 422 000	98,77	1 959 422 000	84,85
040-Tourisme	1 705 158 000	4 850 000	1 085 635 036	63,67	913 854 450	84,18	913 854 450	53,59
046-Communication	9 113 953 000	275 589 000	6 529 790 776	71,65	6 504 106 000	99,61	6 504 106 000	71,36
047-Pilotage et soutien	2 001 814 000	28 704 953	871 768 544	43,55	636 352 783	73,00	636 352 783	31,79
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	18 543 571 000	729 999 839	13 447 017 726	72,52	10 858 211 062	80,75	10 857 911 062	58,55
052-Sport et activités physiques	8 660 525 000	600 148 900	7 866 639 200	90,83	5 793 528 767	73,65	5 793 528 767	66,90
053-Loisirs	170 282 000	24 800 000	35 756 776	21,00	14 970 500	41,87	14 970 500	8,79
054-Pilotage et soutien des services du MSL	2 138 686 000	34 277 939	1 361 219 381	63,65	1 042 191 835	76,56	1 042 191 835	48,73
101-Jeunesse	1 108 956 000	9 510 000	756 965 500	68,26	589 737 000	77,91	589 587 000	53,17
102-Formation professionnelle	4 692 538 000	6 371 500	2 667 570 580	56,85	2 663 480 860	99,85	2 663 405 860	56,76
103-Promotion de l'emploi	1 772 584 000	54 891 500	758 866 289	42,81	754 302 100	99,40	754 227 100	42,55
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	161 813 841 000	7 746 403 670	56 354 347 411	34,83	48 637 504 726	86,31	48 637 504 726	30,06
055-Offre de soin	47 840 629 000	515 652 857	26 683 726 132	55,78	21 665 613 412	81,19	21 665 613 412	45,29
056-Santé publique	35 470 048 000	1 694 774 367	17 698 434 943	49,90	16 631 586 377	93,97	16 631 586 377	46,89
057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	57 995 696 000	1 535 976 446	3 353 798 990	5,78	2 208 106 937	65,84	2 208 106 937	3,81
146-Accès aux produits de santé	20 507 468 000	4 000 000 000	8 618 387 346	42,03	8 132 198 000	94,36	8 132 198 000	39,65
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humaine et de la Prospective	38 624 900 000	529 871 972	23 443 409 515	60,70	22 909 093 224	97,72	22 909 093 224	59,31
048-Femme et du genre	378 797 000	11 976 000	230 620 240	60,88	169 928 000	73,68	169 928 000	44,86
049-Enfance et famille	2 419 468 000	15 340 200	1 583 287 951	65,44	1 471 046 500	92,91	1 471 046 500	60,80
050-Solidarité nationale et gestion des catastrophes	34 167 957 000	325 336 691	20 792 578 245	60,85	20 551 582 295	98,84	20 551 582 295	60,15
051-Pilotage et soutien des services du Ministère	1 658 678 000	177 219 081	836 923 079	50,46	716 536 429	85,62	716 536 429	43,20
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion de la Prospective	90 238 158 000	7 039 707 903	53 698 360 723	59,51	45 143 567 582	84,07	45 136 163 542	50,02
058-Accès à l'éducation formelle	33 210 945 000	4 821 941 737	13 863 521 539	41,74	10 458 550 671	75,44	10 455 966 631	31,48
059-Qualité de l'éducation formelle	46 257 313 000	1 597 802 036	33 921 471 885	73,33	29 849 820 863	88,00	29 845 000 863	64,52
060-Accès et qualité de l'éducation non formelle	2 766 047 000	139 889 125	2 447 724 142	88,49	2 269 491 925	92,72	2 269 491 925	82,05
061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle	8 003 853 000	480 075 005	3 465 643 157	43,30	2 565 704 123	74,03	2 565 704 123	32,06
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de la Prospective	90 860 209 000	1 049 969 818	42 247 117 905	46,50	41 193 475 294	97,51	41 193 475 294	45,34
062-Enseignement supérieur	41 370 393 000	696 637 232	17 451 433 554	42,18	17 226 331 416	98,71	17 226 331 416	41,64
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	34 104 727 000	529 000	16 993 117 000	49,83	16 986 117 000	99,96	16 986 117 000	49,81
064-Recherche scientifique et technologique	9 911 285 000	8 645 000	5 953 575 641	60,07	5 283 136 192	88,74	5 283 136 192	53,30
065-Pilotage et soutien aux services du MESRSI	4 995 996 000	185 126 610	1 835 991 710	36,75	1 687 390 686	91,91	1 687 390 686	33,77
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innov	477 808 000	159 031 976	13 000 000	2,72	10 500 000	80,77	10 500 000	2,20

SECTIONS-PROGRAMMES	CP APRES REGUL	PROJETS	COMPTA	Tx_COMPTA	LIQUI	Tx_LIQU_EC	ORD	Tx_ORD
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de	14 909 945 000	42 839 000	13 504 887 193	90,58	12 441 550 181	92,13	12 441 550 181	83,44
067-Industrie	481 608 000	0	292 713 744	60,78	170 304 800	58,18	170 304 800	35,36
068-Commerce	10 812 428 000	0	10 537 267 570	97,46	10 523 777 570	99,87	10 523 777 570	97,33
069-Artisanat	1 701 335 000	0	1 427 887 496	83,93	609 640 919	42,70	609 640 919	35,83
070-Secteur privé	1 395 147 000	23 500 000	998 195 000	71,55	942 663 000	94,44	942 663 000	67,57
071-Pilotage et soutien	519 427 000	19 339 000	248 823 383	47,90	195 163 892	78,43	195 163 892	37,57
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	9 811 101 000	2 235 679 825	5 228 496 869	53,29	5 188 018 287	99,23	5 188 018 287	52,88
072-Mines	3 641 551 000	418 948 000	3 075 410 000	84,45	3 075 410 000	100,00	3 075 410 000	84,45
073-Energie	5 053 635 000	1 753 057 925	1 467 167 000	29,03	1 435 500 000	97,84	1 435 500 000	28,41
074-Pilotage et soutien des services du Ministère des Mine	347 491 000	50 937 900	45 145 500	12,99	36 333 918	80,48	36 333 918	10,46
138-Carrières	768 424 000	12 736 000	640 774 369	83,39	640 774 369	100,00	640 774 369	83,39
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halie	56 950 826 000	14 507 488 788	30 490 967 902	53,54	15 837 950 981	51,94	15 831 950 981	27,80
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	17 276 513 000	5 527 123 682	9 124 524 990	52,81	1 256 887 495	13,77	1 256 887 495	7,28
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutriti	10 235 536 000	4 982 589 000	3 762 817 921	36,76	2 970 456 950	78,94	2 970 456 950	29,02
077-Economie agricole	1 297 933 000	32 599 360	198 769 115	15,31	131 209 749	66,01	131 209 749	10,11
078-Développement durable des productions agricoles	14 032 149 000	3 104 512 715	8 657 849 150	61,70	6 119 470 178	70,68	6 119 470 178	43,61
079-Sécurisations foncière, formation professionnelle agric	2 658 755 000	126 570 549	1 639 159 460	61,65	1 163 889 695	71,01	1 163 889 695	43,78
080-Pilotage et soutien	5 443 937 000	629 309 616	2 896 634 041	53,21	2 550 129 505	88,04	2 544 129 505	46,73
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastora	573 110 000	17 032 050	178 183 125	31,09	131 134 100	73,60	131 134 100	22,88
082-Productivité et compétitivité des productions animales	3 958 924 000	23 039 034	3 078 190 176	77,75	827 590 220	26,89	827 590 220	20,90
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	1 150 219 000	31 003 457	851 929 505	74,07	644 198 750	75,62	644 198 750	56,01
084-Développement des productions halieutiques et aquac	323 750 000	33 709 325	102 910 419	31,79	42 984 339	41,77	42 984 339	13,28
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	60 882 283 000	229 400 895	36 438 657 949	59,85	34 359 073 960	94,29	34 359 073 960	56,44
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéropor	14 336 807 000	137 093 720	1 094 473 673	7,63	183 260 600	16,74	183 260 600	1,28
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urb	43 143 947 000	50 000 000	34 198 779 345	79,27	33 366 132 000	97,57	33 366 132 000	77,34
093-Développement de réseau de pistes rurales	998 175 000	0	125 630 463	12,59	12 583 000	10,02	12 583 000	1,26
094-Pilotage et soutien	2 403 354 000	42 307 175	1 019 774 468	42,43	797 098 360	78,16	797 098 360	33,17
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Co	2 812 379 000	68 216 507	415 097 932	14,76	349 454 217	84,19	349 454 217	12,43
095-Developpement d'infrastructures de communications	636 046 000	0	54 725 715	8,60	4 967 000	9,08	4 967 000	0,78
096-Appui au sous-secteur postal	1 489 804 000	55 516 507	139 712 217	9,38	138 546 217	99,17	138 546 217	9,30
097-Pilotage et soutien aux structures du MDENP	108 034 000	12 700 000	54 768 000	50,70	43 665 000	79,73	43 665 000	40,42
136-Transformation et écosystème numérique	578 495 000	0	165 892 000	28,68	162 276 000	97,82	162 276 000	28,05
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de	12 314 766 000	3 620 191 187	5 946 483 113	48,29	5 804 136 822	97,61	5 804 136 822	47,13
098-Transports et météorologie	10 499 084 000	3 488 133 412	5 218 586 590	49,71	5 144 528 673	98,58	5 144 528 673	49,00
099-Mobilité et sécurité routière	1 171 500 000	73 690 386	381 835 578	32,59	359 324 579	94,10	359 324 579	30,67
100-Pilotage et soutien des services du MTMUSR	644 182 000	58 367 389	346 060 945	53,72	300 283 570	86,77	300 283 570	46,61
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de	2 933 434 000	224 367 452	565 836 115	19,29	445 120 403	78,67	445 120 403	15,17
105-Planification et aménagement urbain	1 364 573 000	14 452 358	196 659 080	14,41	174 702 059	88,83	174 702 059	12,80
106-Architecture et construction	802 913 000	29 170 677	147 124 270	18,32	136 978 230	93,10	136 978 230	17,06
107-Accès aux logements décents	513 603 000	165 786 717	127 753 500	24,87	59 803 500	46,81	59 803 500	11,64
108-Pilotage et soutien aux service du MUH	252 345 000	14 957 700	94 299 265	37,37	73 636 614	78,09	73 636 614	29,18

SECTIONS-PROGRAMMES	CP APRES REGUL	PROJETS	COMPTA	Tx_COMPTA	LIQUI	Tx_LIQU_EC	ORD	Tx_ORD
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	42 829 502 000	4 431 340 496	23 126 504 341	54,00	16 715 044 257	72,28	16 682 544 257	38,95
086-Gestion durable des ressources forestières et fauniques	9 074 331 000	810 384 000	6 737 330 532	74,25	6 494 457 000	96,40	6 494 457 000	71,57
087-Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	554 799 000	16 001 700	452 773 859	81,61	417 773 859	92,27	407 073 859	73,37
088-Gouvernance environnementale et développement durable	493 261 000	109 407 280	79 086 412	16,03	32 150 000	40,65	32 150 000	6,52
089-Economie verte et changement climatique	417 625 000	52 046 000	163 093 317	39,05	60 440 000	37,06	60 440 000	14,47
109-Aménagements hydrauliques	11 650 699 000	640 521 635	8 487 080 556	72,85	6 409 421 782	75,52	6 409 121 782	55,01
110-Gestion intégrée des ressources en eau	2 699 162 000	39 267 958	1 547 922 067	57,35	1 150 887 010	74,35	1 146 887 010	42,49
111-Approvisionnement en eau potable	8 770 476 000	1 329 973 757	2 980 421 549	33,98	663 015 937	22,25	653 015 937	7,45
112-Assainissement des eaux usées et excréta	5 410 099 000	967 457 879	1 194 592 743	22,08	293 626 407	24,58	286 126 407	5,29
113-Pilotage et soutien	3 759 050 000	466 280 287	1 484 203 306	39,48	1 193 272 262	80,40	1 193 272 262	31,74
50-Grande Chancellerie	777 147 000	0	274 249 500	35,29	274 249 500	100,00	274 249 500	35,29
114-Ordres burkinabè	777 147 000	0	274 249 500	35,29	274 249 500	100,00	274 249 500	35,29
51-Conseil Supérieur de la Communication	601 485 000	0	502 564 500	83,55	432 789 000	86,12	432 789 000	71,95
115-Régulation du secteur de la communication	601 485 000	0	502 564 500	83,55	432 789 000	86,12	432 789 000	71,95
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	2 072 960 000	103 594 493	1 618 141 127	78,06	1 561 072 465	96,47	1 561 072 465	75,31
116-Contrôle d'Etat	2 072 960 000	103 594 493	1 618 141 127	78,06	1 561 072 465	96,47	1 561 072 465	75,31
54-Conseil Constitutionnel	384 999 000	20 697 000	249 874 273	64,90	171 497 586	68,63	171 497 586	44,54
117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	384 999 000	20 697 000	249 874 273	64,90	171 497 586	68,63	171 497 586	44,54
55-Conseil d'Etat	355 593 000	0	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	355 593 000	0	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00	355 593 000	100,00
56-Cour des Comptes	832 045 000	0	832 045 000	100,00	807 245 000	97,02	807 245 000	97,02
119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	832 045 000	0	832 045 000	100,00	807 245 000	97,02	807 245 000	97,02
57-Cour de Cassation	732 699 000	0	675 477 007	92,19	675 477 007	100,00	675 477 007	92,19
120-Régulation performante du droit et unification efficace du droit	732 699 000	0	675 477 007	92,19	675 477 007	100,00	675 477 007	92,19
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	491 630 000	0	322 235 500	65,54	322 235 500	100,00	322 235 500	65,54
121-Elections	491 630 000	0	322 235 500	65,54	322 235 500	100,00	322 235 500	65,54
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	799 460 000	0	511 031 000	63,92	511 031 000	100,00	511 031 000	63,92
122-Protection des données à caractère personnel	799 460 000	0	511 031 000	63,92	511 031 000	100,00	511 031 000	63,92
60-Médiateur du Faso	568 032 000	0	74 691 562	13,15	74 691 562	100,00	74 691 562	13,15
123-Médiateur du Faso	568 032 000	0	74 691 562	13,15	74 691 562	100,00	74 691 562	13,15
61-Commission Nationale des Droits Humains	336 664 000	0	0	0,00	0		0	0,00
147-Défense des Droits Humains	336 664 000	0	0	0,00	0		0	0,00
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567 000	28 410 630 483	9 312 904 588	24,69	9 312 904 588	100,00	9 312 904 588	24,69
135-Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567 000	28 410 630 483	9 312 904 588	24,69	9 312 904 588	100,00	9 312 904 588	24,69
99-Dépenses Communes Interministérielles	283 547 999 000	2 271 446 569	155 859 382 800	54,97	154 739 297 203	99,28	154 883 563 174	54,62
133-Dépenses communes interministérielles	283 547 999 000	2 271 446 569	155 859 382 800	54,97	154 739 297 203	99,28	154 883 563 174	54,62
Total général	1 626 064 332 100	84 333 625 391	802 858 742 593	49,37	740 122 272 857	92,19	727 721 780 114	44,75

Source : SI-N@folo

Annexe 20: Situation d'exécution des autorisations d'engagement après régulation par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)

LB_PROGRAMME	AE AJUSTEES	AE APRES REGUL	MT PROJET AE	MT ENG_VISÉ AE	TX ENG_VISÉ AE (EN %)	MT ENG COMPTABILISÉ AE	TX ENG_CPTA AE (EN %)
001-Pilotage de l'action présidentielle	30 621 262 000	30 450 673 000	15 250 575	28 665 423 000	94,14	28 665 423 000	94,14
004-Organisation du travail gouvernemental	320 000 000	320 000 000	303 850 000	14 900 000	4,66	14 900 000	4,66
005-Soutien à l'action de la Primature	1 625 000 000	725 000 000	0	0	0,00	0	0,00
008-Promotion du capital humain	475 000 000	80 000 000	0	0	0,00	0	0,00
009-Conseil Economique et Social	138 526 000	0	0	0		0	
010-Sureté de l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0,00	0	0,00
011-Administration du territoire	200 000 000	0	0	0		0	
012-Sécurité intérieure	31 616 929 000	31 616 929 000	2 998 144 250	10 728 611 999	33,93	542 302 458	1,72
013-Protection Civile	1 200 000 000	1 050 000 000	0	1 001 941 301	95,42	380 000 000	36,19
015-Etat civil	30 560 000	30 560 000	0	0	0,00	0	0,00
016-Pilotage et soutien des services du MATD	54 940 000	54 940 000	0	0	0,00	0	0,00
017-Administration judiciaire	8 241 964 000	8 206 897 000	126 724 782	717 512 227	8,74	717 512 227	8,74
018-Administration pénitentiaire	2 668 538 000	2 636 620 000	24 667 453	1 463 579 452	55,51	1 461 932 952	55,45
019-Droits humains	25 000 000	25 000 000	17 426 850	0	0,00	0	0,00
020-Civisme et citoyenneté	25 000 000	25 000 000	0	17 000 000	68,00	17 000 000	68,00
021-Pilotage et soutien	30 000 000	26 850 000	0	2 450 000	9,12	2 450 000	9,12
022-Défense	115 248 205 000	115 248 205 000	0	57 244 769 167	49,67	57 244 769 167	49,67
023-Préparation et emploi des forces	25 055 930 000	25 055 930 000	0	12 527 965 000	50,00	12 527 965 000	50,00
024-Equipement des forces	22 759 062 000	22 759 062 000	0	11 379 531 000	50,00	11 379 531 000	50,00
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	3 135 808 000	3 135 808 000	0	1 567 904 000	50,00	1 567 904 000	50,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	325 211 000	325 211 000	0	162 605 500	50,00	162 605 500	50,00
027-Pilotage et soutien	70 461 901 000	70 461 901 000	0	21 640 950 500	30,71	21 640 950 500	30,71
028-Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	1 560 000 000	1 356 000 000	33 246 670	1 213 132 000	89,46	1 213 132 000	89,46
032-Pilotage de l'Economie et du développement	4 648 568 000	2 398 568 000	0	1 128 568 000	47,05	1 128 568 000	47,05
033-Mobilisation des ressources	13 800 000 000	13 200 000 000	0	4 000 000 000	30,30	4 000 000 000	30,30
038-Pilotage et soutien des services du ministère	1 240 000 000	990 000 000	37 369 764	255 293 450	25,79	0	0,00
039-Culture	864 000 000	64 000 000	0	0	0,00	0	0,00
040-Tourisme	925 168 000	925 168 000	0	861 176 216	93,08	861 176 216	93,08
042-Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	1 050 000 000	1 050 000 000	0	1 015 197 550	96,69	985 208 550	93,83
044-Travail décent	676 399 000	511 399 000	28 800 216	30 685 056	6,00	13 841 916	2,71
046-Communication	2 251 678 000	2 251 678 000	0	2 251 678 000	100,00	2 251 678 000	100,00
050-Solidarité nationale et gestion des catastrophes	2 400 000 000	2 050 000 000	269 984 000	1 000 000 000	48,78	1 000 000 000	48,78
052-Sport et activités physiques	2 356 119 000	2 261 119 000	4 926 900	0	0,00	0	0,00
054-Pilotage et soutien des services du MSL	200 000 000	200 000 000	0	59 932 200	29,97	59 932 200	29,97
055-Offre de soin	15 654 903 000	6 826 451 000	0	500 000 000	7,32	500 000 000	7,32
056-Santé publique	907 052 000	762 514 000	22 303 750	148 553 075	19,48	136 577 975	17,91
057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	39 000 000	11 990 000	2 995 000	8 995 000	75,02	5 995 000	50,00
058-Accès à l'éducation formelle	13 602 800 000	8 384 202 000	1 387 865 703	2 207 417 289	26,33	2 154 226 194	25,69
059-Qualité de l'éducation formelle	6 748 000 000	5 772 539 000	317 576 735	641 371 124	11,11	546 161 550	9,46
060-Accès et qualité de l'éducation non formelle	200 000 000	200 000 000	0	0	0,00	0	0,00
061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	1 567 000 000	1 067 000 000	164 822 250	255 550 936	23,95	100 393 360	9,41
062-Enseignement supérieur	1 760 000 000	1 674 282 000	18 808 800	200 000 000	11,95	200 000 000	11,95
064-Recherche scientifique et technologique	2 193 902 000	1 880 142 000	0	347 500 000	18,48	347 500 000	18,48
065-Pilotage et soutien aux services du MESRSI	774 825 000	22 977 000	0	22 976 960	100,00	0	0,00
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	290 750 000	250 344 000	19 871 200	43 119 800	17,22	0	0,00
067-Industrie	425 000 000	239 300 000	0	192 053 060	80,26	99 624 300	41,63

LB_PROGRAMME	AE AJUSTEES	AE APRES REGUL	MT PROJET AE	MT ENG_VISÉ AE	TX ENG_VISÉ AE (EN %)	MT ENG COMPTABILISÉ AE	TX ENG_CPTA AE (EN %)
068-Commerce	225 000 000	0	0	0		0	
069-Artisanat	1 150 448 000	1 014 948 000	0	999 254 052	98,45	857 103 996	84,45
071-Pilotage et soutien	85 000 000	35 500 000	0	24 967 010	70,33	0	0,00
073-Energie	1 900 671 000	8 952 000	0	8 951 244	99,99	0	0,00
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	10 906 700 000	9 972 700 000	1 917 822 196	7 675 777 684	76,97	7 675 777 684	76,97
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	1 182 799 000	986 792 000	0	870 501 185	88,22	870 501 185	88,22
077-Economie agricole	295 990 000	295 990 000	0	0	0,00	0	0,00
078-Développement durable des productions agricoles	2 575 200 000	1 169 500 000	237 917 500	599 985 568	51,30	599 985 568	51,30
079-Sécurisations foncière,formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	706 840 000	509 397 000	0	310 594 000	60,97	310 594 000	60,97
080-Pilotage et soutien	495 239 000	201 286 000	56 233 020	68 396 532	33,98	53 952 552	26,80
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	156 050 000	148 750 000	0	0	0,00	0	0,00
082-Productivité et compétitivité des productions animales	1 416 129 000	1 412 697 000	0	1 345 724 810	95,26	1 345 724 810	95,26
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	520 000 000	470 000 000	0	419 064 935	89,16	419 064 935	89,16
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	175 000 000	175 000 000	24 200 000	29 996 500	17,14	29 996 500	17,14
086-Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2 441 000 000	2 036 000 000	227 147 800	992 100 165	48,73	992 100 165	48,73
087-Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	75 000 000	42 000 000	0	0	0,00	0	0,00
088-Gouvernance environnementale et développement durable	144 775 000	144 775 000	0	0	0,00	0	0,00
089-Economie verte et changement climatique	50 000 000	50 000 000	0	0	0,00	0	0,00
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	8 667 934 000	8 317 934 000	0	0	0,00	0	0,00
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	4 509 548 000	3 338 213 000	0	0	0,00	0	0,00
093-Développement de réseau de pistes rurales	3 564 000 000	0	0	0		0	
094-Pilotage et soutien	565 000 000	565 000 000	0	0	0,00	0	0,00
095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	1 275 951 000	575 951 000	0	0	0,00	0	0,00
098-Transports et météorologie	7 666 528 000	7 666 528 000	3 252 798 000	4 413 730 000	57,57	4 413 730 000	57,57
099-Mobilité et sécurité routière	589 000 000	280 000 000	0	0	0,00	0	0,00
101-Jeunesse	180 000 000	180 000 000	0	180 000 000	100,00	180 000 000	100,00
102-Formation professionnelle	416 231 000	72 000 000	0	0	0,00	0	0,00
103-Promotion de l'emploi	45 000 000	45 000 000	0	0	0,00	0	0,00
105-Planification et aménagement urbain	1 000 000 000	930 273 000	0	0	0,00	0	0,00
106-Architecture et construction	400 000 000	400 000 000	0	0	0,00	0	0,00
107-Accès aux logements décents	703 180 000	311 075 000	153 145 702	157 928 898	50,77	0	0,00
109-Aménagements hydrauliques	11 016 000 000	11 016 000 000	1 365 050 314	4 920 080 000	44,66	4 920 080 000	44,66
110-Gestion intégrée des ressources en eau	969 912 000	705 012 000	15 779 250	21 000 000	2,98	21 000 000	2,98
111-Approvisionnement en eau potable	8 119 388 000	6 790 176 000	1 038 530 478	2 558 712 862	37,68	2 070 121 196	30,49
112-Assainissement des eaux usées et excréta	4 754 725 000	4 404 281 000	814 891 570	823 023 905	18,69	561 612 537	12,75
113-Pilotage et soutien	402 500 000	82 986 000	57 985 200	0	0,00	0	0,00
116-Contrôle d'Etat	100 000 000	0	0	0		0	
117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	10 000 000	5 000 000	0	0	0,00	0	0,00
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	38 000 000	38 000 000	0	38 000 000	100,00	38 000 000	100,00
119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000	100,00	20 000 000	100,00
120-Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	195 000 000	195 000 000	0	195 000 000	100,00	195 000 000	100,00
122-Protection des données à caractère personnel	115 000 000	115 000 000	0	115 000 000	100,00	115 000 000	100,00
123-Médiateur du Faso	20 000 000	0	0	0		0	
133-Dépenses communes interministérielles	10 750 000 000	10 750 000 000	108 547 596	38 000 012	0,35	0	0,00
135-Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	12 738 900 000	12 738 900 000	6 290 999 879	6 447 900 000	50,62	6 447 900 000	50,62
136-Transformation et écosystème numérique	56 600 000	56 600 000	0	0	0,00	0	0,00
Total général	494 784 238 000	455 857 475 000	21 355 683 403	196 792 032 224	43,17	184 066 506 193	40,38

Source : SI-N@folo

Annexe 21: Situation d'exécution des CP des crédits délégués après régulation au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)

SECTIONS	CP APRES REGUL	PROJET	COMPTA	Taux COMPTA	LIQU	Tx LIQU	ORD	Tx ORD
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	1 455 726 000	269 890 511	914 582 968	62,83	615 162 299	67,26	613 262 299	42,13
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	1 096 165 000	138 232 009	591 060 811	53,92	447 711 245	75,75	447 711 245	40,84
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	764 377 000	157 077 192	502 663 167	65,76	332 723 957	66,19	330 479 757	43,24
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	244 787 000	35 239 761	98 160 710	40,10	66 692 440	67,94	66 692 440	27,25
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	278 226 000	15 267 000	178 258 096	64,07	138 970 950	77,96	138 970 950	49,95
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	269 570 000	50 795 000	72 901 257	27,04	32 790 100	44,98	32 490 100	12,05
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	4 253 986 623	863 042 379	1 949 994 192	45,84	557 628 840	28,60	557 628 840	13,11
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	284 282 000	42 108 200	85 615 410	30,12	40 084 601	46,82	40 084 601	14,10
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	42 121 366 450	2 012 627 965	31 482 899 389	74,74	29 321 114 478	93,13	29 313 710 438	69,59
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	108 435 000	8 045 410	61 507 791	56,72	51 250 625	83,32	51 250 625	47,26
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	95 285 000	10 341 000	42 751 500	44,87	30 496 500	71,33	30 496 500	32,01
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	191 250 000	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	442 619 000	97 050 278	211 877 650	47,87	118 200 650	55,79	112 200 650	25,35
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	301 724 500	87 093 720	44 355 710	14,70	19 789 600	44,62	19 789 600	6,56
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	133 000 000	29 211 047	50 487 132	37,96	30 520 800	60,45	30 520 800	22,95
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	182 766 000	23 450 096	99 977 794	54,70	72 818 737	72,83	72 818 737	39,84
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	9 054 987 000	2 092 819 726	3 714 143 825	41,02	758 414 476	20,42	736 614 476	8,13
51-Conseil Supérieur de la Communication	11 076 000	0	2 700 000	24,38	1 890 000	70,00	1 890 000	17,06
Total général	61 289 628 573	5 932 291 294	40 103 937 402	65,43	32 636 260 298	81,38	32 596 612 058	53,18

Source : SI-N@folo

Annexe 22: Situation d'exécution des CP des dépenses sociales après régulation par programme au 30 juin 2024 (en milliers FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP APRES REGUL	MT PROJET CP	MT ENG COMPTABILISÉ CP	TX ENG CPTA (EN %)	MT LIQ	TX LIQ (EN %)	TX LIQ DES ENG CPT (EN %)	MT ORD	TX ORD (EN %)
01-Présidence du Faso	3 129 099 000	0	2 900 000 000	92,68	2 900 000 000	92,68	100,00	2 900 000 000	92,68
03-Primature	610 030 000	40 458 205	79 618 337	13,05	72 355 484	11,86	90,88	72 355 484	11,86
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	23 460 500	2 941 340	11 772 496	50,18	11 772 496	50,18	100,00	11 772 496	50,18
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	4 007 912 000	230 963 950	1 889 583 841	47,15	501 503 970	12,51	26,54	501 503 970	12,51
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	193 111 000	0	96 555 500	50,00	96 555 500	50,00	100,00	96 555 500	50,00
14-Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	1 277 874 000	0	1 212 874 000	94,91	1 207 874 000	94,52	99,59	1 207 874 000	94,52
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	4 635 110 000	1 300 877 807	2 117 467 689	45,68	2 063 879 000	44,53	97,47	2 063 879 000	44,53
18-Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	9 625 000	0	6 750 000	70,13	4 500 000	46,75	66,67	4 500 000	46,75
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	7 368 506 000	50 473 000	4 127 346 369	56,01	3 951 478 960	53,63	95,74	3 951 478 960	53,62
21-Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	103 696 084 000	6 210 427 224	52 930 799 421	51,04	46 359 648 789	44,71	87,59	46 359 648 789	44,71
22-Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	36 962 472 000	352 652 891	22 606 486 436	61,16	22 192 556 795	60,04	98,17	22 192 556 795	60,04
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	81 859 364 000	6 474 093 773	49 977 895 941	61,05	42 354 817 684	51,74	84,75	42 347 413 644	51,73
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	75 475 120 000	697 166 232	34 444 550 554	45,64	34 212 448 416	45,33	99,33	34 212 448 416	45,33
25-Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	2 014 301 000	0	1 640 141 140	81,42	810 623 919	40,24	49,42	810 623 919	40,24
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	4 989 757 000	1 742 567 000	1 433 567 000	28,73	1 431 900 000	28,70	99,88	1 431 900 000	28,70
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	50 119 887 000	13 538 045 134	26 699 685 219	53,27	13 028 315 803	25,99	48,80	13 028 315 803	25,99
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	2 575 154 000	87 093 720	298 000 636	11,57	42 250 100	1,64	14,18	42 250 100	1,64
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 171 500 000	73 690 386	381 835 578	32,59	359 324 579	30,67	94,10	359 324 579	30,67
38-Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	369 440 000	156 194 407	20 182 500	5,46	20 182 500	5,46	100,00	20 182 500	5,46
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	37 097 991 000	3 774 711 794	20 770 153 207	55,99	15 131 902 478	40,79	72,85	15 099 402 478	40,70
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	37 723 567 000	28 410 630 483	9 312 904 588	24,69	9 312 904 588	24,69	100,00	9 312 904 588	24,69
TOTAL	455 309 364 500	63 142 987 346	232 958 170 452	51,16	196 066 795 061	43,06	84,16	196 026 591 021	43,05

Source : SI-N@folo

Annexe 23: Situation des soldes après régulation au 30 juin 2024 (en milliards FCFA)

NATURE	2024		
	PREVISIONS LFI	PREVISIONS APRES REGULATION	EXECUTION (Hors recettes destinées pour alimenter les crédits CAST)
	a	b	c
RESSOURCES TOTALES (A)=B+C	3 019,12	3 019,12	1 293,13
RECETTES ORDINAIRES (B)	2791,79	2791,79	1 198,60
RECETTE EXTRAORDINAIRE(C)	227,32	227,32	94,52
DEPENSES TOTALES (D)=E+F	3 694,59	3 505,85	1 731,00
DEPENSES ORDINAIRES(E)	2 282,11	2 251,13	1 204,40
DEPENSES EN CAPITAL(F)	1 412,49	1 254,72	526,60
EPARGNE BUDGETAIRE(G)= B-E	509,69	540,67	-5,80
solde Budgétaire Global(H)=A-D	-675,48	-486,73	-437,87

Source ; DGB